



Agence pour le  
Commerce extérieur



# RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Étude réalisée dans le cadre de la mission économique conjointe  
présidée par SAR la Princesse Astrid, Représentante de SM le Roi (17 > 22 novembre 2019)





## PRÉFACE

**D**epuis la dernière mission économique conjointe, en 2011, la Chine poursuit sa croissance fulgurante. Le pays représente actuellement 16 % du PIB mondial, près de 13 % des exportations mondiales, près de 11 % des importations mondiales et plus d'un quart de toute la valeur ajoutée de la production industrielle. Il attire des investissements d'une valeur de 139 milliards d'USD et soutient d'importantes parties de l'Asie et, par extension, du monde entier, avec tous les investissements effectués dans le cadre de la Belt & Road Initiative (BRI).

Le fait que votre entreprise soit présente en Chine, signifie qu'elle est logée à jamais là où bat le cœur de l'économie mondiale. Peu importe que la croissance de l'économie chinoise ne soit dans les prochaines années plus aussi explosive que pendant la décennie passée. Comme l'Ambassadeur de Chine Cao Zhongming le souligne plus loin dans cette étude, la Chine, parce qu'elle souhaite le développement d'une importante classe moyenne, cherche davantage de produits de grande qualité. Son Excellence considère la Belgique comme un partenaire de choix.

En outre, on trouve en Chine de plus en plus souvent un level playing field pour les entreprises étrangères qui s'y établissent. Cela se traduit, entre autres, par les résultats en forte amélioration de différents indices. Le 1er janvier 2020, on verra aussi l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi sur les investissements étrangers, qui offrira une meilleure protection aux entreprises et aux investisseurs étrangers. Si l'on ajoute à cela le fait que l'Union européenne se trouve dans la dernière phase des négociations avec la Chine concernant un accord d'investissement bilatéral, l'accès, réputé difficile, au marché chinois semble devenir un peu plus souple.

Voilà le contexte dans lequel l'Agence pour le Commerce extérieur, en collaboration avec ses partenaires, le SPF Affaires étrangères, l'Agence wallonne à l'exportation et aux Investissements étrangers, hub.brussels et Flanders Investment & Trade organise la mission économique conjointe du 17 au 22 novembre 2019 en Chine.

Au nom de l'Agence et des partenaires susmentionnés, je vous souhaite un franc succès.



**Fabienne L'Hoost**  
Directeur général

## EXECUTIVE SUMMARY

Avec un PIB de 13 407 milliards d'USD, la Chine a été, en 2018, la 2<sup>e</sup> puissance économique du monde. Ainsi, elle représente 16 % du PIB mondial. Malgré une 73<sup>e</sup> place relativement modeste en termes de PIB par habitant, l'économie chinoise est plus de deux fois plus grande que la 3<sup>e</sup> économie du monde, à savoir le Japon.

Cette position de premier plan, le pays la doit à la croissance explosive qu'il a connue pendant la décennie écoulée. L'économie a enregistré alors une croissance moyenne de 8 % par an, ce qui a permis à 800 millions d'habitants de sortir de la pauvreté. D'après le FMI, l'économie chinoise sera en 2030 la plus importante du monde.

Pour guider sa croissance, la Chine a élaboré des plans quinquennaux. Le 13<sup>e</sup> plan quinquennal (2016-2020) vise le maintien d'une croissance économique durable. Le fait qu'une augmentation moins forte du PIB ne semble guère inquiéter les autorités chinoises, s'explique par plusieurs raisons.

En premier lieu, la croissance du PIB repose maintenant sur une base beaucoup plus grande. En deuxième lieu, et malgré la pression de la guerre commerciale qui oppose la Chine aux États-Unis, la consommation intérieure n'a jusqu'à présent pas diminué. Enfin, cette croissance moins rapide s'inscrit dans une « nouvelle normalité » voulant que l'exportation, les dettes énormes et la bulle immobilière cèdent le pas à une demande intérieure solide et à une attitude attentive à d'autres paramètres tels qu'une réduction du chômage, une amélioration des soins de santé et une meilleure protection de l'environnement.

Ce qui précède ne signifie pas que la Chine se résigne à une situation de croissance réduite. Elle est prête à prendre de nouvelles mesures de relance.

En 2018 et en 2019, le pays a lancé une série d'actions pour freiner la diminution de la croissance au moyen d'incitants fiscaux. Rien qu'au cours du premier trimestre de 2019, il a accordé des crédits d'une valeur record de 1,22 billion d'USD.

En 2018, le secteur primaire a représenté 7,9 % du PIB chinois, tandis que le secteur secondaire s'est élevé à 40,6 % du PIB. La Chine est le premier producteur mondial de biens industriels et elle représente plus d'un quart de l'ensemble de la valeur ajoutée de la production mondiale. Le pays n'est plus la manufacture mondiale de produits simples à faible valeur ajoutée, mais il veut fabriquer des produits de haute qualité et de haute technicité. Dans son ambitieux projet « Made in China 2025 », il a défini dix secteurs clés.

Le secteur tertiaire subit les changements les plus rapides de toute l'économie chinoise. En dix ans, son importance a augmenté de 10 %. Pour la deuxième année consécutive déjà, le secteur tertiaire représente plus de la moitié du PIB. Malgré le franchissement de ce seuil symbolique, le secteur continue à jouer un rôle plutôt limité en comparaison avec d'autres pays, même s'il connaît une forte croissance dans des secteurs tels que le commerce, la fintech et les life sciences.

Les autorités chinoises maîtrisent tous leurs paramètres macroéconomiques. Ces 20 dernières années, l'inflation est restée très stable et, depuis 2015, le taux d'intérêt reste inchangé à 4,35 %. En août, elles ont donné davantage de poids au Loan Prime Rate (LPR), ce qui permet de réduire le coût de financement moyen pour les particuliers et les entreprises, tout en stimulant la croissance.

La monnaie chinoise, le yuan, connaît, elle aussi, peu de fluctuations, parce qu'elle est liée à un panier

de devises dans lequel l'USD occupe une grande place. Dans la période écoulée, la Chine a cependant diminué la valeur de sa monnaie, entre autres pour absorber les taxes d'importation américaines, ce qui en a fait descendre la valeur en dessous de la limite symbolique de 7 yuans pour 1 USD. Pourtant, la Chine a peu à gagner d'un affaiblissement supplémentaire du yuan. S'il le fallait, la Banque centrale chinoise dispose de réserves d'une valeur de 3 225 milliards d'USD pour défendre sa monnaie.

La Chine est aujourd'hui une grande puissance sur la scène internationale et le leader du commerce extérieur. Elle est de loin l'exportateur principal du monde (près de 13 % de l'ensemble des exportations mondiales) et le second importateur du monde (quelque 11 % du total mondial). Cette position, le pays la doit beaucoup à son affiliation à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Plusieurs pays se plaignent cependant du fait que la Chine n'observe pas les règles de l'OMC, ce qui est d'ailleurs une des raisons de la guerre commerciale avec les États-Unis.

Ces 15 dernières années, la Chine a toujours enregistré un excédent de sa balance des paiements. Le facteur principal de la croissance des exportations pendant cette dernière décennie est constitué par les ventes d'appareils tels que les téléphones portables, les écrans LCD, les circuits intégrés et les ordinateurs portables. Cette catégorie de biens a augmenté de 520 % en dix ans et elle représente près de la moitié de toute la croissance des exportations chinoises, bien que la Chine demeure aussi un fournisseur très important de textile. L'Asie est de loin le principal débouché pour les produits chinois. À peu près la moitié (48 %) de ses exportations reste sur le continent. L'Europe occupe la troisième place avec 19 %.

À l'étranger, la Chine achète principalement des machines et des applications mécaniques. Environ un tiers de l'ensemble des importations chinoises concerne cette catégorie, qui représente une valeur de 627 milliards d'USD. Elle est suivie de loin par la catégorie des produits minéraux, pour une valeur de 382 milliards d'USD. En 2017, la Chine a princi-

palement importé ses marchandises d'autres pays asiatiques. L'Asie fournit à la Chine chaque année des produits d'une valeur totale de plus de 1 030 milliards d'USD, ce qui représente 50 % des importations totales. Là, l'Europe occupe la seconde place, avec une part de 18 %.

Les Investissements directs étrangers (IDE) feront bientôt l'objet d'une nouvelle législation, la Foreign Investment Law. Celle-ci doit être la clé de voûte d'une ouverture toujours plus grande de l'économie aux entreprises étrangères. Cette législation doit remédier à de nombreux soucis, notamment aux accusations de la part de l'UE et des États-Unis concernant les transferts dits « forcés » en matière de technologie, qui ont été déposées auprès de l'OMC.

La Chine est devenue le pays le plus attractif pour les investisseurs étrangers. En 2018, le pays a pu attirer 139 milliards d'USD. Ces dix dernières années, le nombre d'activités étrangères dans le commerce de gros et de détail chinois, ainsi que dans le secteur de l'informatique, ont plus que doublé. Quant à la valeur des investissements, l'axe prioritaire reste toujours celui de l'industrie de fabrication. Avec plus de 33 milliards d'USD, cette industrie bénéficie de près du quart de tous les investissements étrangers.

La croissance de la richesse et les aspirations de la Chine s'accompagnent d'une augmentation des investissements consentis par l'étranger. Ce volume des investissements directs étrangers a dès lors explosé, passant de 245 milliards d'USD en 2009 à près de 2 000 milliards d'USD dix ans plus tard. Un grand pas a été franchi en 2013, lors du lancement de la Belt & Road Initiative (BRI).

D'après plusieurs classements, tels le Global Competitiveness Index 4.0 du Forum économique mondial (28<sup>e</sup> de 140 pays) et le Ease of Doing Business Index 2019 de la Banque mondiale (46<sup>e</sup> de 190 pays), il devient toujours plus facile et avantageux de fonder une entreprise en Chine. C'est surtout en matière d'IT, d'infrastructure et d'innovation que la Chine marque de plus en plus de points.

# SOMMAIRE

<b>PRÉFACE</b>	<b>3</b>
<b>EXECUTIVE SUMMARY</b>	<b>4</b>
<hr/>	
<b>1. INTRODUCTION</b>	<b>8</b>
<b>Entrevue avec l’Ambassadeur de Chine en Belgique : Cao Zhongming</b>	<b>10</b>
<hr/>	
<b>2. DONNÉES ÉCONOMIQUES</b>	<b>14</b>
<b>2.1 Indicateurs clés</b>	<b>16</b>
2.1.1 PIB	16
2.1.2 Inflation	22
2.1.3 Taux d’intérêt	23
2.1.4 Taux de change	24
<b>2.2 Commerce extérieur</b>	<b>28</b>
2.2.1 Le commerce extérieur chinois	28
2.2.2 Balance commerciale chinoise	36
2.2.3 Exportations	38
2.2.4 Importations	42
<b>2.3 Investissements directs étrangers</b>	<b>47</b>
<b>2.4 Évaluation du risque</b>	<b>63</b>
2.4.1 Évaluation du risque selon le Groupe Credendo	63
2.4.2 Autres indicateurs de risque	65
<hr/>	
<b>3. ANALYSE SECTORIELLE</b>	<b>66</b>
<b>3.1 Les Life Sciences en Chine</b>	<b>68</b>
<b>3.2 Les Cleantechs en Chine</b>	<b>72</b>
<b>3.3 L’industrie aéronautique et aérospatiale en Chine</b>	<b>76</b>
<hr/>	
<b>4. RÉUSSITES RÉCENTES</b>	<b>80</b>
<hr/>	
<b>5. SOURCES</b>	<b>85</b>



# 1

## INTRODUCTION





## ENTREVUE AVEC L'AMBASSADEUR DE CHINE EN BELGIQUE : CAO ZHONGMING



### ***Pouvez-vous nous donner un aperçu des enjeux économiques majeurs de la Chine ces 5 dernières années ?***

L'économie chinoise des 5 dernières années peut se résumer en 3 points. Premièrement, le développement économique a remporté des succès remarquables. En 2018, le PIB de la Chine s'est élevé à 90 000 milliards de RMB, soit une progression annuelle de 6,6 %, une croissance moyennement élevée. La structure de l'économie chinoise s'est améliorée régulièrement : le secteur tertiaire progresse dans la stabilité, les bénéfices des entreprises industrielles repartent à la hausse, l'industrie manufacturière de haute technologie et les secteurs émergents stratégiques connaissent une croissance nettement accélérée.

Deuxièmement, la population mène une vie toujours meilleure. Au cours des 5 dernières années, plus de 60 millions d'habitants sont sortis de la pauvreté, le taux de pauvreté en Chine a donc baissé à moins de 4 %, contre 10,2 % il y a 5 ans. En moyenne, chaque année, plus de 13 millions d'emplois sont créés dans les zones urbaines. La croissance des revenus des populations urbaines et rurales est supérieure à celle de l'économie, et les groupes des personnes à revenu moyen continuent à agrandir.

Troisièmement, la contribution de l'économie chinoise à l'économie mondiale s'est avérée plus importante. L'économie chinoise, deuxième économie mondiale, contribue à hauteur de plus de 30 % à la croissance mondiale. En termes de volume du commerce extérieur, d'investissements à l'étranger et de réserves de devises, la Chine figure solidement aux premiers rangs dans le monde. En 2018, la Chine a établi 12 zones pilotes de libre-échange à l'intérieur du pays et compte plus de

200 partenaires commerciaux. La Chine est devenue un acteur positif majeur dans une économie mondiale ouverte.

Il est à noter que l'économie chinoise est aussi confrontée à de nouvelles pressions à la baisse. Nous nous attendions à cette situation et nous avons donc pris à l'avance des mesures fortes pour y faire face, notamment en réduisant davantage les impôts et les frais divers des entreprises. En 2019, le gouvernement chinois réduira les impôts et les frais divers de 2 000 milliards de RMB, précisément dans le but de stimuler le dynamisme des entreprises. Ces mesures ont déjà porté des fruits.

Avec des atouts comme un marché domestique immense, des ressources humaines abondantes, un tissu industriel complet, l'émergence rapide des nouveaux moteurs de croissance, l'économie chinoise continuera à progresser pour une longue période. Vous avez toutes les raisons d'être optimistes quant aux perspectives de l'économie chinoise.

***Le 13<sup>e</sup> Plan d'Action Quinquennal arrive à son terme en 2020. Les grandes lignes directrices et éléments prioritaires des 5 années à venir sont-ils déjà connus ?***

Tous les 5 ans la Chine élabore un plan, dénommé « Plan quinquennal », pour fixer les objectifs et le cap du développement économique. Le 13<sup>e</sup> Plan quinquennal couvre la période 2016-2020. On y trouve une série de mesures favorisant le développement national et le bien-être du peuple, comme, entre autres, la stratégie de développement par l'innovation, la mise en place d'un nouveau système de développement, la modernisation agricole, l'optimisation du système industriel moderne, l'urbanisation de type nouveau, le développement

coordonné interrégional, la protection renforcée de l'environnement et l'ouverture tous azimuts sur l'extérieur.

Les politiques de développement en Chine s'inscrivent toujours dans la continuité. Nous resterons fidèles à notre première priorité qu'est le développement, et à notre concept de développement, dont les mots-clés sont l'innovation, la coordination, l'écologie, l'ouverture et le partage. Nous approfondirons sans cesse la réforme structurelle du côté de l'offre et créerons un climat d'affaires mieux régulé, plus internationalisé tout en respectant les règles du marché et en stimulant davantage le dynamisme des acteurs du marché. Nous mettrons en œuvre en profondeur la stratégie de développement par l'innovation, ferons émerger de nouveaux moteurs de développement, et mieux associerons l'amélioration des conditions de vie de la population à la promotion du développement économique et libérerons continuellement le potentiel de la demande intérieure.

La Chine continuera de promouvoir l'ouverture tous azimuts pour créer une économie ouverte d'un niveau plus élevé. Ayant déjà honoré en 2010 ses engagements de baisse de tarif douanier dans le cadre de l'OMC, la Chine a aujourd'hui un taux global de droits de douane de 7,5 %. Selon les statistiques de l'OMC, la moyenne pondérée des droits de douane du commerce de la Chine est de 5,2 %, inférieure à celle de la plupart des pays en développement. Nous ouvrirons davantage le marché en mettant en œuvre le système de la liste négative et de la règle du traitement national dès la phase de préétablissement en faveur des investisseurs étrangers.

Nous approfondirons les mesures d'ouverture dans l'industrie manufacturière et le secteur des

services modernes tels que la finance, baisserons encore plus le niveau global des droits de douane, continuerons à perfectionner le système juridique et réglementaire relatif à l'ouverture sur l'extérieur, et protégerons avec plus de force les droits de propriété intellectuelle.

Pour les investisseurs étrangers, le marché chinois sera plus ouvert, transparent et prévisible, deviendra donc plus attractif avec un meilleur environnement d'investissement. Le fait que l'année dernière, malgré la baisse des IDE à l'échelle mondiale, les investissements étrangers réellement utilisés en Chine ont continué de s'accroître en est une preuve. Une Chine plus ouverte contribuera certainement davantage au développement de l'économie mondiale.

***Quelles sont les principales raisons pour lesquelles les entreprises belges devraient envisager d'initier ou de renforcer leurs relations commerciales avec la Chine ? Quels conseils pouvez-vous leur donner ?***

Les entreprises belges ont devant elles des opportunités sans précédent à saisir pour renforcer la coopération commerciale avec la Chine. Premièrement, la Chine continue à libérer le potentiel du marché domestique, en augmentant le pouvoir d'achat des habitants, en favorisant la consommation des produits moyen et haut de gamme et en élargissant les importations. L'enquête sur la confiance des consommateurs mondiaux menée par McKinsey en 2018 relève que 26 % des consommateurs chinois veulent acheter des produits de gamme plus élevée, alors que le taux moyen au sein des 10 plus grandes économies du monde n'est que de 17 %. Il est grand temps de renforcer la coopération avec la Chine.

Deuxièmement, la Chine possède un marché immense avec plus de 1,3 milliards de population. D'ici cinq ans, la Chine va importer plus de 10 000 milliards de dollars de marchandises et de services. Elle est donc un partenaire de choix des entreprises belges en matière de commerce et d'investissement. Troisièmement, la Chine va continuer d'élargir l'ouverture sur l'extérieur. L'année dernière, elle a organisé avec beaucoup de succès la première Exposition internationale de l'importation de Chine, une initiative créatrice. Beaucoup d'entreprises belges ont tiré profit de la coopération avec la Chine. La Belgique est très forte dans beaucoup de secteurs, comme la chimie, les sciences pharmaceutiques, les sciences de la vie, les technologies de l'information et de la communication, le transport et la logistique, l'agroalimentaire, etc. J'espère que les entreprises belges profiteront de cette visite pour nouer des liens avec les partenaires chinois.

J'ai 3 conseils à donner aux entreprises belges.

Premier conseil, ayez confiance en la croissance économique chinoise. La Chine est un moteur important de l'économie mondiale, et la croissance annuelle de la Chine représente, en valeur absolue, l'équivalent du PIB de l'Australie. L'économie chinoise continuera à avancer dans la stabilité et apportera des bénéfices au monde entier, y compris à la Belgique.

Deuxième conseil, ayez la persévérance de se développer sur le marché chinois dans une vision de long terme. Comme les histoires et les cultures de la Chine et de la Belgique sont différentes, le marché chinois et le marché belge sont aussi différents. Les nouveaux arrivés sur le marché chinois auraient besoin du temps pour s'adapter à ses caractéristiques. Je souhaite que les entreprises

belges puissent s'inspirer des expériences réussies de Bell Telephone et de Janssen, pour se développer en Chine en faisant preuve de ténacité tel qu'on enfonce des clous.

Troisième conseil, ayez la bonne volonté de chercher des bénéfices mutuels dans la coopération avec la Chine. La vitalité de la coopération réside dans les bénéfices mutuels. Nous souhaitons que les entreprises belges coopèrent avec les entreprises chinoises pour « agrandir le gâteau » et accroître les bénéfices à partager. La Chine est heureuse d'accueillir les entreprises belges et espère en même temps que la Belgique sera encore plus ouverte aux investisseurs chinois. Nous voulons travailler ensemble avec la Belgique pour favoriser l'ouverture dans les deux sens et créer un climat d'affaires juste et équitable.

#### ***Avez-vous un message ou un conseil pour les participants ?***

La visite en Chine de Son Altesse Royale la Princesse Astrid est une visite de haut niveau, qui est très importante pour nos deux pays et qui a une portée significative. Du point de vue politique, elle émettra un message fort que le partenariat global d'amitié et de coopération sino-belge ne cesse de s'approfondir et elle jettera une base solide pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de nos relations diplomatiques en 2021.

Du point de vue de la coopération, cette visite, axée sur la coopération économique et commerciale et avec de nombreux représentants d'entreprises dans la délégation, permettra de créer de nouvelles plateformes de coopération entre les deux pays et de donner un nouvel élan à la coopération sino-belge. Pour faire aboutir la visite à des résultats fructueux, les entreprises belges

peuvent, en amont de la visite, prendre contact avec les partenaires potentiels chinois à travers des canaux pertinents. L'Ambassade de Chine en Belgique est disposée à fournir tout son soutien en cas de besoin.

La Chine a une longue histoire de 5 000 ans et une culture riche et splendide. Certains membres de la délégation ont peut-être déjà visité la Chine à plusieurs reprises, et d'autres n'ont peut-être jamais été en Chine. Mais ce qui importe, c'est de faire preuve d'ouverture d'esprit pour voir la Chine avec vos propres yeux et percevoir la Chine avec le cœur. Vous découvririez une Chine totalement différente de celle dont vous avez entendu parler, une Chine pleine de dynamisme et de prospérité.

Pour terminer, je souhaite que la visite soit couronnée d'un plein succès !



# 2

## DONNÉES ÉCONOMIQUES





## 2.1 INDICATEURS CLÉS

### 2.1.1 PIB

Le produit intérieur brut (PIB) d'un pays est déterminé par la production de richesse émanant de ses acteurs économiques (ménages, entreprises et administrations publiques). Il est souvent considéré comme l'indicateur le plus important pour évaluer la santé d'une économie.

#### PIB NOMINAL

Selon le Fonds monétaire international (FMI), le PIB nominal de la Chine (à prix courants) s'élevait à 13 407 milliards d'USD en 2018. Avec ce résultat, la Chine s'impose comme la deuxième économie mondiale en importance. Elle est cependant toujours loin des États-Unis (PIB de 20 494 milliards d'USD en 2018), mais son PIB représente plus de deux fois celui du Japon (5 070 milliards d'USD), qui est la troisième économie mondiale.

En analysant le PIB par habitant, la position chinoise semble moins flatteuse. Avec une valeur ajoutée de 9 633 USD par personne, la Chine ne se situe qu'à la 73e place du classement mondial, derrière le Kazakhstan. Néanmoins, une forte croissance a également été enregistrée dans ce classement puisque la Chine n'occupait encore que la 105e place en 2009.

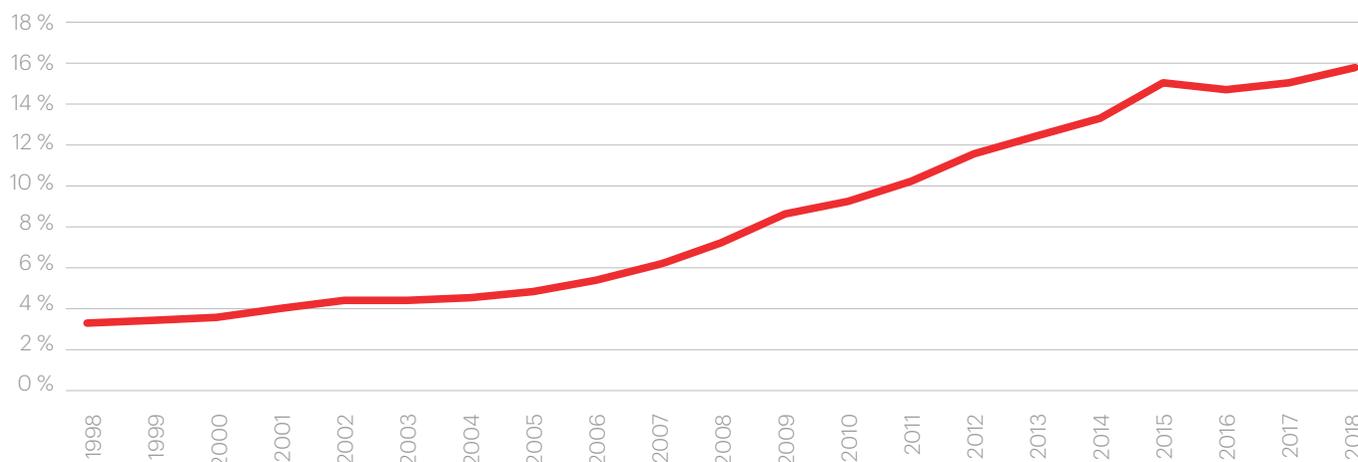
On signalera aussi que la part du PIB chinois dans le PIB mondial affiche une forte croissance en passant de 3 % en 1998 à 7 % en 2008, et à 16 % en 2018.

#### CROISSANCE

La Chine a connu une croissance explosive de son PIB au cours de la dernière décennie. Entre 2008 et 2018, ce dernier a augmenté en moyenne de 8 %. Sans tenir compte de l'« outsider » Nauru, la Chine a affiché, au cours des dix dernières années, la

### PART DU PIB CHINOIS DANS LE PIB MONDIAL, 1998 - 2018 (EN %)

SOURCE : FMI



troisième plus forte croissance moyenne mondiale (à égalité avec l'Ouzbékistan).

Grâce à cette forte croissance économique, plus de 800 millions de personnes ont échappé à la pauvreté. Selon le FMI, l'économie chinoise devrait devenir la plus puissante du monde d'ici 2030.

Pour guider et orienter sa croissance, la Chine a élaboré une planification quinquennale. Le treizième plan quinquennal de la Chine (2016-2020) vise à maintenir une croissance économique durable, avec un taux de croissance annuel moyen de 6,5 %. Cependant, le FMI s'attend à ce que ce taux de 6,5 % ne soit plus atteint entre 2019 et 2024. En effet, la croissance se tasse un peu chaque année. Ce ralentissement inquiète peu le gouvernement chinois ce qui peut s'expliquer par différentes raisons.

La première raison est que la croissance du PIB se mesure sur une base beaucoup plus large qu'au-

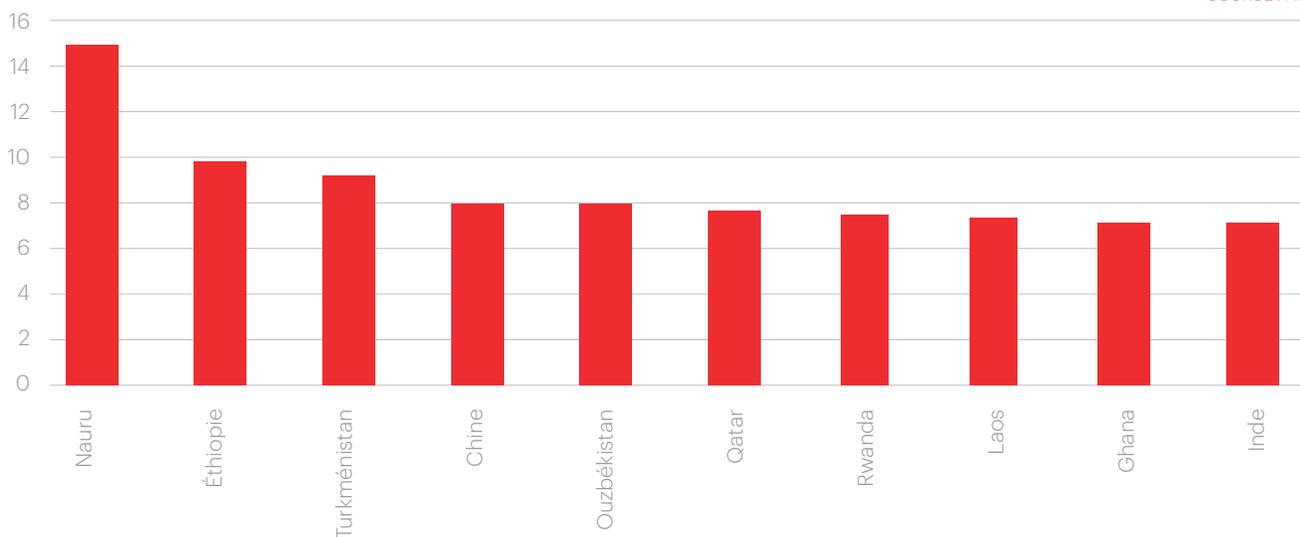
paravant. Lorsqu'en 2008 la Chine enregistrait une croissance de près de 10 % (4 604 milliards d'USD), ce chiffre était nettement inférieur en valeur absolue à celui de 6,6 % enregistré en 2018, soit un montant de 13 407 milliards d'USD.

Comme deuxième raison, de nombreux analystes pointent actuellement la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis pour expliquer ce ralentissement de la croissance. Le danger de cette guerre commerciale pour la Chine est de voir, en raison de la chute des exportations, la production diminuer et la confiance des entreprises s'affaiblir. Si les dépenses d'investissement sont reportées, le marché du travail sera également soumis à des pressions et la croissance basée sur la demande intérieure menace de s'interrompre.

Une stagnation de la demande intérieure n'a jusqu'à présent pas été observée. Selon les derniers chiffres, datant de juin 2019, le chiffre d'affaires

**PAYS DONT LA CROISSANCE MOYENNE DU PIB FIGURE PARMIS LES PLUS ÉLEVÉES, 2008-2018 (EN %)**

SOURCE : FMI



du commerce de détail a augmenté de 9,8 %. La croissance du secteur des services est également restée stable au premier semestre de l'année et a augmenté de 7 % par rapport à la même période l'an dernier.

Cette consommation intérieure robuste - du moins pour le moment - est la troisième raison pour laquelle une diminution de la croissance préoccupe peu la Chine : sous le Président chinois Xi Jinping, la Chine vise à se concentrer sur une croissance stable et qualitative qui n'ambitionne pas les pourcentages élevés d'il y a 10 ans. La « nouvelle normalité » veut moins de dépendance vis-à-vis de l'extérieur : les exportations, les dettes énormes et la bulle immobilière cèdent le pas à une demande intérieure solide et à une attitude attentive à d'autres paramètres tels qu'une réduction du chômage, une amélioration des soins de santé et une meilleure protection de l'environnement.

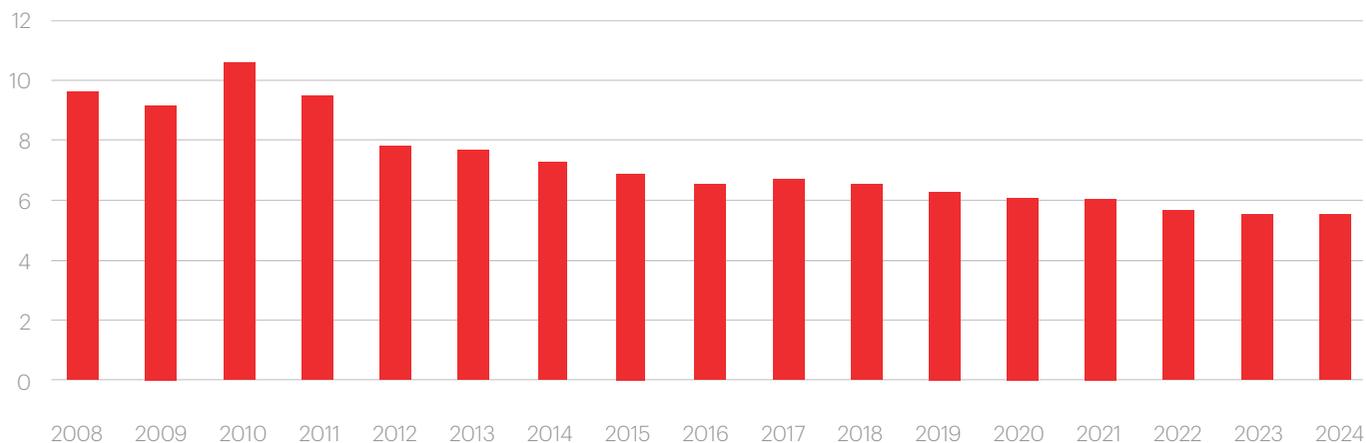
Cela ne signifie pas que la Chine est résignée face à cette diminution de la croissance. Elle est prête à

prendre de nouvelles mesures de relance. En 2018 et 2019, elle a pris une série de mesures pour soutenir le ralentissement de la croissance par des incitants fiscaux en réponse à la perte de confiance des entreprises qui a suivi la guerre commerciale. Selon l'OCDE, les mesures de relance budgétaire adoptées par la Chine pourraient représenter 4,25 % du PIB cette année, contre 2,94 % en 2018.

Rien qu'au premier trimestre de 2019, un crédit d'une valeur record de 1 220 milliards d'USD a été octroyé. La plus grande part de ce montant est consacrée à des projets d'infrastructure. À cela s'ajoutent des réductions d'impôt, qui ont représenté en 2018 près de la moitié de la réduction totale des impôts et taxes pour l'ensemble de la période allant de 2013 à 2017, tant pour les ménages que pour les entreprises. Les banques sont également autorisées à assouplir leur discipline budgétaire : la Banque centrale de Chine (Banque populaire de Chine, ou PBoC) a déjà réduit, cinq fois en peu de temps, le taux de réserves obligatoires des banques.

## CROISSANCE DU PIB CHINOIS, 2008- 2024 (EN %)

SOURCE : FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI), ESTIMATIONS À PARTIR DE 2019



## ENTREVUE AVEC L'AMBASSADEUR DE CHINE EN BELGIQUE

**Au cours des dernières années, la notion du « new normal » de l'économie chinoise est de plus en plus répandue. Cette transition a-t-elle un impact sur les entreprises belges qui exportent en Chine ou y investissent ?**

Tout d'abord, je voudrais expliquer la notion de la « nouvelle normalité ». La « nouvelle normalité » de l'économie chinoise porte trois caractéristiques.

Premièrement, le réajustement de la vitesse de la croissance, passant d'un rythme très rapide à un rythme moyennement rapide, ce qui est le résultat de la montée en gamme de l'économie chinoise. Et d'ailleurs, le nouveau rythme de croissance n'est quand même pas faible. Au premier semestre 2019, la croissance de l'économie chinoise a atteint 6,3 %, soit 5 fois plus rapide que la prévision de la croissance 2019 de la zone euro. La Chine a déjà créé un miracle économique en réalisant une croissance rapide pendant plus de 20 ans consécutifs.

Deuxièmement, l'amélioration de la structure économique. Le secteur tertiaire et la consommation jouent progressivement un rôle prépondérant dans l'économie chinoise, l'écart entre les zones rurales et les zones urbaines n'a cessé de se réduire, et les fruits du développement sont mieux partagés par la population. Tout cela montre que la structure de l'économie chinoise continue à s'optimiser.

Troisièmement, le renouvellement des moteurs de croissance. La Chine est passée d'une économie tirée par l'investissement à une économie tirée par l'innovation, qui est en passe de devenir le premier moteur du développement. Et la Chine avance aujourd'hui plus vite dans ses efforts pour construire un pays novateur.

Pour s'adapter à la « nouvelle normalité », le gouvernement chinois déploie de grandes énergies pour

simplifier les procédures administratives et décentraliser les pouvoirs de décision, continue à élargir l'ouverture sur l'extérieur, à améliorer la qualité et l'efficacité du développement, accélère les efforts pour mettre en œuvre la stratégie de développement par l'innovation et poursuit la réforme structurelle du côté de l'offre.

La transition en cours de l'économie chinoise représente, en effet, des opportunités énormes pour les entreprises belges. D'abord, la croissance chinoise figure toujours parmi les plus élevées dans le monde et constitue toujours un moteur puissant de l'économie mondiale. Ensuite, les groupes des personnes à revenu moyen ne cessent de s'élargir. Le pouvoir d'achat des consommateurs chinois s'est sensiblement renforcé, et les demandes en produits de meilleure qualité s'accroissent. Cela offre de très bonnes opportunités aux entreprises belges, dont les produits sont très compétitifs, pour élargir leurs exportations vers la Chine.

Enfin, la Chine accélère ses pas vers un pays novateur. Elle œuvre pour construire un système d'innovation technologique alimenté principalement par les entreprises, orienté vers le marché, et intégrant les entreprises, les établissements d'enseignement et les institutions de recherches, renforcer le soutien aux projets innovants des PME et promouvoir la mise en application des nouvelles technologies.

La Belgique compte beaucoup d'institutions de recherches de renom et d'entreprises innovantes, tandis que la Chine, dotée d'un marché immense et des chaînes industrielles complètes, possède une grande capacité de production industrialisée et de fabrication. La Belgique a tout à gagner à renforcer la coopération avec les entreprises et les institutions de recherches chinoises, pour faire valoir la complémentarité des atouts et réaliser une coopération gagnant-gagnant.

## RÉPARTITION PAR SECTEUR

Le **secteur primaire** regroupe toutes les activités d'exploitation des ressources naturelles telles que l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse. Selon l'Office national des statistiques de Chine, le secteur primaire représentait 7,9 % du PIB en 2018. Il y a 40 ans, ce pourcentage se situait encore autour de 30 %. La contribution du secteur primaire à la croissance du PIB a été presque négligeable en 2018, avec un peu plus de 4 %.

Le **secteur secondaire** comprend toutes les activités visant à transformer une matière première en un produit fini. En 2018, il représentait 33,9 % du total du PIB chinois. L'industrie de la construction est restée stable en représentant 6,7 % du PIB. Aujourd'hui, la Chine est devenue le premier producteur mondial de biens industriels avec plus d'un quart de la valeur ajoutée totale de la production mondiale. Le pays est le principal producteur d'une longue liste de produits industriels, notamment des navires, des trains, des robots, des chaussures, des ordinateurs, des smartphones, des panneaux solaires, des climatiseurs...

C'est notamment en raison de l'importante progression de ses salaires (+200 % au cours des 14 dernières années) que la Chine n'est plus l'usine du monde en ce qui concerne les produits simples à valeur ajoutée limitée. La valeur ajoutée créée par la Chine dans un certain nombre de secteurs de moyenne et de haute technologie, comme le secteur TIC/électronique et les machines électriques, est un des facteurs de la progression de la chaîne de valeur mondiale. En 2014, la valeur ajoutée représentait respectivement 48,3 % dans le secteur TIC/électronique et 54,5 % pour les machines électriques. En 1995, la création de valeur locale n'était que respectivement de 32,9 % et 34,2 %.

La Chine vise également à fabriquer des produits du secteur de la connaissance et de la haute technologie dans le cadre de son objectif « Made in China 2025 ». Dix secteurs industriels sont particulièrement mis en valeur, secteurs pour lesquels la Chine espère devenir un leader mondial absolu à court terme : nouvelles technologies de l'information, instruments de commande numérique et de la robotique, équipement spatial, équipement pour le génie maritime et les navires de haute technologie, équipement ferroviaire, véhicules économes en énergie et véhicules à énergie propre, équipements électriques, nouveaux matériaux, biologique médicale et dispositifs médicaux ainsi que machines agricoles. La guerre commerciale avec les États-Unis renforce encore cette orientation.

Le **secteur tertiaire**, le secteur des services, connaît les changements les plus rapides de toute l'économie chinoise. En dix ans, son importance a augmenté de 10 %. Pour la deuxième année consécutive, le secteur des services représente plus de la moitié du PIB chinois. Même si elle atteint la barrière symbolique des 50 %, cette part du secteur tertiaire reste cependant plus limitée par rapport aux pays de l'OCDE, où elle s'élève à 75 %, et même par rapport aux autres pays BRICS, où elle se situe autour de 60 %.

La Chine s'impose comme un leader mondial dans un certain nombre de nouvelles industries prometteuses, comme celle du commerce électronique où elle détient 43 % du marché mondial. Environ un quart de tous les achats dans le pays sont effectués en ligne. La Chine se développe également à une vitesse vertigineuse dans le domaine des fintech. Le FMI note que, sur base des plateformes de médias sociaux, les services fintech chinois se traduisent en services tels que les paiements externes effectués par des prestataires non ban-

caires, les services bancaires et d'assurance sur Internet, la gestion des actifs numériques et les notations de crédit.

Bien entendu, la Chine souhaite accorder également beaucoup d'attention dans les années à venir aux services liés à des secteurs spécifiques, comme, par exemple, les soins de santé, dont le principe directeur est le « Healthy China 2030 ». Nous aborderons en détail cet élément dans la partie 3 de cette publication, tout comme le rôle des cleantechs (technologies vertes) dans le développement des secteurs des services.

### SECTEUR PARMIS LES SECTEURS : LES ENTREPRISES D'ÉTAT

La Chine a une économie de marché socialiste dans laquelle les entreprises d'État continuent de jouer un rôle prépondérant. Leur importance est même inscrite dans la Constitution. Selon le FMI, les entreprises d'État chinoises détiennent 40 % du total des actifs industriels et fournissent jusqu'à environ 30 % de la production.

Les entreprises d'État sont actives dans un large éventail de secteurs, dont l'acier et les produits chimiques, le secteur financier, l'industrie des transports, le secteur financier et les entreprises actives dans des secteurs stratégiques comme le gaz, l'eau ou l'électricité. En outre, de nombreuses entreprises privées ont des liens étroits avec l'État.

## REPARTITION DE LA VALEUR AJOUTÉE AU PIB PAR SECTEUR, 2009 - 2018 (EN %)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE - BNS

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Total secteur primaire</b>	<b>10,5</b>	<b>9,9</b>	<b>9,6</b>	<b>9,5</b>	<b>9,4</b>	<b>9,2</b>	<b>9</b>	<b>8,7</b>	<b>8,4</b>	<b>7,2</b>
<b>Total secteur secondaire</b>	<b>41,3</b>	<b>39,6</b>	<b>40,1</b>	<b>40</b>	<b>38,8</b>	<b>37,5</b>	<b>36,5</b>	<b>34,5</b>	<b>33,5</b>	<b>33,9</b>
Industrie de la construction	5,9	6,5	6,6	6,7	6,9	6,9	7	6,8	6,7	6,7
<b>Total secteur tertiaire</b>	<b>42,3</b>	<b>43,9</b>	<b>43,7</b>	<b>44</b>	<b>45</b>	<b>46,4</b>	<b>47,5</b>	<b>49,9</b>	<b>51,4</b>	<b>52,2</b>
Commerce de gros & commerce de détail	8,2	8,3	8,7	9	9,3	9,5	9,7	9,6	9,6	9,5
Services de transport, stockage et communication	5,1	4,7	4,6	4,5	4,4	4,4	4,4	4,4	4,5	4,5
Hôtels et Catering	2,1	2	1,9	1,8	1,8	1,7	1,7	1,8	1,8	
Activités financières	5,7	6,3	6,2	6,3	6,5	6,9	7,3	8,4	8,3	
Immobilier, location et services aux entreprises	4,6	5,4	5,7	5,8	5,8	6,1	5,9	6,1	6,5	
<b>Autres</b>	<b>16,6</b>	<b>17,2</b>	<b>16,6</b>	<b>16,6</b>	<b>17,2</b>	<b>17,8</b>	<b>18,5</b>	<b>19,6</b>	<b>20,7</b>	

## L'INDUSTRIE DE LA VIANDE DE PORC ET L'INFLATION

La viande de porc occupe une place importante dans l'alimentation chinoise. Plusieurs analystes partent du principe que le prix du porc est l'élément le plus important de l'indice des prix à la consommation. Une augmentation de 10 % du prix de la viande de porc devrait donc entraîner approximativement une hausse de 0,3 % de l'IPC. Il est frappant de constater que le prix du porc est très volatil. L'Economist Intelligence Unit a calculé qu'au cours de la dernière décennie, la croissance du prix du porc a parfois été supérieure à 50 %, tandis que la plus forte baisse affichait plus de 30 %.

Lorsque, en avril 2019, l'inflation a enregistré la plus forte croissance en six mois ; cette hausse était peu corrélée à des facteurs macroéconomiques tels que la guerre commerciale ou les stimuli fiscaux. Il faut en chercher l'explication dans l'épidémie de peste porcine africaine. Le nombre de porcs en Chine, estimé à 360 millions par la banque néerlandaise Rabobank, pourrait être réduit de moitié d'ici fin 2019.

## 2.1.2 INFLATION

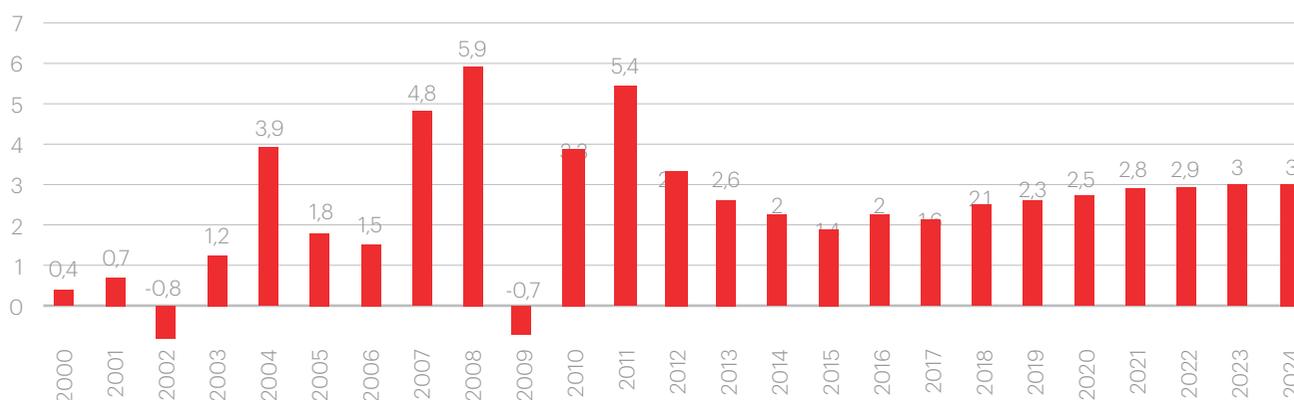
L'inflation exprime la hausse généralisée des prix des biens et services sur une période donnée. On parle aussi d'une augmentation du coût de la vie ou d'une baisse du pouvoir d'achat.

Comme en Belgique, l'indice des prix à la consommation (IPC) est la mesure la plus communément utilisée. Il reflète l'évolution des prix d'un ensemble de marchandises et services que les ménages achètent pour leur consommation. Pour quantifier l'inflation, on mesure l'évolution de l'indice sur une période donnée.

L'IPC de la Chine se compose de huit catégories. Les pondérations attribuées à chacune de ces catégories n'ont jamais été rendues publiques, mais l'Economist Intelligence Unit estime que la catégorie « alimentation, tabac et alcool » représente probablement environ 30 % de l'ensemble. Le deuxième facteur crucial serait le prix des maisons, qui

## INFLATION, 2000 - 2024 (EN %)

SOURCE : FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI), ESTIMATIONS À PARTIR DE 2019



représenterait environ 20 %. Six autres catégories couvrent les 50 % restants : les vêtements, les articles et services de travaux ménagers, les transports et communications, l'éducation, la culture et les loisirs ainsi que les soins de santé et autres articles et services.

Pour observer de fortes fluctuations dans l'inflation chinoise, il faut remonter à plus de vingt ans. Avec une moyenne de 2,2 % entre 2000 et 2018, l'inflation chinoise est un réel modèle de stabilité. Au cours de cette période, le plus important rebond de l'inflation a été atteint en 2008 avec un pic à 5,9 %. Les années 2002 et 2009 ont été les seules années où l'inflation a été négative. Cependant, dans les deux cas, la baisse s'est limitée à -0,8 % et -0,7 %.

Pour 2019, le gouvernement chinois vise un taux d'inflation d'environ 3 % afin de maintenir le bon fonctionnement de son économie. Selon les prévisions du FMI, l'inflation devrait être plus faible, ce qui

incitera la PBoC à rattraper son retard par rapport aux stimuli financiers mentionnés ci-dessus.

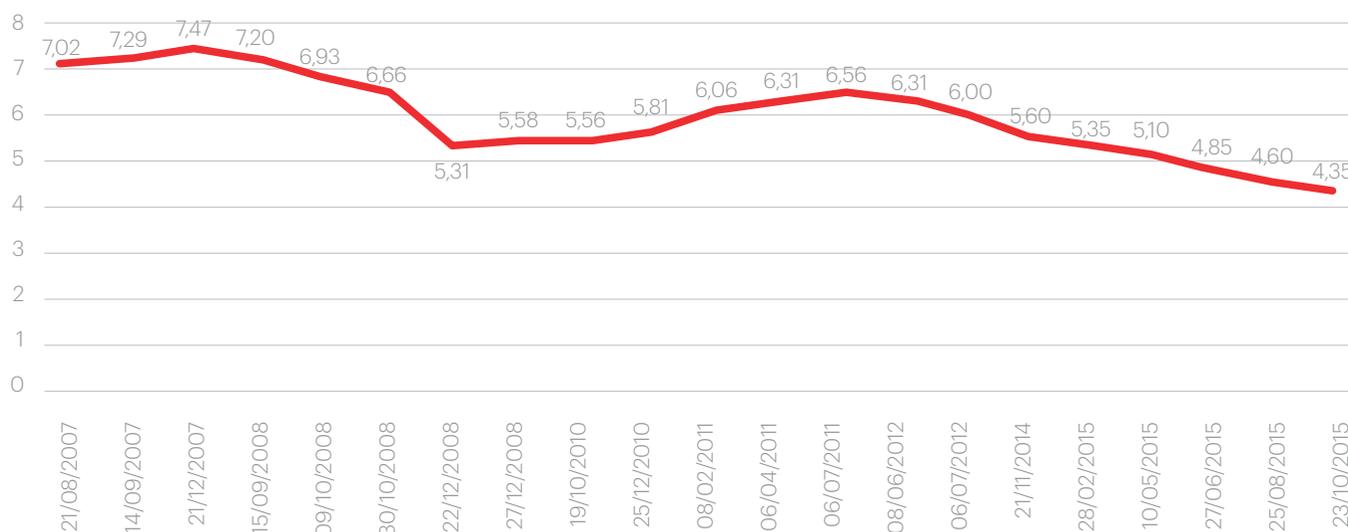
Certains facteurs peuvent cependant faire grimper rapidement l'inflation. L'une des raisons évidentes est la guerre commerciale qui se prolonge avec les États-Unis. Au moment de la rédaction du présent rapport, la Chine appliquait des droits de douane sur environ 110 milliards d'USD de marchandises américaines. De plus, pour la première fois depuis 2008, la PBoC a décidé en août 2019 que le renminbi (RMB) ne pouvait descendre en dessous de la limite de 7 RMB pour 1 USD. Une monnaie plus faible augmente l'inflation.

### 2.1.3. TAUX D'INTÉRÊT

La Banque centrale de Chine (la PBoC) est responsable de la politique monétaire chinoise, bien qu'elle ne soit pas totalement indépendante. Les principales décisions doivent être approuvées par

#### TAUX D'INTÉRÊT, 2007 – 2019 (EN %)

SOURCE : COUNTRYECONOMY.COM



le Conseil d'affaires d'État chinois, l'organe exécutif suprême de la République populaire de Chine. De même, la modification du taux de base doit être approuvée. Ce qui est généralement proposé par la PBoC lorsque des écarts par rapport aux objectifs du Conseil d'affaires d'État sont identifiés.

Une hausse ou une baisse du taux d'intérêt de base déclenche une cascade de réactions qui affectent non seulement les autres taux bancaires à court et à long termes (prêts hypothécaires, prêts, taux d'épargne, etc.), mais aussi les taux de change et divers indicateurs macroéconomiques tels que le taux d'emploi et les prix à la consommation.

Contrairement à la baisse des taux de base observée dans de nombreux autres pays ces dernières années, la situation en Chine est restée extrêmement stable. La dernière modification a eu lieu en octobre 2015, lorsque le taux de base a baissé de 25 points à 4,35 %. Cela signifie que la tendance à la baisse qu'on a pu observer entre 2012 et 2015 a atteint un plancher. Toutefois, de plus en plus d'analystes supposent qu'une nouvelle baisse de 25 points de base ne peut être exclue, avec comme conséquence une pression sur le yuan.

En complément à ce taux d'intérêt stable, en octobre 2013, la PBoC a mis en place un mécanisme de tarification fondé sur le marché, permettant aux banques commerciales de proposer à leurs meilleurs clients des taux d'intérêt préférentiels sur les prêts (« loan prime rate » ou LPR). Celui-ci a depuis joué un rôle de plus en plus important en Chine, au détriment du taux de base.

Le 20 août, le LPR est devenu l'un des piliers de la réforme de la politique de taux d'intérêt de la Chine. Le LPR doit réduire les coûts de financement pour les particuliers et les entreprises, et stimuler ainsi

davantage la croissance de l'économie. Le LPR a également été réduit de six points de base, passant de 4,31 % à 4,25 %.

## 2.1.4 TAUX DE CHANGE

De 1997 à 2005, le taux de change du yuan chinois, également connu sous le nom de renminbi, a été figé par rapport au dollar américain (USD). Avec un ratio fixe de 8,3 yuans/USD, la devise chinoise a représenté un facteur de stabilité dans une région asiatique plutôt volatile. Les nombreuses interventions de la PBoC ont valu à la Chine d'être désignée par les États-Unis comme un manipulateur de devises.

Sous la pression américaine, mais aussi par crainte de l'inflation, la PBoC a libéré l'ancrage au dollar au cours de l'été 2005. La monnaie s'est échangée de manière plus flexible, mais la stabilité du taux de change a continué à jouer un rôle important. Le yuan peut aujourd'hui fluctuer dans une certaine mesure par rapport à un panier de devises. La composition du panier n'a pas été communiquée par les autorités chinoises, mais il est vite apparu que le dollar était un facteur important.

Toutefois, la valeur du yuan n'a cessé d'augmenter depuis cette décision. Début 2014, on enregistrait le cours le plus haut depuis 18 ans, avec 6,0487 yuans pour 1 USD, une hausse de 33 % par rapport au dollar en une décennie. Parallèlement, la PBoC a mis fin à une accélération trop rapide.

À partir de 2014, la situation s'est inversée et la PBoC a de nouveau baissé la valeur de la monnaie pour stimuler les exportations. La raison en est le renforcement du dollar par rapport à la plupart des autres grandes monnaies. Comme le yuan était encore largement rattaché au dollar via le panier de devises, il était également devenu plus cher par rapport aux économies concurrentes.

Dans les mois et les années qui ont suivi, la Banque nationale chinoise a veillé à ce que la monnaie évolue vers un taux de change relativement flottant. Cela donnait à la Chine une plus grande flexibilité dans sa politique monétaire et répondait également à la demande du FMI qui ne souhaitait reconnaître officiellement le yuan comme monnaie mondiale que si sa valeur était plus librement déterminée par le marché.

En laissant jouer le marché, la valeur du yuan a chuté, mais en même temps, la PBoC a empêché la devise de chuter trop fortement. Elle l'a fait par crainte d'une fuite des capitaux et d'une chute des réserves de change, comme ce fut le cas en 2016, lorsque la monnaie s'était dépréciée de manière trop brutale et soudaine. En outre, de nombreuses entreprises chinoises avaient emprunté en USD pour profiter du faible taux d'intérêt. Pour elles, une nouvelle baisse du taux de change du yuan rendrait beaucoup plus difficile le remboursement des prêts en USD.

Depuis mars 2018, mois du début des premières actions concrètes de la guerre commerciale, le yuan s'est progressivement affaibli face au dollar. Cela a

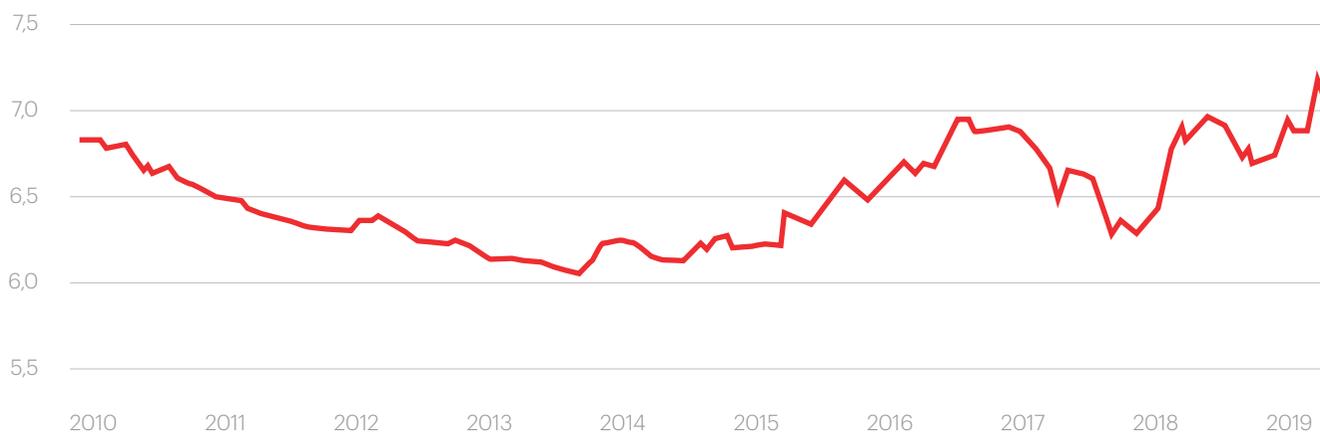
aidé la Chine à contourner le coût supplémentaire imposé par les droits de douane à l'importation. En même temps, la PBoC a défendu la limite symbolique de 7 yuans par USD.

Quelques jours après l'imposition par les États-Unis, en août 2019, de nouvelles taxes d'importation à la Chine, la PBoC a annoncé que le taux de change autour duquel elle permettait une fluctuation maximale de 2 %, était réduit à 6,9225 yuans. En réponse, la Chine a été classée par les États-Unis comme un manipulateur de devises, ce que la Chine elle-même nie.

Dans un communiqué de presse, la PBoC a indiqué que le taux de change est approprié et conforme aux fondamentaux économiques ainsi qu'à l'offre et à la demande du marché. En outre, la PBoC a indiqué qu'une forte baisse du yuan n'était pas souhaitable car cela saperait le pouvoir d'achat des consommateurs. Pour éviter cela, la Chine dispose de différentes armes, comme le déploiement de ses énormes réserves de change et la pression sur les banques afin qu'elles soutiennent la monnaie.

## COURS DE CHANGE USD VERSUS CNY, 11/08/2009 – 08/08/2019 (USD/CNY)

SOURCE : XE.COM



## RÉSERVES

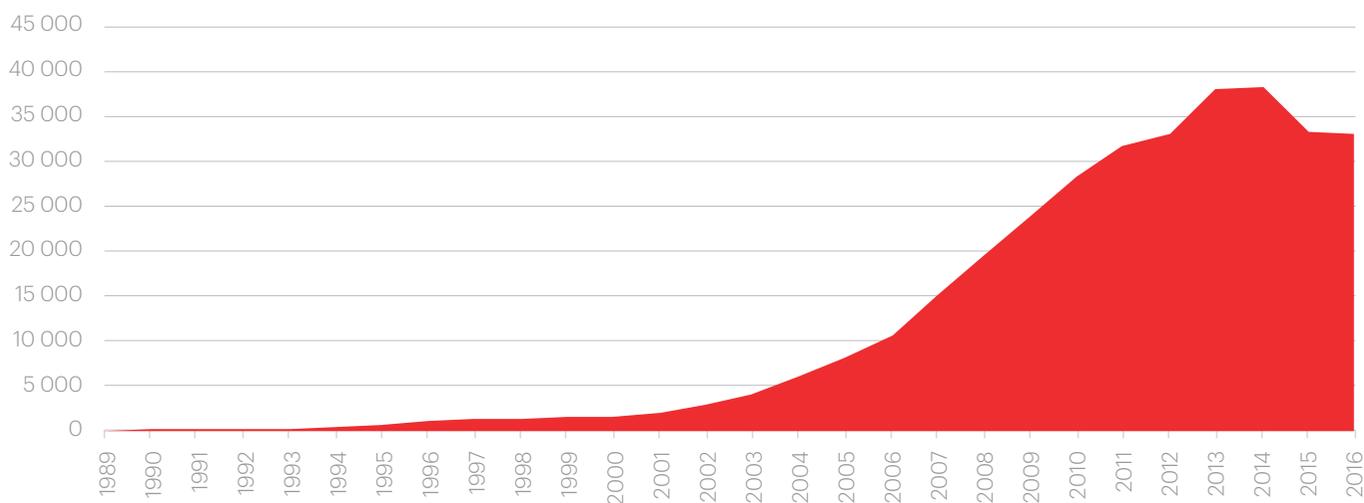
Au cours des trente dernières années, la Chine a été en mesure de se constituer un stock énorme de réserves de change. En 1989, ces réserves se chiffraient à 5,5 milliards d'USD ; dix ans plus tard en 1999, elles étaient presque trente fois plus élevées et atteignaient 154,6 milliards d'USD. En termes absolus, la dynamique a commencé à s'accélérer au tournant du siècle. En 2009, la valeur de ces réserves de change avait été multipliée par 15 environ, pour atteindre 2 399,2 milliards d'USD. Au cours des dix dernières années, près de 1 000

milliards d'USD ont été ajoutés à ce chiffre pour atteindre 3 225,2 milliards d'USD.

Cette augmentation est, bien entendu, le résultat des énormes excédents commerciaux que la Chine a pu réaliser avec le reste du monde au cours des dernières décennies. Le principal fléchissement dans la poursuite de la hausse s'est produit en 2015 (comme décrit précédemment), résultat de la défense du yuan pour éviter une trop grande fuite des capitaux.

### RÉSERVES EN DEUISES, 1989 - 2016 (EN 100 MILLIONS D'USD)

SOURCE : PBOC

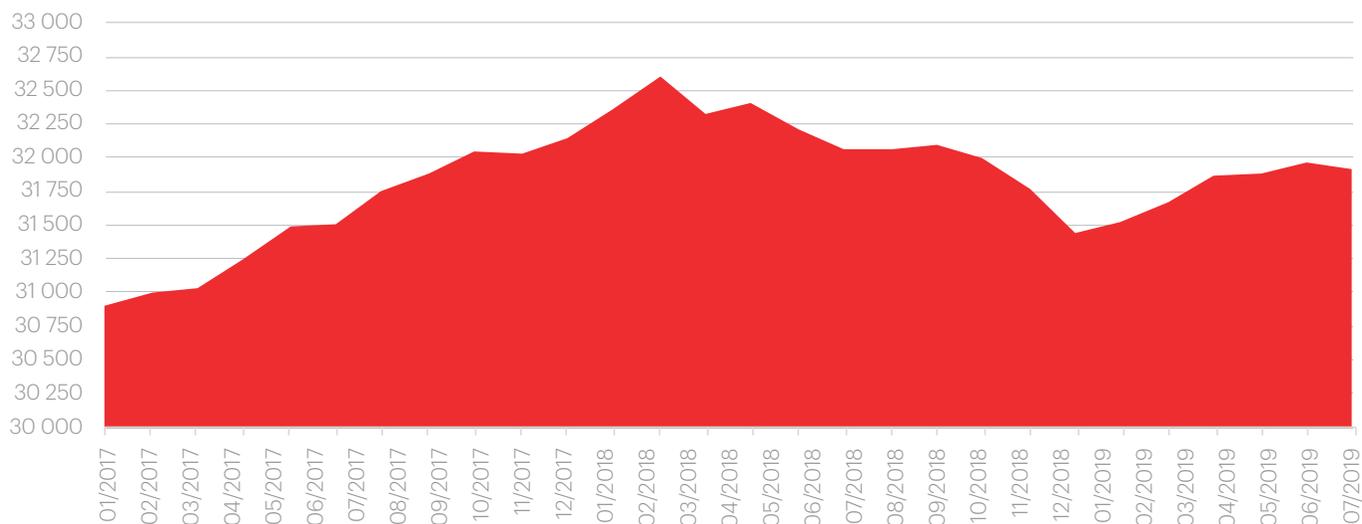


Maintenant que la Chine a décidé, depuis l'été 2019, de laisser le yuan glisser davantage vers le bas, on s'attend à ce que la PBoC intervienne pour s'assurer que cela ne se fasse pas à un rythme trop rapide afin d'éviter le scénario de 2015. Cette situation est susceptible d'affecter les réserves de change du pays.

Avec environ 3,2 billions d'USD en espèces, la plus grande réserve de devises au monde, la Chine dispose de la marge de manœuvre nécessaire à cet égard. En outre, elle a imposé un contrôle des capitaux et investit de plus en plus dans des actions et des obligations chinoises, ce qui soutient également le taux de change de la monnaie.

### RÉSERVES EN DEVISES, 01/2017 - 07/2019 (EN 100 MILLIONS D'USD)

SOURCE: PBOC



## 2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR

### 2.2.1 LE COMMERCE EXTÉRIEUR CHINOIS

La Chine est aujourd'hui une grande puissance sur la scène internationale et le leader en matière de commerce extérieur. Elle est de loin le premier exportateur mondial (près de 13 % des exportations mondiales) et le deuxième importateur du monde en ordre d'importance (quelque 11 % des importations mondiales).

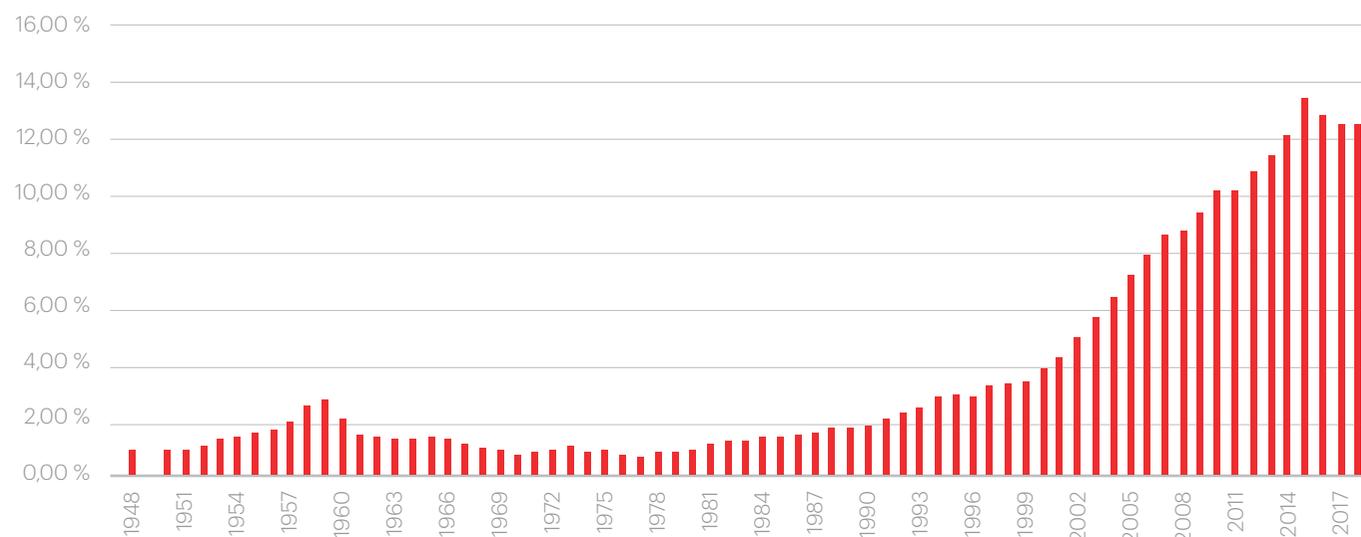
Malgré la richesse de son histoire, la Chine n'occupait pas une position dominante au siècle passé. Jusqu'en 1978, le pays était fort replié sur lui-même. Des importations étaient seulement autorisées pour compenser les manques ou pour obtenir des marchandises et des matières premières cruciales. Les exportations avaient pour seul objectif d'ac-

quérir des fonds permettant de payer les importations. En 1977, le volume des importations belges était 5,6 fois plus important que le volume des importations chinoises.

Dès 1978, les premières grandes ouvertures ont été réalisées. La direction du commerce extérieur a été décentralisée. Le nombre d'entreprises déployant des activités internationales a augmenté de 12 en 1978 à 5 075 en 1988. Le plan d'exportation des autorités, qui couvrait encore 100 % des exportations en 1978, a chuté jusqu'à 15 % en 1991. La même évolution a eu lieu pour les importations, où les achats réglés par le planning ont diminué jusqu'à 15 % vers 1992.

### PART DES EXPORTATIONS CHINOISES DANS L'ENSEMBLE DES EXPORTATIONS MONDIALES, 1948 - 2018 (EN %)

SOURCE : CNUCED



Malgré ces évolutions, le commerce extérieur restait fort cadencé. Le droit de douane nominal moyen non pondéré s'élevait à 43,1 %, ce qui est très élevé, même d'après les normes internationales. Ce fut principalement sous la pression d'un accord conclu en 1992 avec les États-Unis que la Chine a commencé, dans les années suivantes, à revoir à la baisse les tarifs douaniers de beaucoup de produits, ainsi qu'à modérer les obstacles non tarifaires tels les quotas d'importation.

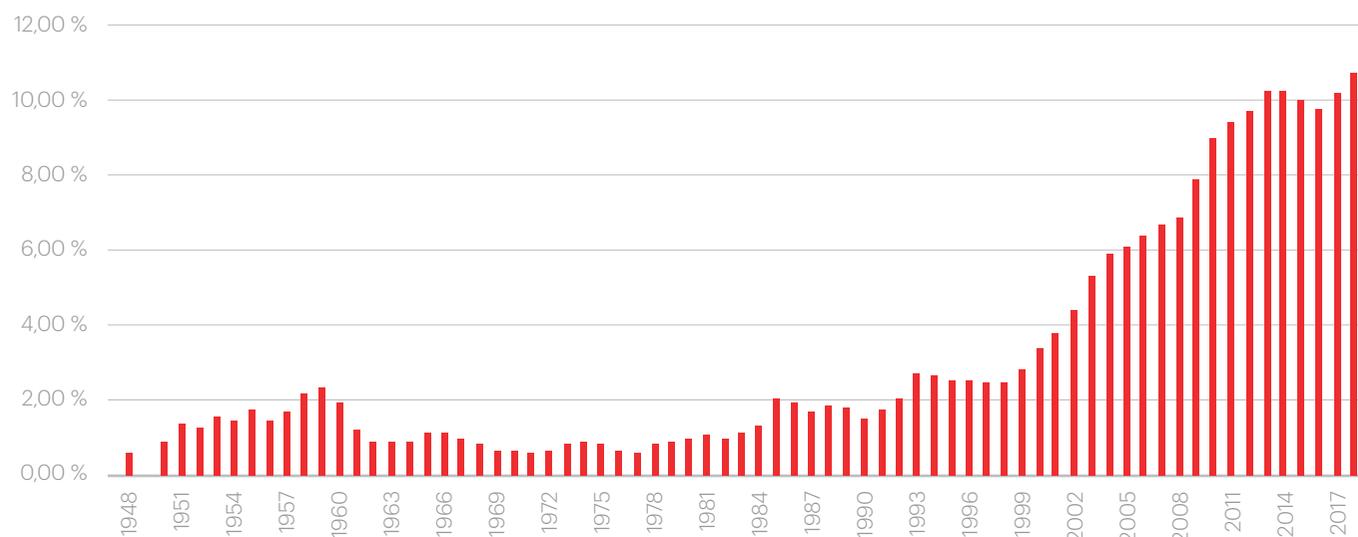
La cerise sur le gâteau de cette évolution a été apportée par l'accession à l'OMC en 2001. Pour se conformer à l'OMC, la Chine a effectué toute une série d'adaptations administratives. Ce n'est que dès ce moment-là que, par exemple, toutes les

entreprises chinoises ont eu accès au commerce extérieur, bien que certaines limitations aient été maintenues pour quelques secteurs stratégiques.

Les taxes d'importation ont été également soumises à une réduction drastique, conformément au principe de la « Most favoured nation » (ou NPF, Nation la plus favorisée) selon les règles de l'OMC. La taxe moyenne, qui s'élevait à 14,1 % en 2001, a été réduite à 7,7 % au cours de l'année suivante. D'après la Banque mondiale, cette taxe était encore de 4,9 % en 2017. Dans d'autres domaines aussi, comme les obstacles non tarifaires, les prestations de services et les investissements, la Chine s'est engagée à observer les normes de l'Organisation mondiale du commerce.

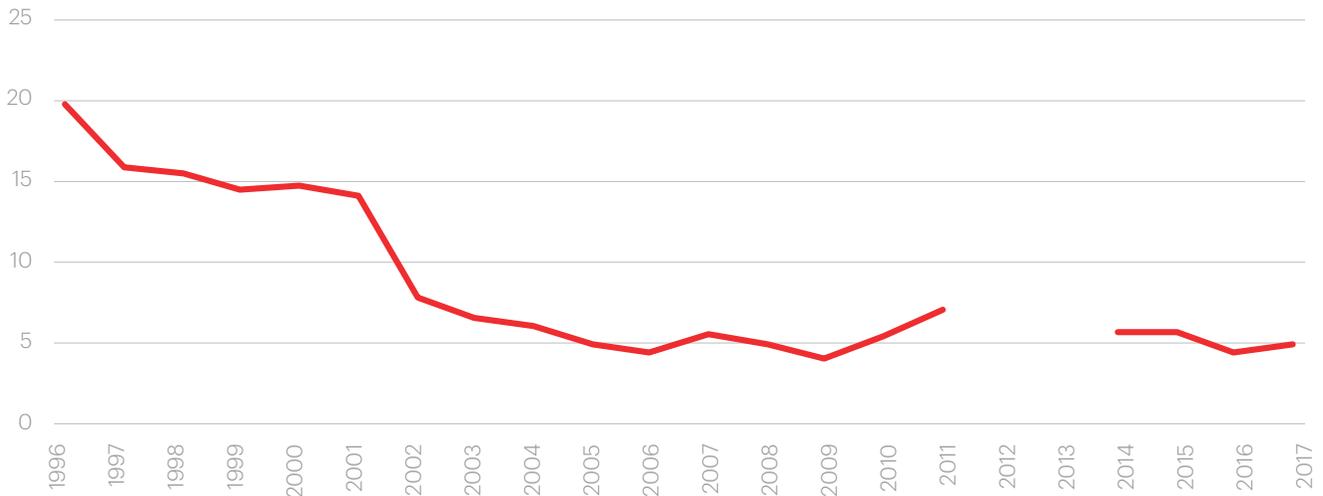
## PART DES IMPORTATIONS CHINOISES DANS L'ENSEMBLE DES IMPORTATIONS MONDIALES, 1948 - 2018 (EN %)

SOURCE : CNUCED



## CHINE MFN (NPF) MOYENNE PONDÉRÉE, 1996 - 2017 (EN %)

SOURCE : BANQUE MONDIALE



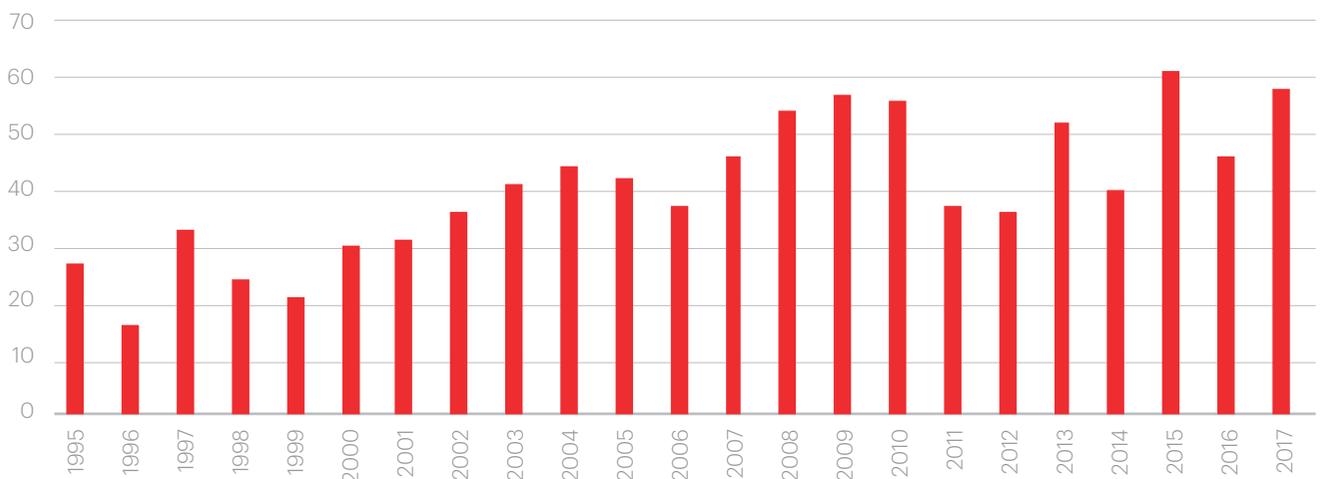
Néanmoins, plusieurs pays accusent la Chine de piétiner les règles de l'OMC. Une plainte récurrente porte sur la vente de produits chinois à des prix bradés sur les marchés extérieurs. La Chine demeure, en outre, une exception dans l'Organisation mondiale du commerce, et ce, en raison de la position très importante qu'occupent les entreprises d'État dans son économie. Ces entreprises bénéfi-

cient souvent d'un accès privilégié à des contrats, à des emprunts et à des matières premières, ce qui donne lieu à une concurrence déloyale.

L'Organisation mondiale du commerce a enregistré, par conséquent, de plus en plus de plaintes de bradage, dont la plupart ont été déposées par le Japon, les États-Unis et l'Union européenne.

## MESURES ANTIDUMPING CONTRE LA CHINE AUPRÈS DE L'OMC, 1995 - 2017 (EN NOMBRES DE PLAINTES)

SOURCE : ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE



La guerre commerciale qui oppose la Chine aux États-Unis trouve aussi son origine dans des pratiques commerciales que les États-Unis ont qualifiées de déloyales, entre autres concernant l'acier et l'aluminium. Début 2018, le gouvernement américain sous la présidence de Donald Trump a demandé à l'Organisation mondiale du commerce de procéder à une enquête contre la Chine, et des taxes d'importation de 30 % sur les panneaux photovoltaïques, de 25 % sur l'acier et de 10 % sur l'aluminium ont été appliquées. Bien que ces actions n'aient pas été exclusivement dirigées contre la Chine, cette dernière a cependant réagi en imposant des taxes sur 128 produits ayant une valeur à l'importation de 3 milliards d'USD. Cela a été un premier coup de semonce.

La guerre commerciale n'a éclaté vraiment que le 6 juillet 2018, lorsque la douane américaine s'est mise à appliquer une taxe de 25 % sur des produits pour une valeur de 34 milliards d'USD, et que la Chine a répliqué en imposant la même taxe sur un montant similaire. Telle est la raison pour laquelle les États-Unis ont publié une troisième liste contenant des produits pour une valeur de 200 milliards d'USD sur lesquels une taxe de 10 % a été appliquée. Ces taxes auraient dû entrer en vigueur en septembre et être augmentées jusqu'à 25 % dès le 1er janvier. La réponse de la Chine a été l'imposition de 10 % de droits d'importation sur des produits d'une valeur de 60 milliards d'USD. Entre-temps, la Chine aussi a déposé auprès de l'Organisation mondiale du commerce deux plaintes contre les États-Unis.

Est intervenue alors une première détente, pendant laquelle les deux pays ont tenté de trouver une solution. L'augmentation de 10 % à 25 % sur les produits chinois de 200 milliards d'USD n'a pas été appliquée le 1er janvier. Mais du fait d'un manque d'avancée, l'application entre en vigueur dès le 10 mai 2019. À la suite de cela, les taxes sur les 60 milliards d'USD de marchandises américaines seront également augmentées jusqu'à 25 %, 20 % ou 10 %, en fonction du produit. Entre-temps, des

entreprises sont aussi impliquées dans la guerre commerciale, les États-Unis essayant de repousser Huawei, et la Chine menant une enquête officielle contre FedEx.

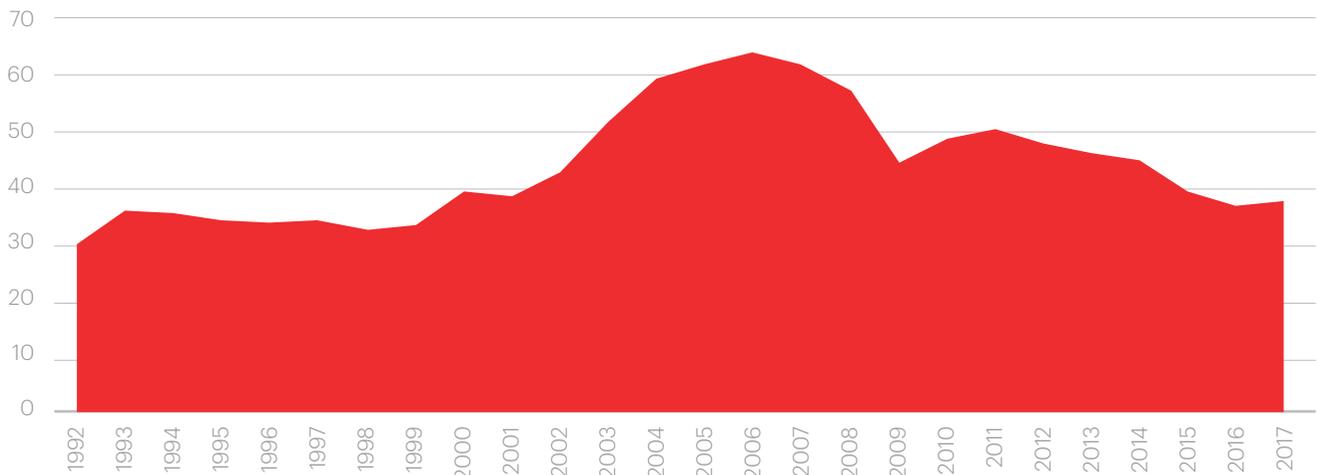
Après de nouvelles tentatives pour aplanir les difficultés, entre autres lors du G20, la situation s'aggrave de nouveau. Le 1er août, le président Trump lance un tweet annonçant que les États-Unis appliqueront aussi une taxe de 10 % sur les 300 milliards d'USD restants. Comme nous l'avons expliqué au chapitre 2.1.4 Taux de change, la Chine fait descendre sa monnaie en dessous du seuil symbolique de 7 yuans pour 1 USD, à la suite de quoi les États-Unis traitent leur adversaire de manipulateur de devises. Plus tard durant ce mois, la Chine annonce des taxes sur des produits d'une valeur de 75 milliards d'USD, principalement sur des produits agricoles. De plus, les taxes sur les véhicules américains et sur les pièces détachées pour ceux-ci sont à nouveau augmentées, après avoir été supprimées pour faire preuve de bonne volonté pendant le dégel. Finalement, la Chine intente auprès de l'OMC une troisième action contre les États-Unis.

Au moment où nous écrivons ces lignes, on parle de nouveau de négociations, au cours desquelles la Chine publierait une liste de marchandises exclues des taxes, et les États-Unis annonceraient le sursis d'une nouvelle augmentation des taxes, à la suite de quoi la Chine achèterait de nouveau des produits stratégiques tels le soja et la viande de porc. À la mi-septembre, on continue cependant d'appliquer des taxes sur des marchandises chinoises d'une valeur de 550 milliards d'USD et sur des marchandises américaines d'une valeur de 185 milliards d'USD.

Comme signalé précédemment, le grand danger de cette guerre commerciale pour la Chine ne réside pas nécessairement dans les taxes elles-mêmes. La banque ABN Amro estime qu'une situation extrême, où l'ensemble des exportations chinoises à destination des États-Unis serait

## OUVERTURE DE L'ÉCONOMIE, 1992 - 2017 (COMMERCE EXTÉRIEUR EN % DU PIB)

SOURCE : BANQUE MONDIALE

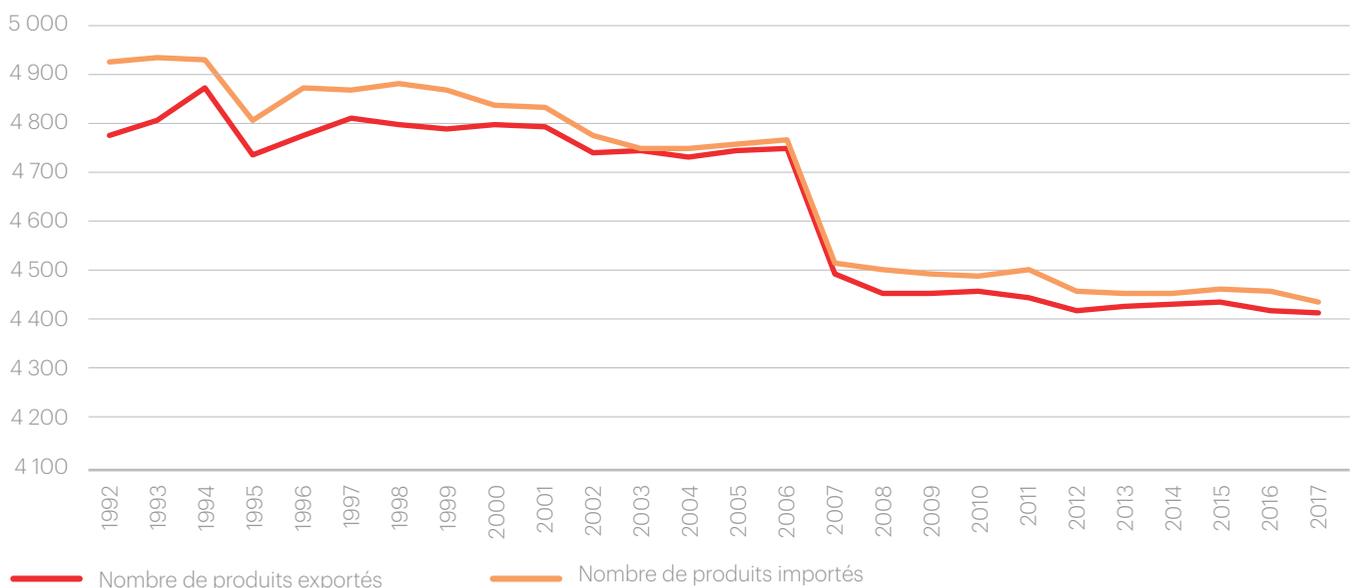


soumis à une taxe d'importation de 25 %, risque d'avoir un effet négatif de 1 % à 1,5 % maximum sur la croissance chinoise. En outre, les entreprises chinoises diversifieront davantage leurs débouchés, un scénario qui est d'ailleurs déjà en cours. D'après un communiqué de presse de la douane, on observe une augmentation des exportations pour le premier semestre de 2019, aussi bien vers l'Europe que vers l'ASEAN et le Japon.

Plus que les conséquences directes des taxes que les États-Unis imposent aux produits chinois, la Chine doit redouter les conséquences secondaires, comme une diminution de la confiance des entreprises, un ajournement des dépenses d'investissement, et, finalement, une baisse de la consommation.

## PRODUITS COMMERCIALISÉS À L'ÉTRANGER, 1992 - 2017 (PAR NOMBRE DE PRODUITS DIFFÉRENTS)

SOURCE : BANQUE MONDIALE



## ENTREVUE AVEC L'AMBASSADEUR DE CHINE EN BELGIQUE

### **Les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis perdurent. Quelle est votre vision des choses ? Ces tensions ont-elles un impact sur les entreprises belges ?**

La Chine est prête à négocier avec les États-Unis sur la base du respect mutuel, de l'égalité et des bénéfices réciproques. Il est aux États-Unis de porter l'entière responsabilité des difficultés survenues ces derniers temps dans les consultations économiques et commerciales sino-américaines. Les pratiques unilatérales et protectionnistes des États-Unis ont perturbé les chaînes d'industrie et d'approvisionnement mondiales. Cela ne profite à personne.

Pour les États-Unis, l'augmentation des droits de douane signifie l'augmentation du coût de production des entreprises américaines et l'augmentation des dépenses des consommateurs américains pour acheter les produits importés. Au niveau international, comme explique Gabriel Sterne, responsable de la recherche macro-économie mondiale chez Oxford Economics, « L'impact négatif considérable sur les flux commerciaux nuira à la croissance économique mondiale dans les années à venir. C'est une mauvaise nouvelle pour presque tout le monde ». Et plus encore, l'unilatéralisme et le protectionnisme troublent l'ordre mondial et les règles internationales. La croissance déjà faible de l'économie mondiale subira un nouveau coup, ce qui n'est dans l'intérêt de personne.

Récemment, une entreprise belge qui exporte des pièces industrielles vers la Chine m'a dit que ses partenaires chinois ont ralenti la cadence de production à cause de l'augmentation des droits de douane imposés par les États-Unis. Par conséquent, l'entreprise belge a reçu moins de commandes venant de la Chine et elle a beaucoup de difficultés pour le moment. Il y a un proverbe chinois qui dit que quand la porte de la citadelle prend feu, le malheur s'étend aux poissons du fossé de rempart. Ce proverbe explique en quelque sorte le lien entre les frictions commerciales sino-américaines et l'économie des autres pays comme la Belgique.

Dans l'ère de la mondialisation économique, les économies des pays sont étroitement liées et fortement interdépendantes. Même les pays les plus puissants ne peuvent pas vivre tout seuls. C'est pourquoi tous les pays devrions développer des relations mutuellement bénéfiques et gagnant-gagnant et se garder d'exercer des pressions les uns sur les autres et d'entraver le développement d'autrui, ce qui nuit à tout le monde et à l'économie mondiale.

## ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

Le gouvernement chinois considère les accords de libre-échange comme un nouveau moyen d'ouverture au reste du monde et d'accélération de ses réformes intérieures. C'est aussi une manière très efficace de s'intégrer dans l'économie mondiale et de renforcer la collaboration économique avec d'autres pays. La Chine a déjà conclu et mis en œuvre 16 accords de libre-échange, entre autres avec l'ASEAN. En outre, huit autres accords sont en cours de négociation, dont le « Regional Comprehensive Economic Partnership - RCEP » (Partenariat économique régional global) est de loin le plus important.

### ASEAN-China Free Trade Area (ACFTA)

La Chine a proposé pour la première fois une zone de libre-échange avec l'ASEAN en novembre 2000. L'ASEAN et la Chine ont alors décidé d'analyser des mesures visant une intégration économique dans la région. L'accord-cadre, signé en novembre 2002, a fourni la base légale pour négocier d'autres accords conduisant à l'établissement de la zone de libre-échange ASEAN-Chine (ACFTA) au 1er janvier 2010.

Un accord sur le commerce des marchandises a été signé en novembre 2004 et adapté à deux reprises en 2006 et 2010. Les droits à l'importation sur un total de 881 catégories de produits, soit 90 % des marchandises importées, ont été réduits à zéro. Au départ, l'accord ne couvrait que la Chine et les six membres fondateurs de l'ASEAN : le Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. On prévoyait que les quatre pays restants rejoindraient l'accord en 2015.

Un accord sur les services a été signé le 14 janvier 2007 dans le but de libéraliser et de réduire sensiblement les taxes alors en vigueur sur le commerce dans les différents secteurs des services.

Afin de promouvoir et de faciliter les flux d'investissement, un accord d'investissement a également été signé en août 2009. Cet accord prévoyait des mesures de protection visant à garantir aux investisseurs un traitement juste et équitable, ainsi que l'égalité de traitement en cas d'expropriation et une indemnisation pour les pertes subies quelle que soit leur nationalité.

La Chine et l'ASEAN ont signé un accord d'actualisation de l'ACFTA le 22 novembre 2015. Cette actualisation, qui portait sur les biens, les services, les investissements et la collaboration économique et technologique, a permis aux deux parties de retrouver un nouvel élan dans le domaine du développement économique.

### Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP)

Le RCEP est un accord de libre-échange proposé entre les dix pays membres de l'ASEAN et les six pays avec lesquels l'ASEAN a déjà conclu un accord de libre-échange (Chine, Japon, Inde, Corée du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande). Le RCEP permettrait à la Chine de renforcer les liens commerciaux régionaux, de créer un tampon avec les États-Unis et de promouvoir une plus grande interdépendance économique avec des puissances régionales comme l'Australie, la Corée du Sud, l'Inde et le Japon.

Les négociations en vue de parvenir à un accord ont été officiellement lancées en novembre 2012 lors du sommet de l'ASEAN au Cambodge. Au départ, le pacte commercial régional était également considéré comme la réponse de la Chine au Partenariat transpacifique (TPP), mais il n'établit pas de normes dans le domaine de l'environnement ou du travail.

Le RCEP pourrait avoir un impact sur un peu plus de 3 milliards de personnes, soit 45 % de la population mondiale. Les 16 pays qui négocient le RCEP avec un PIB de 21,3 trillions d'USD, représentent conjointement environ un tiers du PIB mondial et 40 % du commerce mondial. L'objectif est de conclure les négociations sur cet accord commercial avant la fin 2019.

## ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE DÉJÀ CONCLUS PAR LA CHINE

SOURCE : MINISTÈRE DU COMMERCE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

ASEAN	Chili
Singapour	Pérou
Pakistan	Costa Rica
Nouvelle-Zélande	Islande
Suisse	Maldives
Géorgie	S.A.R. Hong Kong
Macao	Taiwan
Corée du Sud	Australie

## ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE EN COURS DE NÉGOCIATION

SOURCE : MINISTÈRE DU COMMERCE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Partenariat économique régional global	Conseil de coopération des États arabes du Golfe
Japon + Corée	Sri Lanka
Israël	Norvège
Maurice	Moldavie
Panama	Palestine

## 2.2.2 BALANCE COMMERCIALE CHINOISE

Traditionnellement, la Chine a toujours affiché un excédent de sa balance commerciale des biens. Depuis 1995, cette balance n'a été négative qu'au tournant du siècle. De 1999 à 2002, le pays a enregistré un déficit cumulé de 57,4 milliards d'USD.

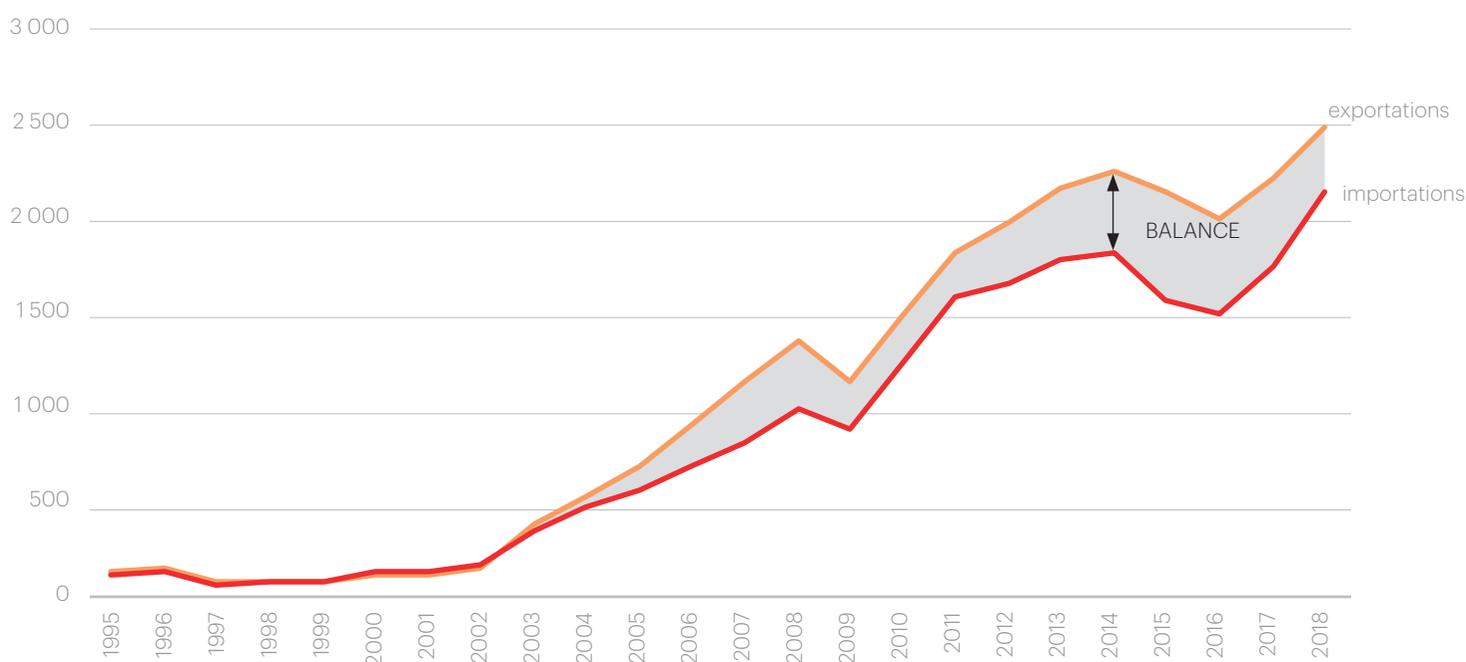
Au cours des 15 dernières années, la Chine a constamment affiché un excédent commercial. Elle a par ailleurs poursuivi son développement économique. L'excédent le plus important pour l'instant a été enregistré en 2015. Les exportations

de biens se sont alors élevées à pas moins de 576,2 milliards d'USD de plus que les importations. Ce montant est à peu près égal à l'ensemble du PIB belge.

Au cours des deux années suivantes, l'excédent s'est quelque peu contracté, même s'il est resté très élevé, à 476,2 milliards d'USD en 2017. Selon les estimations préliminaires du Bureau national des statistiques de Chine, l'excédent commercial devrait se réduire à 351,8 milliards d'USD en 2018, conséquence plus d'une forte augmentation des importations que d'une diminution des exportations.

### BALANCE COMMERCIALE DES BIENS, 1995-2018 (EN MILLIARDS D'USD)

SOURCE :: BANQUE MONDIALE (1995 - 2017) & BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE - BNS (2018)



Selon les chiffres du Bureau national des statistiques de Chine, la Chine affiche le plus important excédent commercial avec les États-Unis. Cela représentait 275 milliards d'USD en 2017. Le deuxième plus important excédent est enregistré avec S.A.R. Hong Kong. Suivent les Pays-Bas avec 55 milliards d'USD, ce qui s'explique probablement en grande partie par le rôle important joué par le port de Rotterdam. C'est également le cas de la Belgique, qui affiche le dixième plus important déficit commercial mondial avec la Chine, soit 15 milliards d'USD.

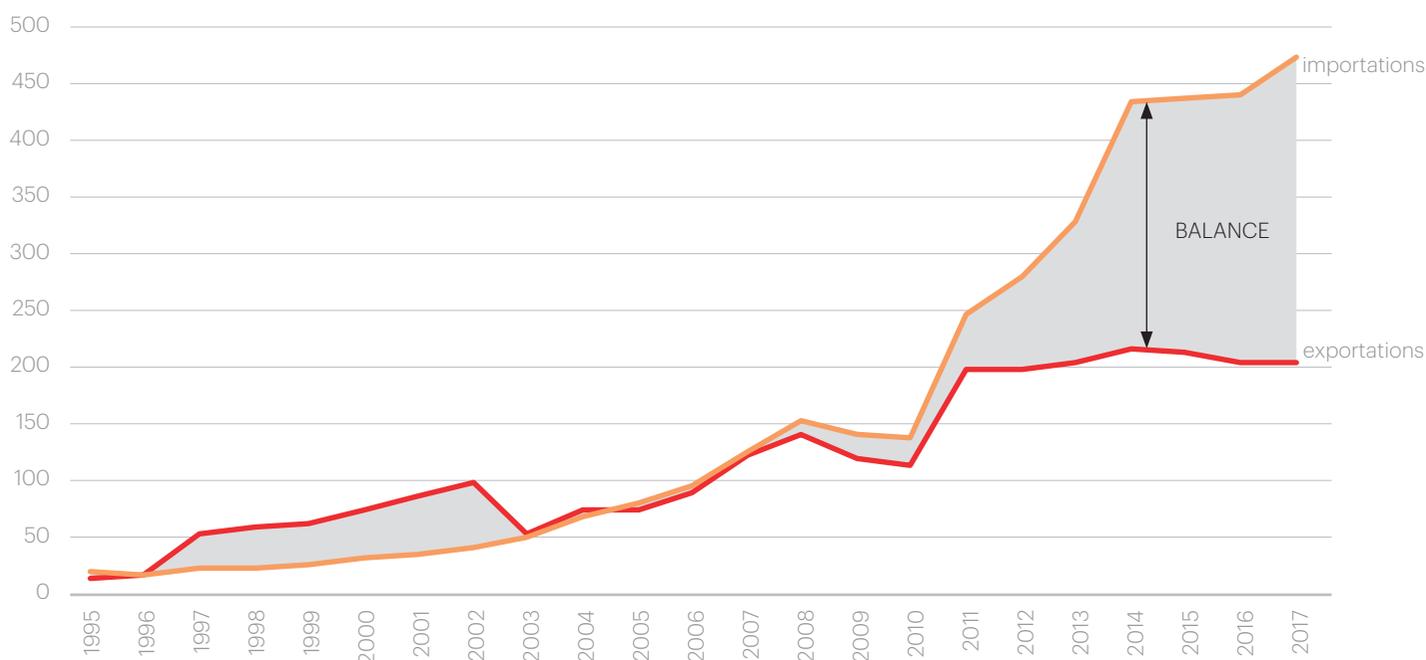
D'autre part, la Chine accuse un déficit commercial notamment avec l'Australie (54 milliards d'USD), le

Brésil (30 milliards d'USD) et le Japon (29 milliards d'USD). Un nombre limité de pays européens affichent également des excédents avec la Chine, dont l'Allemagne (26 milliards d'USD), la Suisse (32 milliards d'USD) et l'Autriche (3 milliards d'USD) et un nombre de pays nordiques, comme la Finlande, la Suède et la Norvège.

Le solde de la balance des services chinois semble être une image inversée de la balance des biens. La balance commerciale de la Chine était excédentaire de 1997 à 2004. Elle est en déficit depuis 2005 (5,5 milliards d'USD). Ce déficit n'a cessé de se creuser pour atteindre 265,4 milliards d'USD en 2017.

### BALANCE COMMERCIALE DES SERVICES, 1995 – 2017 (EN MILLIARDS D'USD)

SOURCE: BANQUE MONDIALE



## 2.2.3 EXPORTATIONS

### BIENS

Les exportations chinoises ont évolué de manière exceptionnelle au cours des 20 dernières années. En 1999, la Chine n'exportait que 84 milliards d'USD. En 2009, elle occupait la première place comme exportateur mondial. Depuis lors, les exportations chinoises ont doublé pour atteindre 2 487 milliards d'USD en 2018.

Au début des années 2000, l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce s'est avérée d'une importance primordiale. À l'époque, en 2001, la Chine disposait d'une main-d'œuvre peu qualifiée et d'un avantage productif très important dans les produits à forte intensité de main-d'œuvre tels que les textiles, les vêtements et les meubles. La disparition des droits de douane et du contingentement sur ces produits a entraîné une

croissance de 220 % des exportations de ces produits au cours des années suivantes.

Dans l'ensemble, cette croissance est cependant restée modeste comparativement à l'augmentation des exportations de métaux au cours de la même période. Pour ces derniers, le taux de croissance des exportations a atteint 630 %. Selon une étude de la FRS (Federal Reserve System), ce secteur a largement bénéficié des aides d'État, notamment parce que les entreprises d'État avaient un accès moins cher à l'énergie et aux ressources financières.

Toutefois, l'exportation de machines a été le facteur le plus important à la base de la croissance des exportations chinoise entre 2000 et 2010. Celles-ci ont augmenté de 520 % et ont représenté près de la moitié de la croissance totale des exportations chinoises. Cette augmentation des exportations est principalement due à quatre produits spécifiques : les téléphones mobiles, les écrans LCD, les circuits intégrés et les ordinateurs portables. Toujours selon la FRS, la Chine a pu profiter pleinement de certains facteurs spécifiques, comme le fait qu'il s'agissait de quatre produits relativement nouveaux et que le marché était donc ouvert à de nouveaux acteurs, que les accès au capital étaient nombreux et que l'énorme marché chinois était l'un des principaux moteurs de la demande pour ces produits.

Une comparaison des dix dernières années pour lesquelles tous les chiffres sont disponibles montre que la valeur des exportations de la catégorie 16, « Machines et applications mécaniques », a augmenté de plus de 452 milliards d'USD entre 2007 et 2017, soit une multiplication par 1,9. La deuxième augmentation la plus importante est celle du secteur textile, qui a exporté en 2017 pour 91 milliards d'USD de plus qu'en 2007. En ce qui concerne les

### CATÉGORIES AYANT CONNU LA PLUS FORTE AUGMENTATION DES EXPORTATIONS PAR RAPPORT AUX DIX ANNÉES PRÉCÉDENTES, 2007 - 2017 (EN MILLIARDS D'USD)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE (2018)

<b>Machines et appareils</b>	452,753
<b>Textiles</b>	91,518
<b>Produits divers</b>	90,135
<b>Produits chimiques</b>	63,366
<b>Matières plastiques</b>	54,142
<b>Matériel de transport</b>	49,831
<b>Métaux communs</b>	49,566
<b>Instruments d'optique</b>	36,090
<b>Peaux, cuirs, pelleteries, ...</b>	31,502
<b>Chaussures, coiffures, ...</b>	30,526

catégories suivantes d'exportation, on retrouve les produits chimiques et les matières plastiques.

La Chine exporte principalement des produits mécaniques et électriques (132 milliards d'USD). On retrouve ensuite la catégorie des produits de haute technologie et de nouvelles technologies, suivie, en troisième position, par les appareils de téléphonie qui représentent à l'exportation une valeur de 127 milliards d'USD.

Néanmoins, l'exportation de textiles reste toujours importante, comme le montrent les exportations de vêtements hors bonneterie et de vêtements tricotés ou crochetés. Il s'agit respectivement des quatrième et cinquième produit d'exportation les plus importants. La valeur des exportations de ces deux secteurs a également augmenté ces dernières années, mais cependant moins fortement que celle des trois autres catégories citées ci-dessus.

## PARTENAIRES COMMERCIAUX

La Chine est fortement ancrée dans le système commercial international. Selon les statistiques de la Banque mondiale, la Chine exportait en effet ses produits vers 214 pays en 2017. Le Bureau national des statistiques de Chine répertoriait, quant à lui, plus de 220 pays clients.

L'Asie constitue de loin le débouché le plus important pour les produits chinois. Environ la moitié (48 %) de la valeur totale des exportations chinoises est destinée au marché asiatique. L'Amérique du Nord et l'Europe représentent conjointement près de la même part dans les exportations chinoises. En quatrième place, on retrouve l'Amérique latine, mais loin derrière les trois grands marchés de l'exportation chinoise. Les exportations vers ce continent sont cependant une fois et demi plus importantes que celles vers l'Afrique, et trois fois plus importantes que celles vers l'Océanie.

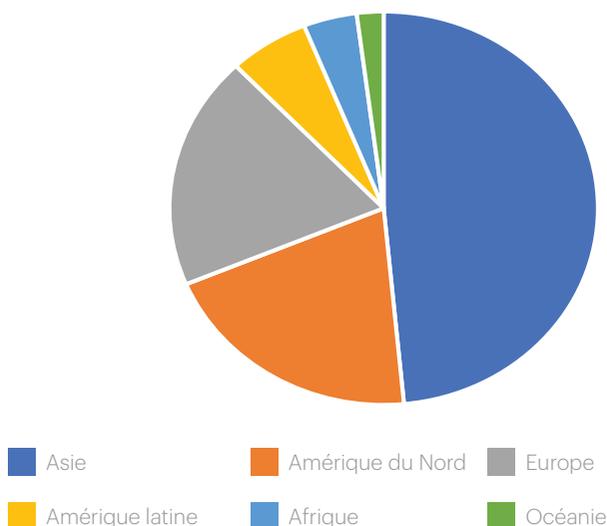
## NOMBRE DE PARTENAIRES À L'EXPORTATION, 1992 - 2017 (EN NOMBRE DE PAYS)

SOURCE : BANQUE MONDIALE



## EXPORTATIONS CHINOISES PAR CONTINENT, 2017 (EN %)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE



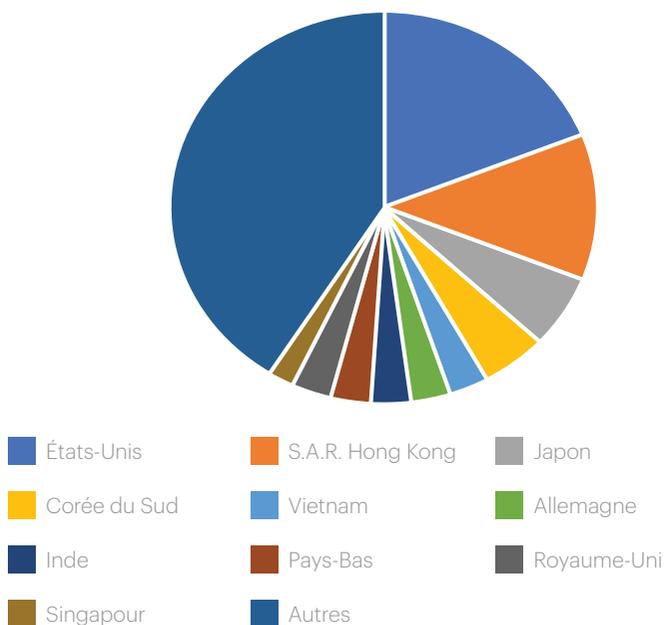
En 2017, la dernière année pour laquelle les chiffres sont disponibles, les exportations chinoises vers l'Asie étaient en effet 1,9 fois plus élevées qu'en 2007. Avec une croissance de seulement 1,5, l'Europe obtient les moins bons résultats de tous les continents.

Les États-Unis sont de loin le partenaire le plus important des exportations chinoises. En 2017, le géant américain représentait près de 20 % des exportations totales chinoises, soit quelque 430 milliards d'USD. Ces chiffres soulignent l'impact majeur que la guerre commerciale avec les États-Unis peut avoir sur l'économie chinoise.

Après les États-Unis, les quatre principales destinations d'exportation de la Chine sont toutes situées en Asie. Ensemble, S.A.R. Hong Kong, le Japon, la Corée du Sud et le Vietnam représentent un peu plus du quart des exportations chinoises.

## EXPORTATIONS CHINOISES PAR PAYS, 2017 (EN %)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE



Trois pays européens figurent également parmi les dix premiers clients de la Chine. Trois d'entre eux figurent également parmi les principaux clients de la Belgique : l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Ces trois pays représentent un peu moins de 10 % des exportations chinoises.

## SERVICES

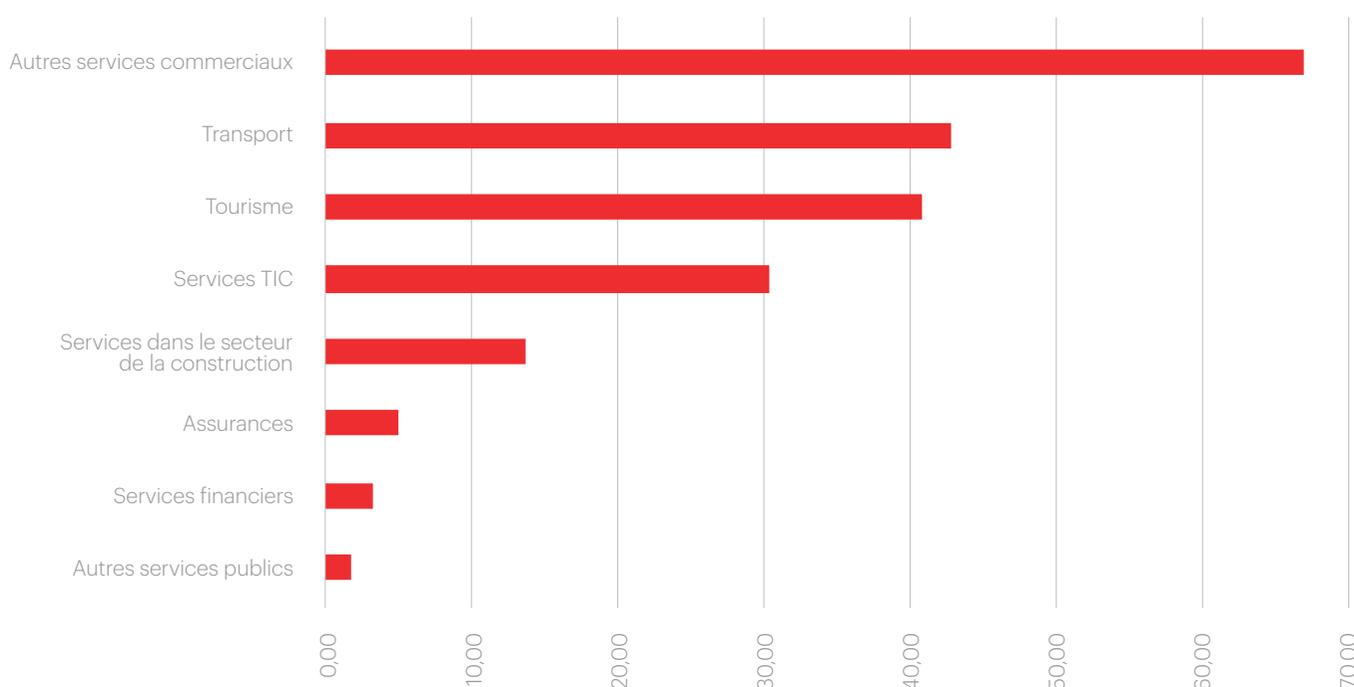
Selon la balance des paiements, provisoire et encore incomplète, de la Chine en 2018, le pays exporte principalement d'« Autres services commerciaux ». Avec des exportations de 66 milliards d'USD, cette catégorie de services occupe la première place du podium. Le transport (42 milliards d'USD) et le tourisme (40 milliards d'USD) sont les deux secteurs qui viennent ensuite.

Au cours des dix dernières années, les services financiers ont connu la plus forte augmentation puisque ses exportations ont été multipliées par 9. Les services TIC ont également fait des progrès significatifs avec des exportations 4,5 fois plus importantes qu'en 2009.

Selon les données de la Banque mondiale, S.A.R. Hong Kong a été le principal débouché (28,8 %) pour les services chinois en 2017 qui représente près du double des achats effectués par les États-Unis, deuxième client avec 15 %. L'UE-28 dans son ensemble représente, quant à elle, 17 % des exportations de services de Chine.

### EXPORTATIONS DE SERVICES, 2018 (EN MILLIARDS D'USD)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE (CHIFFRES PROVISOIRES)



## 2.2.4 IMPORTATIONS

### BIENS

La Chine achète principalement des machines et des applications mécaniques à l'étranger. Environ un tiers de l'ensemble des importations chinoises entre dans cette catégorie, ce qui représente une valeur de 627 milliards d'USD. On retrouve ensuite, mais loin, comme deuxième plus importante catégorie, celle des produits minéraux (382 milliards d'USD). Il y a encore trois autres catégories affichant des importations d'une valeur supérieure à 100 milliards d'USD : les produits chimiques (130 milliards d'USD), les véhicules, les avions, les navires et autres moyens de transport (107 milliards d'USD), et les instruments d'optique (102 milliards de d'USD).

Dans le chapitre des produits, les machines électriques et leurs composants occupent la première place avec des achats pour 457 milliards d'USD. Mais des réacteurs nucléaires sont également achetés à grande échelle, pour une valeur de 170 milliards d'USD, ce qui en fait le troisième groupe de produits achetés.

On retrouve les produits minéraux respectivement en deuxième et quatrième places avec les combustibles minéraux et les minerais.

---

## PRINCIPALES IMPORTATIONS CHINOISES PAR CHAPITRE DE PRODUITS, 2017 (EN MILLIARDS D'USD)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE

1	Machines et appareils électriques	457,92
2	Combustibles minéraux, huiles minérales	249,62
3	Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques	169,53
4	Minerais	126,48
5	Instruments, appareils et machines d'optique	97,47
6	Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres	79,25
7	Matières plastiques	68,93
8	Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux	65,29
9	Produits chimiques organiques	55,84
10	Graines et fruits oléagineux	44,51

Au niveau des catégories de produits, la Chine importe principalement des produits mécaniques et électriques, des produits de haute technologie ainsi que des produits de nouvelle technologie.

Cela se traduit par l'achat de 162 milliards d'USD de pétrole brut, de 50 milliards d'USD de véhicules motorisés et de 40 milliards d'USD de soja.

Viennent ensuite les machines automatiques pour le traitement des données (« Automatic Data Processing Machines », 28 milliards d'USD), les produits pharmaceutiques (27 milliards d'USD) et les minerais de cuivre (26 milliards d'USD).

## PRINCIPALES IMPORTATIONS CHINOISES PAR PRODUIT, 2017 (EN MILLIARDS D'USD)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE

1	Pétrole brut	162,33
2	Véhicules à moteur	50,53
3	Soja	39,64
4	Machines automatiques de traitement des données	27,58
5	Produits pharmaceutiques	26,80
6	Minerais de cuivre	26,39
7	Avions	23,05
8	Charbon	22,64
9	Voitures	17,22
10	Pâte à papier	15,34

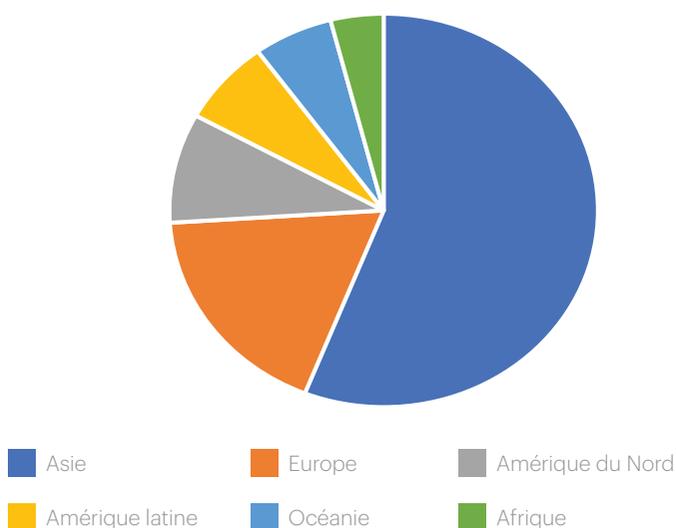
## PRINCIPALES IMPORTATIONS CHINOISES PAR CATÉGORIE, 2017 (EN MILLIARDS D'USD)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE

1	Machines et appareils	627,45
2	Produits minéraux	382,47
3	Produits chimiques	132,55
4	Matériel de transport	107,27
5	Instruments d'optique	101,20
6	Métaux communs	95,56
7	Matières plastiques	87,68
8	Travaux de pierre, plâtre et ciment	65,29
9	Produits du règne végétal	61,48
10	Textiles	31,10

## IMPORTATIONS CHINOISES PAR CONTINENT, 2017 (EN %)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE



## PARTENAIRES COMMERCIAUX

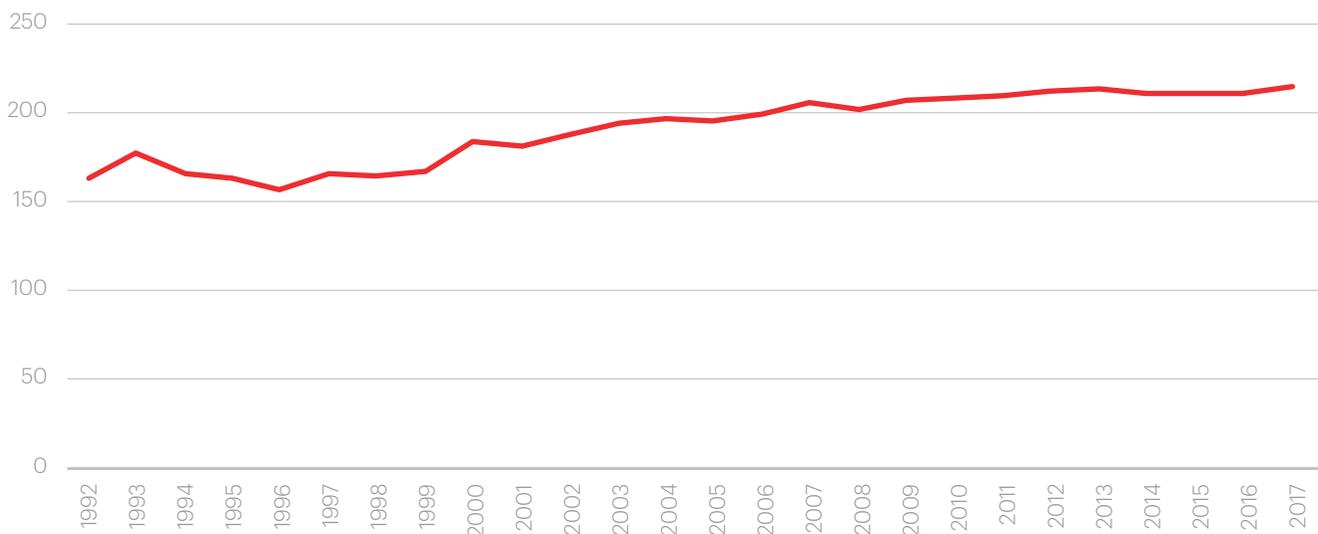
Selon la Banque mondiale, le nombre de partenaires fournisseurs de la Chine a fortement augmenté au cours de ces dernières années. En 1992, on en recensait 165, alors qu'en 2017, on en comptait 215.

Les autres pays asiatiques étaient les principaux fournisseurs de la Chine en 2017. Les importations chinoise en provenance d'Asie représentaient en valeur plus de 1 030 milliards d'USD, soit 56 % des importations chinoises totales.

L'importance des importations en provenance d'Europe (327 milliards d'USD), d'Amérique latine (128 milliards d'USD) et d'Océanie (108 milliards d'USD) restent dans la même ligne que les exportations chinoises vers ces continents. La principale différence se trouve en Amérique du Nord qui, avec 175 milliards d'USD, ne représente que 9 % de la valeur totale des importations chinoises contre 18 % de la valeur des exportations.

## PARTENAIRES D'IMPORTATION, 1992 - 2017 (EN NOMBRE DE PAYS)

SOURCE : BANQUE MONDIALE



Six pays asiatiques figurent parmi les dix principaux fournisseurs de la Chine. Au sommet se trouve la Corée du Sud, qui représente près de 10 % du total des importations chinoises. Les importations chinoises en provenance de ce pays atteignaient 178 milliards d'USD en 2017. On retrouve ensuite les importations chinoises en provenance du Japon (166 milliards d'USD), de Taïwan (156 milliards d'USD) et des États-Unis (154 milliards d'USD).

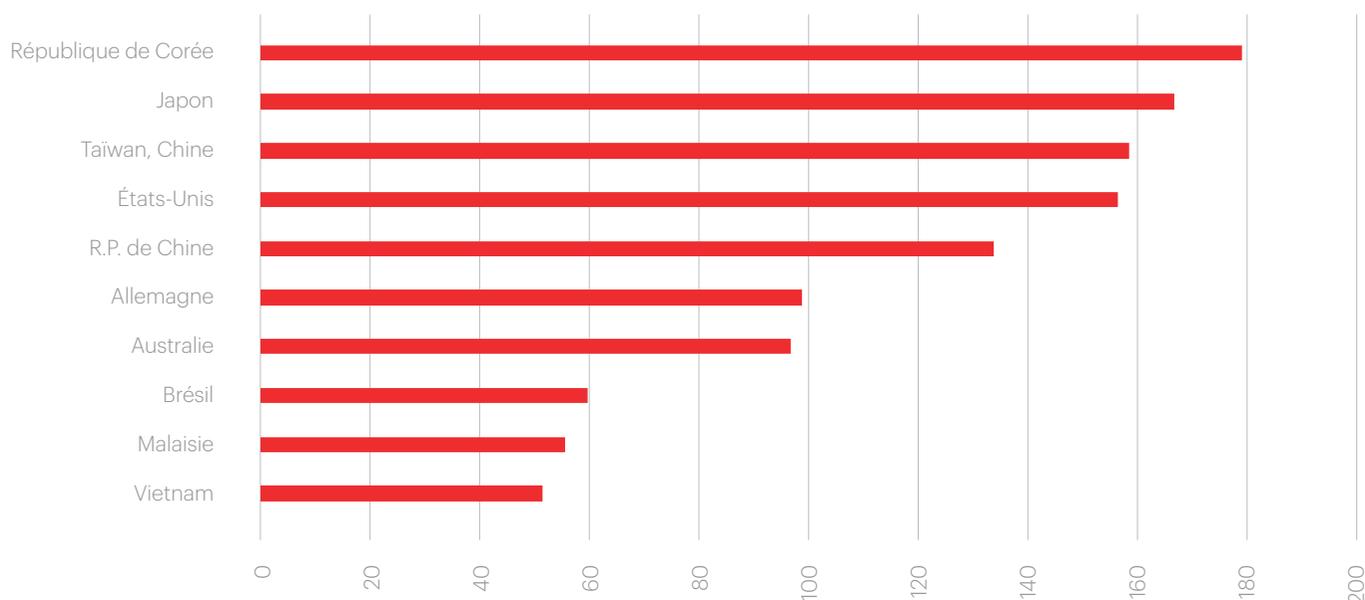
Dans le tableau suivant, il est frappant de retrouver la République Populaire de Chine à la cinquième place. Cela signifie que le pays a une forte réimportation. L'Allemagne est le premier et le seul pays européen à figurer dans le top 10. Elle a exporté pour 97 milliards d'USD de marchandises vers la Chine.

Deux des trois pays dont la part dans les importations chinoises a augmenté le plus sont l'Australie (7<sup>e</sup> place) et le Brésil (8<sup>e</sup> place). Les importations de produits australiens étaient 3,5 fois plus importantes en 2017 qu'en 2007. Quant au Brésil, ses livraisons à la Chine ont été multipliées par 3,2 entre 2007 et 2017. Cependant, c'est incontestablement le Vietnam qui remporte la palme de la plus forte augmentation puisque la valeur des importations de produits vietnamiens a été multipliée par 16 entre 2007 et 2017.

Ce qui peut s'expliquer, pour ce dernier point, par une délocalisation d'entreprises chinoises à la recherche d'une main-d'œuvre moins chère. Cette tendance devrait se confirmer et se renforcer à la suite des droits d'importation appliqués par les États-Unis.

## IMPORTATIONS CHINOISES PAR PAYS, 2017 (EN MILLIARDS D'USD)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE



## SERVICES

Le service « Trade Restrictiveness Indexes » de la Banque mondiale et de l'OCDE montre que les barrières au commerce des services sont relativement élevées en Chine. L'OCDE se réfère principalement au commerce des services de transport, de la logistique et des TIC. Dans de nombreux cas, cela s'explique principalement par des restrictions à l'accès des étrangers, plutôt que par des obstacles à la concurrence et à la transparence réglementaire.

La Chine elle-même indique que sur les 160 sous-secteurs de l'Accord général sur le commerce des services de l'OMC, elle s'est engagée à ouvrir 100 sous-secteurs, ce qui est proche de la moyenne des 108 sous-secteurs ouverts dans les économies avancées.

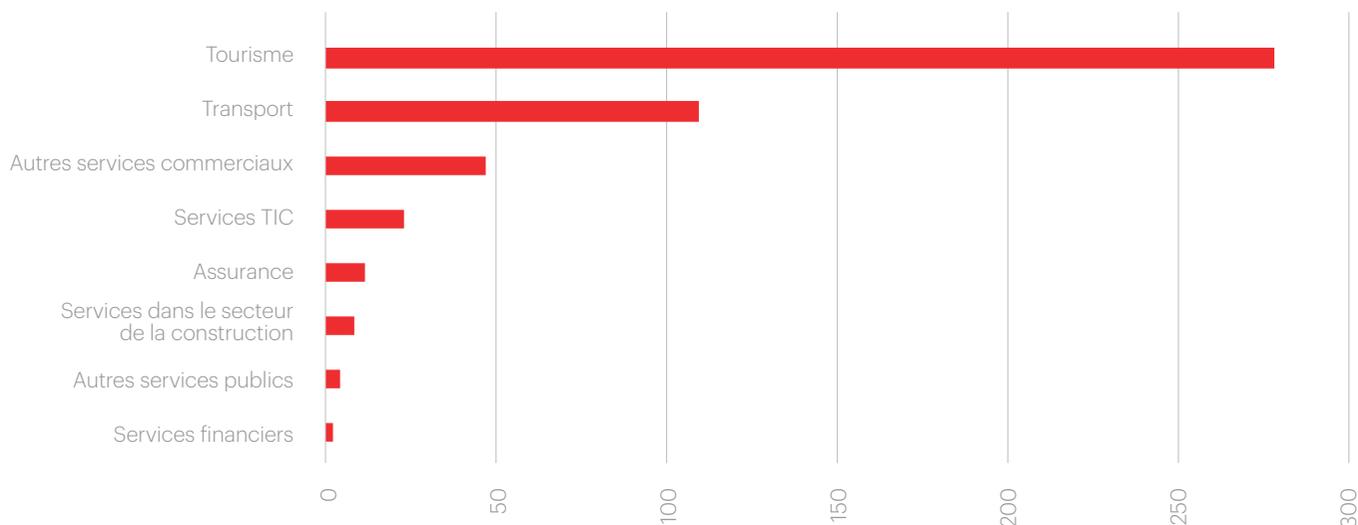
En tout état de cause, les importations chinoises de services sont beaucoup plus importantes que les exportations de services.

Selon la balance des paiements provisoire et encore incomplète de la Chine en 2018, la Chine importe principalement des services du secteur du tourisme. La Chine a dépensé 277 milliards d'USD dans ce secteur l'an dernier, soit un peu plus de 7 fois plus qu'en 2008.

Le transport suit de très loin, avec une valeur de près de 110 milliards d'USD. Les autres services commerciaux, les services TIC et les services d'assurance affichent aussi une valeur à l'importation supérieure à 10 milliards d'USD.

## IMPORTATIONS DE SERVICES, 2018 (EN MILLIARDS D'USD)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE (CHIFFRES PROVISOIRES)



## 2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

On parle d'investissements directs étrangers (IDE) lorsqu'une entreprise acquiert au minimum 10 % du capital d'une entreprise étrangère en vue de contrôler celle-ci et d'en influencer la gestion. En général, ces opérations sont subdivisées en deux grands groupes : d'une part, les investissements dits « greenfield », qui servent à la fondation d'une nouvelle entreprise, et d'autre part, les investissements dits « brownfield », qui visent à prendre le contrôle d'une entreprise existante.

### IDE ENTRANTS

Le 15 mars 2019, le parlement chinois « National People's Congress » a promulgué la *Foreign Investment Law* (ci-après « FIL ») tant espérée, qui entrera en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Le grand mérite de la nouvelle loi-cadre, c'est qu'elle prévoit que le régime d'IDE antérieur, problématique, peu transparent et fragmenté, doit être remplacé. La FIL doit s'attaquer à de nombreux problèmes, notamment aux accusations de la part de l'UE et des États-Unis concernant les transferts technologiques dits « forcés » en matière de technologie, qui ont été déposées auprès de l'OMC.

Depuis longtemps, la Chine veut élargir la collaboration économique et les échanges technologiques avec l'étranger en vue de son propre développement national. Il y a des raisons de croire que des transferts technologiques, qui interviennent moyennant des investissements en provenance de l'étranger, servent aussi au renforcement du développement extraterritorial.

En soi, l'utilisation d'investissements étrangers en vue de soutenir le développement technologique intérieur est toujours et partout un important facteur de motivation pour l'introduction d'un régime d'IDE. Compte tenu de ces préoccupations, le régime des investissements étrangers (ci-après IDE)

de la Chine a connu différents stades de développement graduels et significatifs. En voici un aperçu chronologique.

### 1. PREMIÈRE ÉTAPE : UNE POLITIQUE RESTRICTIVE

Pendant la révolution culturelle (1958-1976), l'évolution juridique chinoise était presque paralysée. Entre 1979 et 1999, on a adopté principalement des mesures pour couvrir les besoins du commerce et des investissements naissants en Chine. A la fin du siècle précédent, la Chine a développé un cadre juridique plutôt rudimentaire, comprenant entre autres quelques lois élémentaires concernant les contrats, les investissements et l'utilisation de la terre.

Même si certaines règles d'IDE ont été introduites, les autorités chinoises étaient, pour des raisons idéologiques, fort rétives à l'égard d'investissements étrangers et elles maintenaient un contrôle très sévère. L'utilisation d'investissements étrangers en vue de stimuler le développement technologique intérieur, était la motivation cruciale de l'ancien régime IDE.

Plusieurs plans quinquennaux nationaux étaient centrés sur l'importation de technologies de pointe, qui devaient contribuer à l'« *Economic Reform and Opening-Up Policy* » de la Chine. Trois lois (appelées ci-après « lois FIE »), qui régissaient les entreprises financées à l'aide de capitaux étrangers, devaient créer un équilibre entre « l'encouragement et l'attraction d'investissements étrangers » et un sévère « contrôle gouvernemental » (Law of the People's Republic of China on Chinese Foreign Equity Joint Ventures 1979; Law of the People's Republic of China on Wholly Foreign-Owned Enterprises 1986; Law of the People's Republic of China on Chinese-Foreign Contractual Joint Ventures Law 1988).

Selon « *The Regulations on the Administration of Technology Import Contracts 1985* », une technologie importée doit être « *advanced and suitable for China* ». Ces règles de 1985 imposaient, en outre et en faveur des titulaires de licence chinois, plusieurs restrictions importantes quant au contenu des contrats d'importation de technologies.

Les années suivantes, on a adopté d'autres mesures d'application et les investissements étrangers ont été classés dans des catégories telles que « *prohibited* », « *restricted* », « *encouraged* » et « *permitted* », mieux connu sous la dénomination de « *Positive List Approach* ». On a donc effectivement créé un cadre, mais ce cadre comprenait plusieurs obligations d'approbation, formalités d'agrément et limitations quant à la forme des investissements étrangers, les unes plus délicates que les autres. La réglementation était très fragmentaire et restrictive, laissant beaucoup de place à des décisions administratives arbitraires.

## 2. DEUXIÈME ÉTAPE : UNE OUVERTURE

Entre 2000 et 2010, on peut commencer à parler d'une première transition et de libéralisation. L'adhésion de la Chine à l'OMC, en date du 11 décembre 2001, a accéléré les choses, entraînant une succession de textes législatifs et d'engagements nouveaux.

Il est évident que cette adhésion à l'OMC encourage la Chine à la libéralisation du régime IDE, ce qui est également dans son intérêt. Par l'utilisation du régime IDE, l'importation d'industries technologiques de pointe est encouragée pour faciliter davantage l'objectif chinois en matière de développement technologique.

En même temps, la Chine progresse dans la distinction de l'autorisation d'investissements

étrangers et de l'apport de technologies, ce moyennant la rénovation de la « *Regulation on the Administration of the Import and Export of Technology 2001* » (ci-après « TIER »). On a en outre amélioré la protection des détenteurs étrangers d'IPR (droits de propriété intellectuelle ou DPI) en vue d'augmenter la sécurité juridique, tant pour les investisseurs étrangers (dans des entreprises technologiques de pointe) que pour les entreprises chinoises.

Dans ce contexte, une des principales évolutions en matière juridique est la « *Administrative Permission Law* » qui a été promulguée en 2003 et qui est entrée en vigueur dès le 1<sup>er</sup> juillet 2004. Cette loi a suivi rapidement l'accession de la république populaire à l'OMC, en raison de l'obligation de transparence qui en découle. Elle stipule que des prescriptions légales en vertu desquelles on peut accorder des autorisations administratives ou imposer des sanctions administratives, peuvent seulement être appliquées après leur publication. Cette loi a mis un terme à ce que l'on appelait « *nei bu rules* ». À part les prescriptions publiées, la Chine connaissait à cette époque en effet un ensemble de règles dites « internes » (*Nei Bu Gui Ding*), dont le contenu n'était pas publié. De telles règles internes étaient surtout appliquées par des institutions administratives – et principalement localement.

## 3. AUJOURD'HUI

Pendant la dernière étape, entre 2011 et 2019, on entreprend de revoir et de transformer le régime IDE en un nouveau, qui commencera dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020, lors de l'entrée en vigueur de la loi. L'ambition de la Chine de jouer un rôle en tant qu'économie de pointe et leader mondial en innovation, prend forme dans le douzième plan quinquennal (*Twelfth Five-Year Plan*). Ce plan introduit

un nouveau modèle de croissance basé sur l'innovation technologique et sur le développement d'industries stratégiques.

Ce document est davantage développé à travers plusieurs documents politiques, dont « *Made in Chine 2025* » (un plan décennal très ambitieux, qui met l'accent sur les industries stratégiques), un treizième plan quinquennal et un « *National Strategic Emerging Industry Development Plan* ». D'innombrables mesures, telles que des conditions préférentielles pour des prêts bancaires, des incitants fiscaux et d'autres aides financières et un soutien réglementaire doivent également conforter la réalisation des objectifs envisagés.

Les ambitions chinoises s'expriment aussi dans une libéralisation plus poussée du régime FDI et dans une meilleure protection des droits de propriété intellectuelle. Comme on le voit souvent dans des pays en voie de développement, une libéralisation progressive a été testée par le biais de l'établissement de *Free Trade Zones* (FTZ). Le revirement le plus frappant a été cependant l'introduction d'une « *Negative List Approach* » qui remplace la « *Positive List Approach* » : les FDI ne sont plus seulement possibles dans des secteurs autorisés et clairement délimités, mais ils peuvent s'appliquer partout, à l'exclusion de secteurs bien déterminés. Dès à présent, on parle d'un « *registration based system* » au lieu d'un « *approval-based system* ». Le nombre de secteurs interdits et limités est progressivement réduit pour permettre un accès croissant au marché.

Pendant la révision du régime IDE, on a fait en 2015 une tentative d'implémenter au plan national la libéralisation qui avait été mise à l'essai dans les FTZ. Le ministère du commerce chinois (« MOFCOM ») publia en 2015 un projet de loi sur les IDE pour solliciter l'opinion publique. Ce projet

comprend une « *Negative List Approach* » et prévoit aussi des règles et des procédures détaillées pour l'application du système basé sur l'enregistrement, du « *security-review* » des investissements étrangers par les autorités chinoises, etc.

Le point le plus important du projet a été la suppression du cadre légal lourdement fragmenté et peu transparent, ainsi que l'extension du principe du traitement national jusqu'au stade d'établissement des investissements étrangers.

Ce projet a été très controversé. Les craintes étaient principalement liées à l'intégration de la structure populaire *Variable interest entity* (ci-après VIE) dans la définition légale rénovée des IDE. La VIE est utilisée aussi bien par des parties chinoises qu'étrangères pour contourner les limitations dont les IDE font l'objet dans les secteurs que les autorités chinoises ont limités (tels que les télécommunications, l'enseignement, le secteur médical, la culture, etc.).

Cette structure VIE, qui est également appelée le « modèle Sina », permet principalement que, par le biais d'une série d'investissements et d'arrangements contractuels *offshore* entre une entité entièrement étrangère (souvent dirigée par des étrangers et des Chinois) et une entreprise chinoise, l'entité étrangère contrôle l'entreprise chinoise, comme si elle était directement en possession des participations dans une telle entreprise chinoise.

L'adoption de la structure VIE signifie pour ces entreprises qu'elles sont également considérées comme des « *foreign invested companies* » et qu'elles relèvent donc en même temps des nombreuses limitations (sectorielles).

#### 4. 2020 : FOREIGN INVESTMENT LAW

Malgré tout, le projet de 2015 a constitué la base de la nouvelle « Foreign Investment Law » qui a été adoptée le 15 mars 2019 par le *National People's Congress* et qui doit être considérée comme une clé de voûte (provisoire ?) de la simplification et de la libéralisation du régime IDE en Chine. Bien que les adversaires constatent que la FIL a été trop simplifiée pour passer facilement travers la machine législative, la loi est en général considérée comme étant une évolution positive. Elle montre que la Chine veut attirer des investisseurs étrangers et leur offrir un accès égal au marché (toutefois en dehors des secteurs figurant sur « *the negative list* »).

Les défis se situent encore dans l'application de la loi. Des clarifications sur la portée des obligations d'information, sur la description vague du mécanisme du « *security review* » et sur le mécanisme de rétorsion sont encore nécessaires. Ce mécanisme

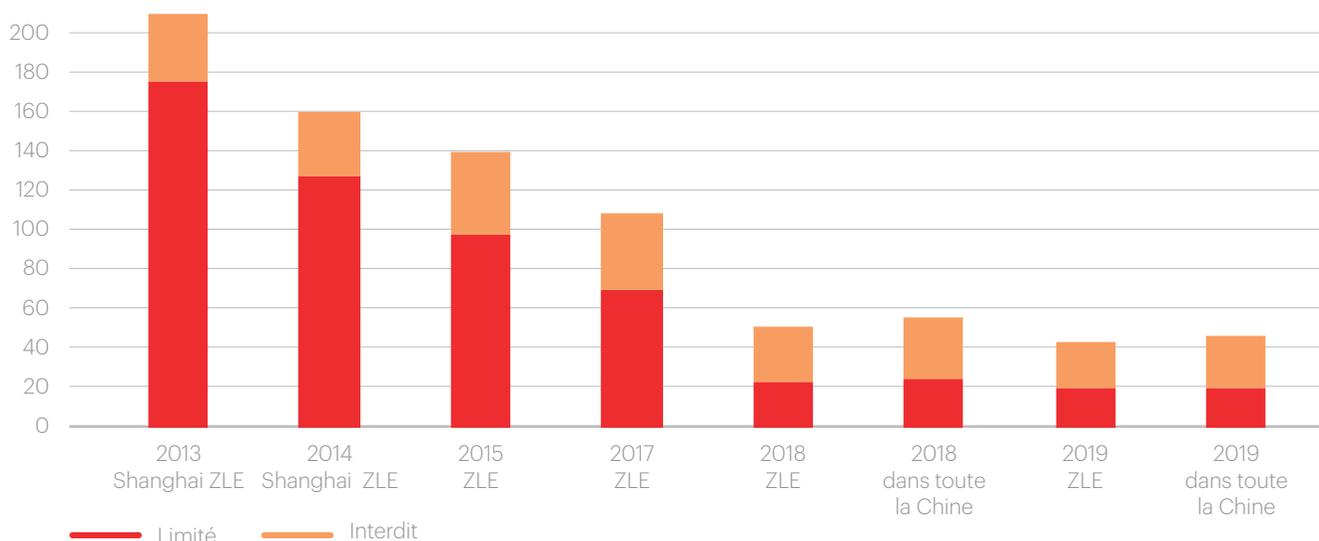
de rétorsion permet aux autorités chinoises d'entreprendre des actions adéquates pour répondre à des mesures limitatives ou discriminatoires que des autorités étrangères prennent à l'égard d'investissements chinois sortants.

À la suite de l'abolition des lois IDE existantes (voir le « premier stade »), les investisseurs étrangers ayant des entreprises conjointes existantes en Chine, devront se préparer aux prochains changements dans la structure de gestion des entreprises.

Dans la version finale de la loi, la structure VIE susmentionnée est bel et bien retirée de la définition légale des IDE, mais elle n'est ni soutenue, ni explicitement interdite par les autorités chinoises. La question de savoir si cette technique d'investissement relèvera de la disposition « *catch all* » de la nouvelle loi, reste jusqu'à présent sans réponse, ce qui fait de la structure VIE une zone inévitablement grise et incertaine dans le cadre juridique des IDE.

### SECTEURS INTERDITS ET LIMITÉS DANS LA "NEGATIVE LIST", 2013 - 2019 (EN NOMBRE)

SOURCE : UNIVERSITY OF NEW SOUTH WALES LAW RESEARCH SERIES



Malgré l'uniformité et la clarté voulues, la Chine maintient l'utilisation d'une « *Negative List* » pour les FTZ et pour la Chine dans son ensemble. Le tableau suivant montre néanmoins que le nombre de secteurs interdits et limités a été, entre 2013 et 2019, progressivement réduit sur les deux listes (FTZ et nationale).

La volonté de la Chine d'attirer des secteurs techniques de pointe n'a pas disparu. C'est ce qu'on constate dans la FIL, qui prévoit des sanctions pénales pour des infractions IPR et par l'inscription du principe général voulant que des transferts technologiques puissent seulement être réalisés grâce à un accord réciproque et à des conditions qui sont conformes aux usages sur le marché. Les autorités chinoises s'engagent à respecter les accords commerciaux conclus entre des investisseurs et des partenaires chinois en matière de collaboration technologique, et elle interdit aux instances gouvernementales et aux fonctionnaires d'imposer des transferts de technologie ou de les rendre administrativement obligatoires.

En sus des secteurs figurant dans les plans susmentionnés, la Chine a publié le 30 juin 2019 un « *Catalogue of encouraged industries for Foreign Investment* ». Ce catalogue liste une gamme de secteurs des technologies de pointe et de la connaissance, dont les investissements en Chine seront encouragés et facilités. Ces industries comprennent *l'intelligence artificielle*, *la clean production*, *la carbon utilization and storage*, *la new pesticide application*, *l'urban and rural planning* etc.

## 5. LE CONFLIT AVEC L'UNION EUROPÉENNE ET LES ÉTATS-UNIS DEVANT L'OMC

La FIL, ainsi que la révision de la TIER susmentionnée (voir la « deuxième étape ») et les engagements que la Chine a pris lors de son accession à l'OMC, s'attaquent à bon nombre de points délicats. La loi

avait en effet été adoptée dans le contexte brûlant de la guerre commerciale bilatérale avec les États-Unis et à un moment où on avait grand besoin d'une réponse aux questions soulevées par l'UE, les États-Unis et le Japon dans le cadre du conflit avec la Chine devant l'OMC.

Le 1<sup>er</sup> juin 2018, l'UE a été la première à demander à l'OMC une consultation sur le transfert technologique « *forcé* » en Chine, et elle a été toujours soutenue à cet effet par les États-Unis et le Japon. La question sur les transferts technologiques et sur leur nature obligatoire ou non en Chine, est toujours un point important à l'ordre du jour de ces trois pays, comme cela ressort d'une déclaration commune du 23 mai 2019.

## 6. CONCLUSION

En réalité, tous les pays mènent, à différentes étapes de leur développement et de différentes manières, une politique de promotion des investissements et d'autres mesures pour encourager des transferts technologiques. Il s'agit là non seulement de pays moins développés, mais aussi d'économies développées, telles celles du Japon, de la Corée, voire des États-Unis. L'évolution par laquelle le Japon et la Corée du Sud sont devenus des leaders mondiaux en matière d'innovation technologique, dépendait en effet beaucoup d'une politique qui préférait l'utilisation locale de technologies, de licences et d'innovations complémentaires internationales. D'imitateurs, ils sont devenus des imitateurs créatifs, puis des innovateurs à forte intensité de connaissances. En ce sens, il n'y a rien de remarquable à ce que la Chine veuille, par le biais d'une politique similaire, accéder à des modèles de croissance nourris par la technologie et l'innovation.

## APERÇU

Au tournant de ce siècle, la Chine recevait chaque année quelque 50 milliards d'USD sous forme d'investissements directs étrangers. À l'instar de toute une série d'autres éléments macroéconomiques, les investissements étrangers se sont accélérés dans les années suivantes. Depuis 2010, la Chine a accueilli chaque année un capital de plus de 100 milliards d'USD. En 2018, celui-ci s'est accru jusqu'à 139 milliards d'USD, soit le plus gros montant que le pays ait jamais pu attirer. Ainsi, la Chine est le deuxième pays en termes d'attractivité pour les investisseurs étrangers, après les États-Unis, qui ont attiré des investissements d'une valeur de 251,8 milliards d'USD. L'Union européenne a reçu dans son ensemble 277,6 milliards d'USD.

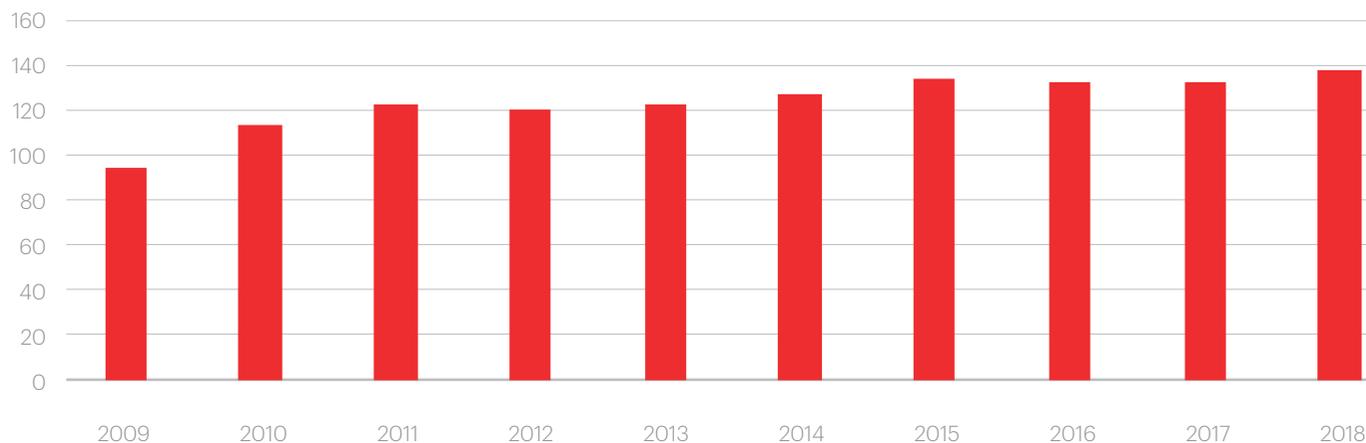
Le nombre d'investissements greenfield en Chine diminue ces dernières années. Entre 2003 et 2014, ceux-ci s'étaient stabilisés au-delà de 1 000, alors qu'on constate, depuis 2011, une tendance à la baisse.

Avec ses 871 investissements greenfield, la Chine était, après les États-Unis (1 719) et le Royaume-Uni (1 538), l'endroit où le plus grand nombre d'investissements greenfield avaient lieu, suivi par l'Inde (802) et l'Espagne (755).

En outre, la valeur des investissements greenfield n'était, l'année dernière, nulle part au monde plus élevée qu'en Chine, où l'ensemble des 871 investissements représentait une valeur de 110 milliards d'USD. C'est bien plus que les 75 milliards d'USD que les États-Unis avaient reçus, et même le double de ce qui était destiné au numéro 3, l'Inde.

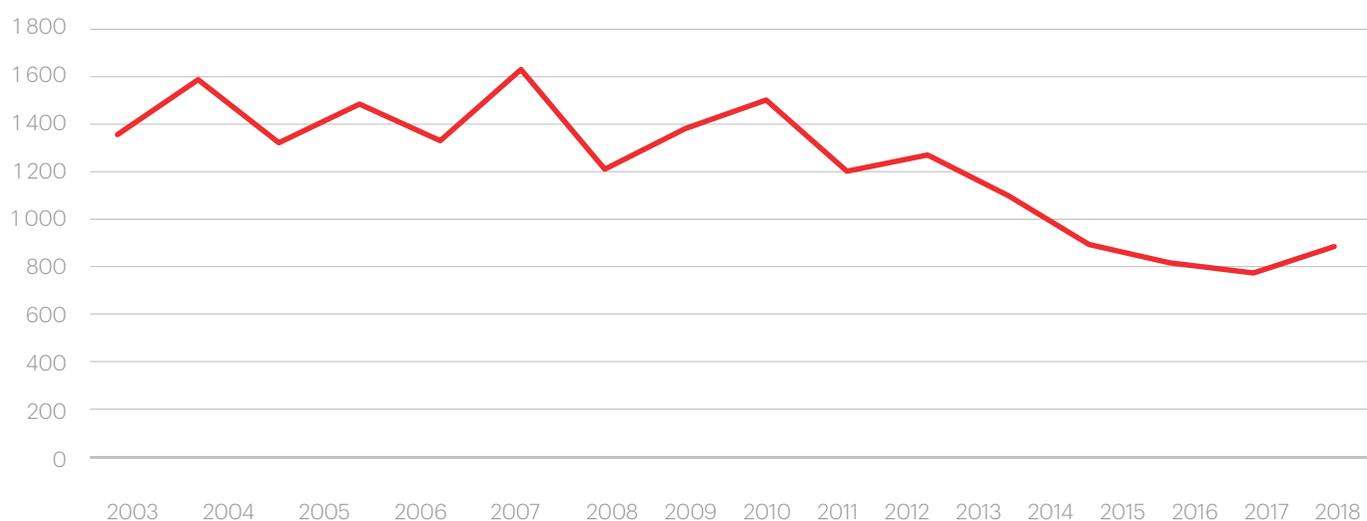
## INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN CHINE, 2009 - 2018 (EN MILLIARDS D'USD)

SOURCE : CNUCED



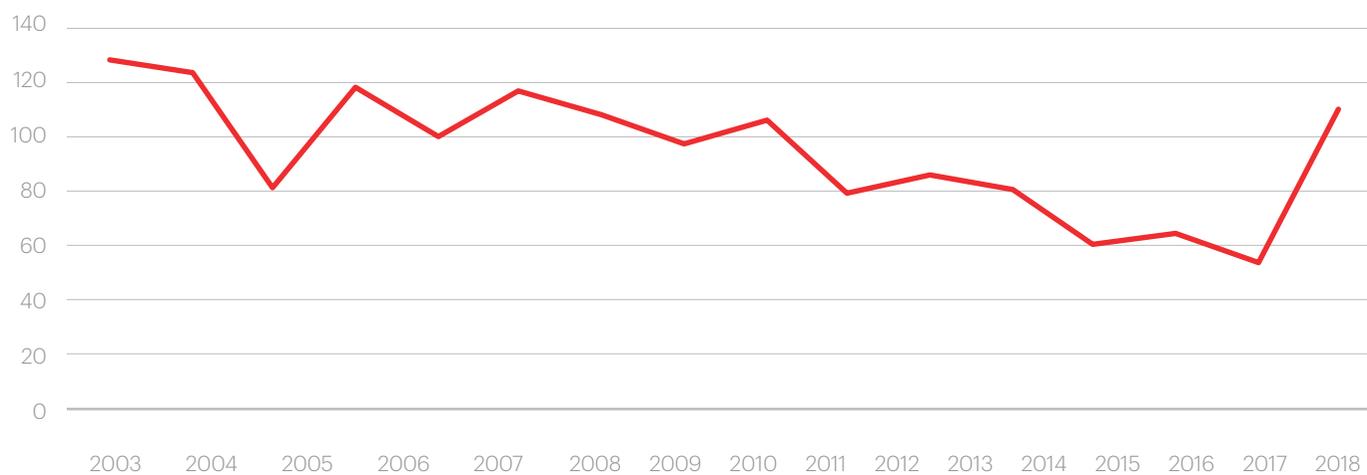
**INVESTISSEMENTS GREENFIELD EN CHINE, 2003 - 2018 (EN NOMBRE DE PROJETS)**

SOURCE : CNUCED



**INVESTISSEMENTS GREENFIELD EN CHINE, 2003 - 2018 (EN MILLIARDS D'USD)**

SOURCE : CNUCED

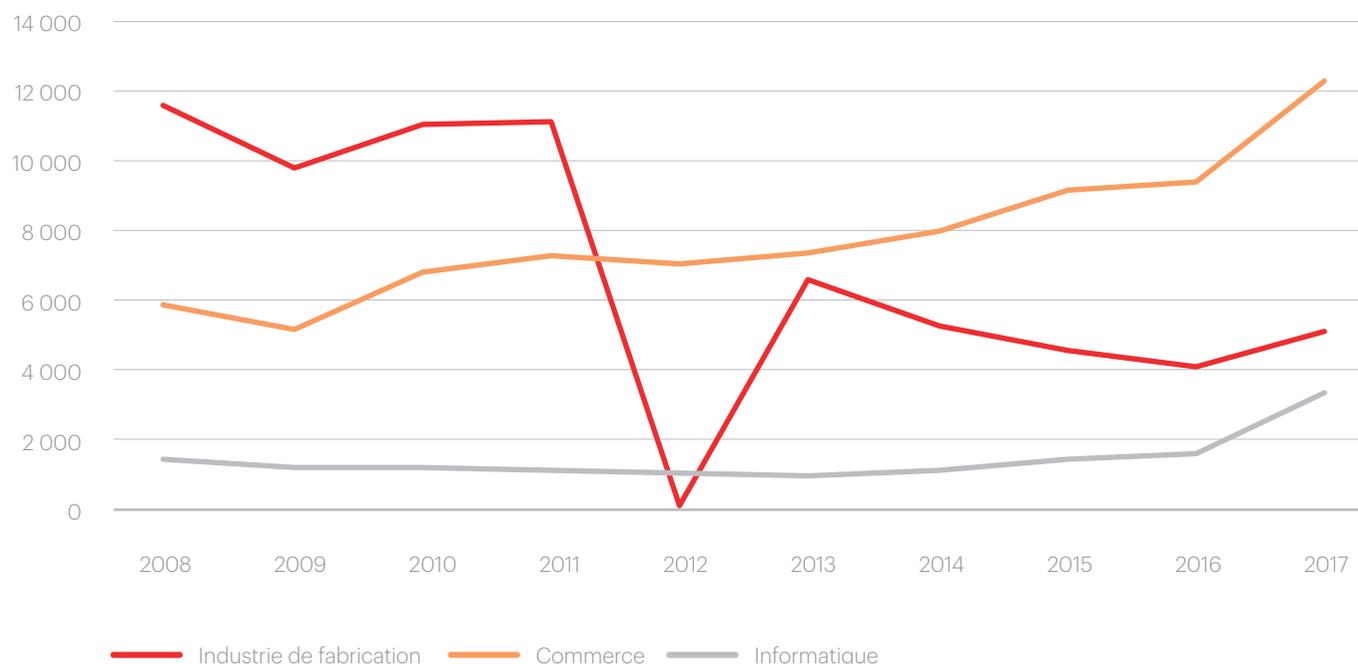


D'après Le Bureau national des statistiques de Chine, 35 652 projets d'investissements étrangers ont été lancés en 2017 en Chine. La majorité de ceux-ci, soit 12 283 projets, a été réalisée dans le commerce de gros et de détail ; suivent des projets dans l'industrie de fabrication (4 986) et le secteur IT, ordinateurs et logiciels (3 169). Ces dix dernières années, le nombre d'échanges avec l'étranger dans le commerce de gros et de détail chinois et dans le secteur de l'informatique a plus que doublé. Par contre, le nombre de projets d'investissement dans l'industrie de fabrication a été réduit de moitié.

En ce qui concerne la valeur des investissements, la première place est toujours occupée par l'industrie de fabrication. Avec plus de 33 milliards d'USD, celle-ci représente à peu près un quart de tous les investissements en provenance de l'étranger. Suivent alors le secteur de l'informatique avec 21 milliards d'USD et de celui de l'immobilier avec 17 milliards d'USD, malgré le nombre limité de projets dans ce dernier secteur (737).

## INVESTISSEMENTS EN CHINE AU SEIN DE L'INDUSTRIE DE FABRICATION, DU COMMERCE ET DE L'INFORMATIQUE, 2008 - 2017 (EN NOMBRE DE PROJETS)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE

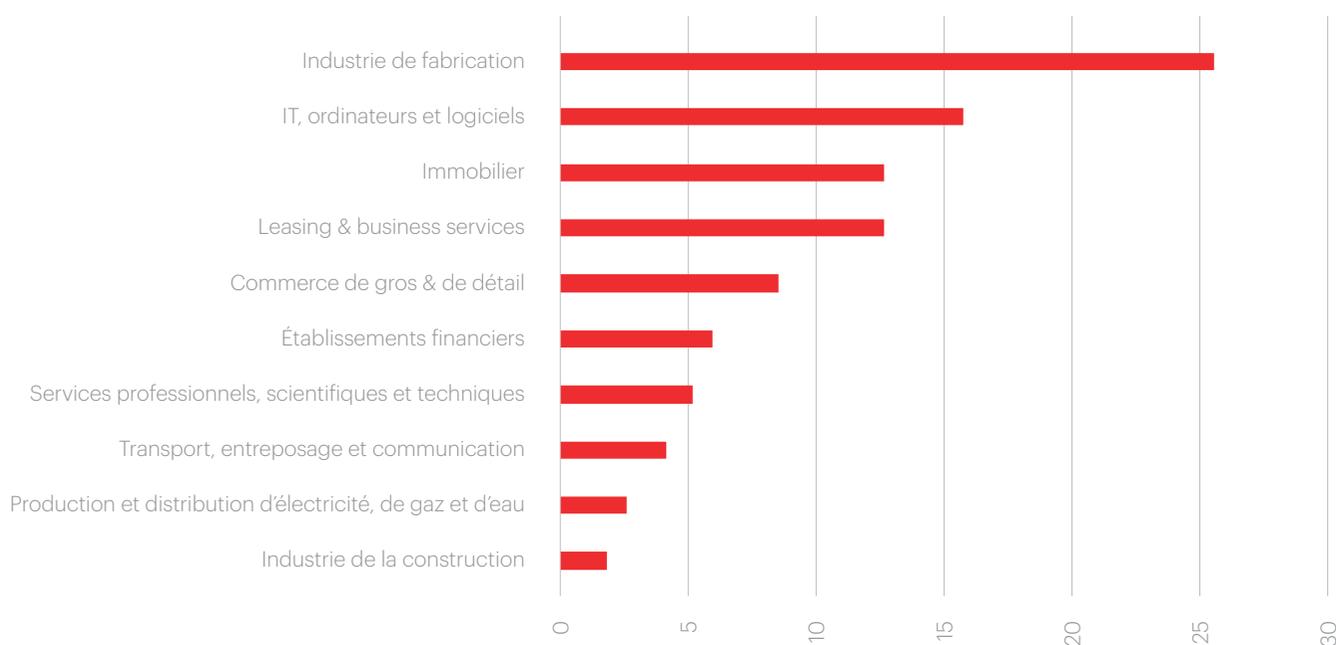


En 2017, la Chine comptait 539 345 entreprises qui avaient reçu des fonds d'entreprise étrangères. Dans l'ensemble, ces entreprises avaient un capital enregistré de 3 710 milliards d'USD, dont 2 826 milliards d'USD venaient effectivement d'investisseurs étrangers.

La plupart de ces entreprises, dont le nombre dépasse le demi-million, déploient leurs activités dans l'industrie de fabrication. Si la tendance de ces dernières années se maintient, cette position de tête sera bientôt occupée par les entreprises actives dans le secteur du commerce. L'industrie de fabrication et le commerce représentent ensemble plus de la moitié des entreprises bénéficiaires d'investissements étrangers.

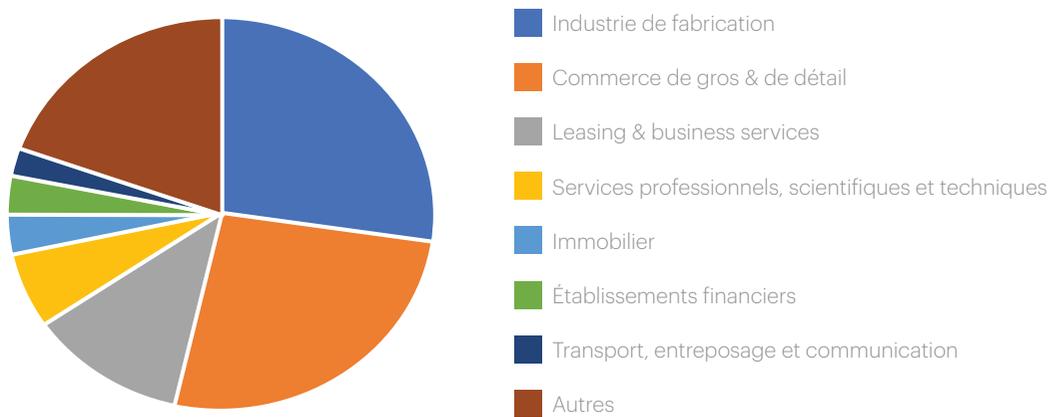
## INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS PAR SECTEUR, 2017 (EN %)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE



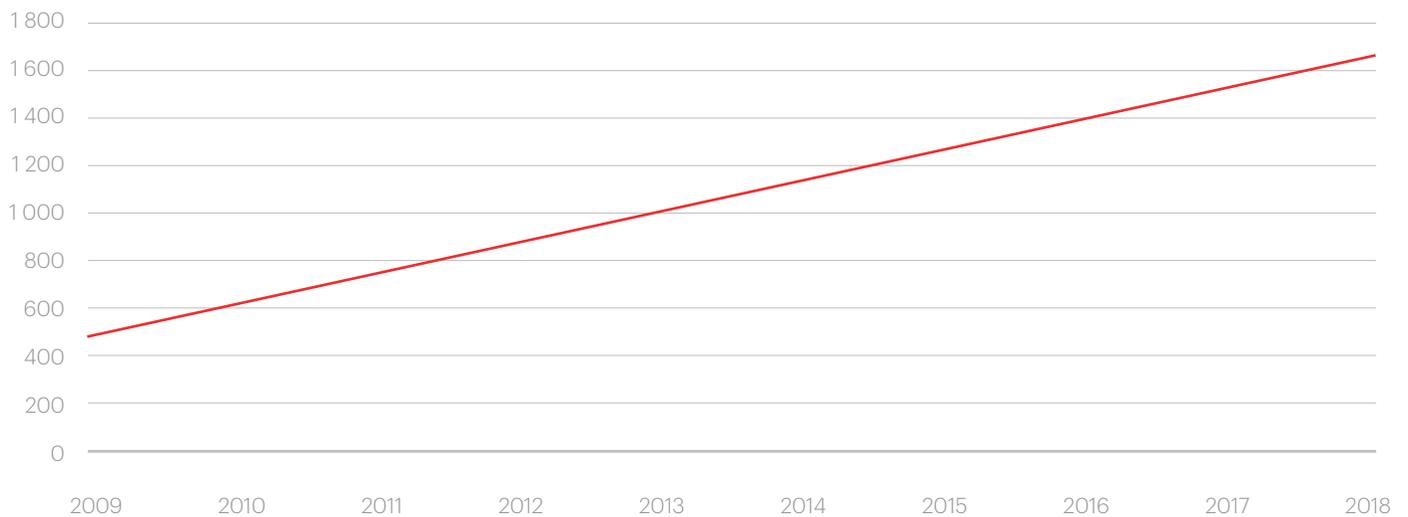
## ENTREPRISES ÉTRANGÈRES EN CHINE PAR SECTEUR, 2008 - 2017 (EN %)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE



## MONTANT CUMULÉ D'IDE ENTRANTS, 2009 - 2018 (EN MILLIARDS D'USD)

SOURCE : UNCTAD (CNUCED)



Vu l'augmentation constante des investissements directs étrangers, il n'est pas étonnant que la Chine dispose d'un montant cumulé d'investissements directs étrangers en forte croissance ces dernières années. Ces montants cumulés s'élevaient déjà à 1 627,7 milliards d'USD en 2018, soit trois fois plus que 10 ans plus tôt.

Mais à cet égard, la Chine reste toujours dans l'ombre des États-Unis, qui ont un montant cumulé d'investissements directs étrangers de 7 464,7 milliards d'USD.

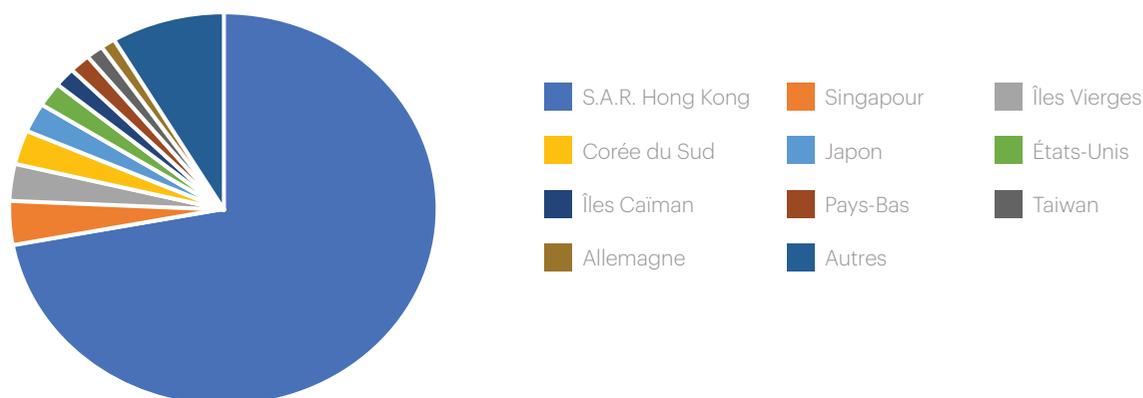
La Chine reçoit principalement des investissements en provenance de S.A.R. Hong Kong, Chine. Ceux-ci représentent 94 milliards d'USD, ce qui représente presque trois quarts de l'ensemble des investissements directs étrangers. Suit alors Singapour avec 4,8 milliards d'USD.

Il faut également noter le grand afflux en provenance de deux petites régions d'Amérique latine. En 2017, les Îles Vierges britanniques et les Îles Caïman ont respectivement investi 4 milliards d'USD et 2,2 milliards d'USD en Chine. Les Îles Vierges britanniques, une région avec 35 000 habitants, se classe donc avant des géants tels que la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis.

Cela vient du fait qu'il y a parmi les entreprises chinoises une forte demande de centres offshore pour faciliter leurs activités et investissements internationaux. S.A.R. Hong Kong, mais aussi les Îles Vierges britanniques et les Îles Caïman, offrent de bonnes conditions pour attirer des entreprises chinoises, dont un système juridique bien connu, basé sur le droit coutumier anglais, des prescriptions internationales, ainsi qu'une juridiction et une fiscalité neutres.

### PAYS AYANT DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN CHINE, 2017 (EN % DU TOTAL)

SOURCE : BUREAU NATIONAL DES STATISTIQUES DE CHINE



## ENTREVUE AVEC L'AMBASSADEUR DE LA CHINE EN BELGIQUE

**En 2013, la Chine et l'UE ont entamé des négociations concernant un accord bilatéral d'investissement. Quels sont selon vous les principaux avantages pour la Chine et pour la Belgique de cet accord ?**

La Chine et l'UE sont l'une pour l'autre un partenaire économique et commercial important. Ces dernières années, le niveau de la coopération économique et commerciale entre la Chine et l'UE ne cesse d'augmenter.

Premièrement, le volume commercial s'est accru continuellement. D'après les statistiques de la douane chinoise, en 2018, le volume total des importations et des exportations entre la Chine et l'UE a atteint un nouveau record pour s'élever à 682,2 milliards de dollars, soit une progression de 10,6 % par rapport à l'année précédente. L'UE est le premier partenaire commercial de la Chine depuis 15 années consécutives.

Deuxièmement, les investissements dans les deux sens ont progressé régulièrement. En 2018, les investissements réels de l'UE en Chine ont atteint 10,42 milliards de dollars, soit une hausse de 25,7 %, et les investissements directs chinois dans l'UE se sont élevés à 8,11 milliards de dollars, soit une hausse annuelle de 7,1 %. Jusqu'en février 2019, l'UE a totalement investi 132,18 milliards de dollars en Chine, demeurant solidement le troisième investisseur étranger en Chine, et les investissements directs chinois en UE totalisent 95,2 milliards de dollars, faisant de l'UE la deuxième destination des investissements chinois.

Troisièmement, la coopération économique et commerciale s'est étendue à des domaines plus larges. La Chine et l'UE ont développé une excellente coopération dans les domaines du commerce, des investissements, de la finance, des infrastructures et en marchés tiers, et les perspectives de coopé-

ration sont prometteuses dans les secteurs émergents comme l'économie numérique, l'écologie, les sciences et les technologies.

En avril dernier, le Premier Ministre chinois Li Keqiang et les dirigeants de l'UE se sont rencontrés à Bruxelles et ont publié une déclaration conjointe, dans laquelle la Chine et l'UE sont convenues de développer leurs relations économiques et commerciales sur la base de l'ouverture, de la non-discrimination, de la concurrence équitable, de la transparence et des bénéfices mutuels. Elles se sont engagées à obtenir en 2019 des progrès décisifs nécessaires à la conclusion des négociations, notamment en ce qui concerne les engagements de libéralisation des investissements, pour parvenir à un accord bilatéral d'investissement de haut niveau en 2020.

Elles se sont aussi engagées à garantir l'égalité et les bénéfices mutuels dans les échanges et les investissements bilatéraux. Elles ont réaffirmé leur volonté de renforcer la coopération économique, le commerce et les investissements, et de s'accorder mutuellement un accès plus large, plus facile et non discriminatoire au marché respectif.

La conclusion dans le meilleur délai de cet accord constitue l'aspiration commune de la Chine et de l'UE. Un accord d'investissement global et ambitieux permet non seulement de créer des conditions favorables et d'offrir un niveau de protection élevé aux investissements des entreprises dans la partie partenaire, mais aussi d'approfondir le partenariat stratégique global Chine-UE et de renforcer la coopération pragmatique bilatérale. Nous espérons que la Chine et les pays de l'UE, y compris la Belgique, pourront travailler dans le même sens et accélérer le processus de négociations, pour parvenir le plus tôt possible à un accord et apporter des bénéfices aux entreprises et aux populations des deux parties.

## IDE SORTANTS

La croissance de la richesse et les ambitions de la Chine vont de pair avec une augmentation des investissements que le pays entreprend à l'étranger. En 2016, on a noté un record absolu avec des investissements sortants de près de 200 milliards d'USD. Les deux années suivantes, ce montant a diminué jusqu'à 130 milliards d'USD en 2018, ce qui est toujours plus du double dix ans auparavant.

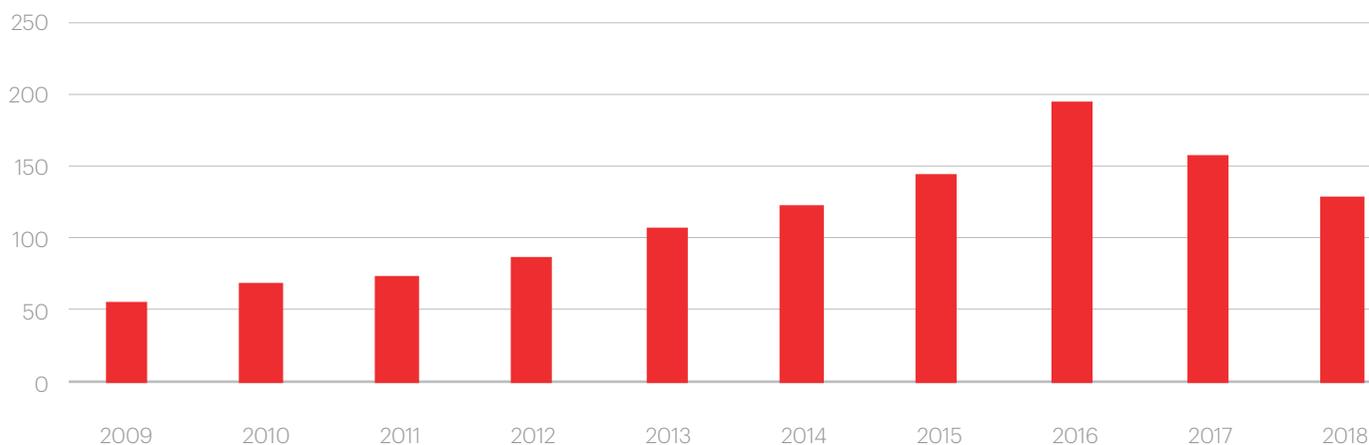
Le montant cumulé des investissements directs étrangers a dès lors explosé, allant de 245 milliards d'USD en 2009 jusqu'à près de 2 000 milliards d'USD, dix ans plus tard. Un grand pas a été franchi en 2013, lors du lancement de la « Belt & Road Initiative » (BRI), que l'on appelle parfois aussi la « Nouvelle route de la soie ». Par « Belt », on entend un corridor économique intégré par voie terrestre, plutôt qu'une connexion de transport. Le « Road », quant à lui, met l'accent principalement sur le transport maritime.

Le Président chinois Xi a expliqué l'initiative comme suit : « La Chine stimulera activement la collaboration internationale par le biais de la Belt and Road Initiative. Nous espérons améliorer ainsi la collaboration dans des domaines tels que la politique, l'infrastructure, le commerce, les finances et les peuples, qui créera de nouvelles voies pour un développement commun. »

Il existe dans la région un réel besoin d'investissements, entre autres dans l'énergie et les infrastructures. L'injection financière que la Chine veut donner sous le drapeau de la BRI, répond donc aux besoins de dizaines de pays. En même temps, la BRI permettra de matérialiser l'influence croissante de la Chine dans le monde. À brève échéance, l'initiative permet à la Chine de s'assurer d'un débouché pour sa surcapacité, tandis qu'à plus long terme, la Chine deviendra la cheville ouvrière d'une région prospère, qui dépendra de la Chine pour son infrastructure vitale.

## INVESTISSEMENT DIRECTS ÉTRANGERS EN PROVENANCE DE LA CHINE, 2009 - 2018 (EN MILLIARDS D'USD)

SOURCE : CNUCED



Lors du lancement de la BRI, 64 pays se montrèrent disposés à participer à l'initiative. Aujourd'hui, il y en a déjà quelque 125 qui y participent sous une forme ou sous une autre. L'OCDE indique six grandes routes le long desquelles la BRI fera valoir son influence. Une de celle-ci devra relier la Chine à l'Europe occidentale. Les ports d'Anvers et de Rotterdam en seront des terminus.

Les investissements principaux au sein de la BRI se situeront au niveau de l'énergie. La Chine est le leader mondial et aussi un pionnier dans le domaine des lignes à ultra-haute tension (ultrahigh voltage (UHV) power lines). Cette technologie permet le transport de courant alternatif et continu sur de grandes distances. La tension du courant continu s'élevant à 1 100 kilovolts, il y a relativement peu de pertes lors du cheminement du courant électrique. La BRI aidera la Chine à déterminer les normes de

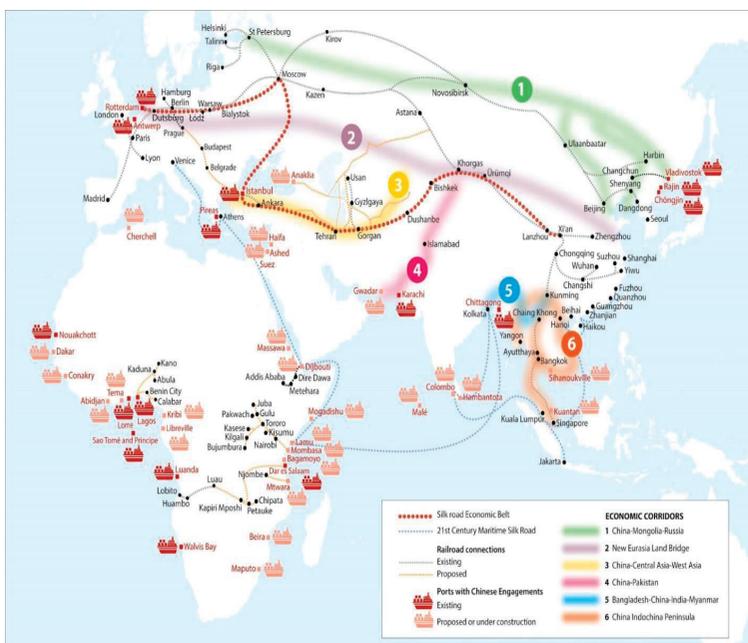
cette nouvelle technologie et à la développer largement.

La Chine a en outre tous les moyens de générer de l'électricité dans des dizaines de pays. Le pays contrôle 60 % de toute la production de panneaux photovoltaïques, il est très actif dans le domaine de l'énergie éolienne et il devient petit à petit le leader en matière de la technologie des batteries. Cette dernière est soutenue par les gigantesques réserves de cobalt dont la Chine dispose.

De plus, grâce à la BRI, la Chine pourra également élargir son horizon dans d'autres domaines. Le développement de la 5G ou la croissance formidable des géants de l'e-commerce en dehors de leur hinterland traditionnel en sont de parfaits exemples.

L'OCDE prévoit que des investissements d'une valeur de 1 000 milliards d'USD auront lieu entre 2017 et 2027. D'après les calculs de la Banque mondiale, des projets d'une valeur de 575 milliards d'USD sont prévus ou en construction. Les analystes du Rhodium Group, quant à eux, estiment que des fonds d'une valeur de quelque 250 milliards d'USD ont provisoirement été accordés dans le cadre de la BRI, qu'il y a des prêts privés d'une valeur de 500 à 600 milliards d'USD, et que des entreprises chinoises ont dans la BRI des investissements d'une valeur de 70 milliards d'USD.

Une bonne partie de ce financement est fournie par de grandes banques qui sont entre les mains de l'État chinois. Ainsi l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) investit 67 milliards d'USD dans plus de 200 projets, la Bank of China a fourni, entre 2016 et 2018, 100 milliards d'USD pour des projets qui se situent dans le cadre de la BRI, et la Chine Exim Bank avait versé la fin de 2015 déjà plus de 1 000 projets dans ses comptes pour 49 pays qui participent à la BRI.

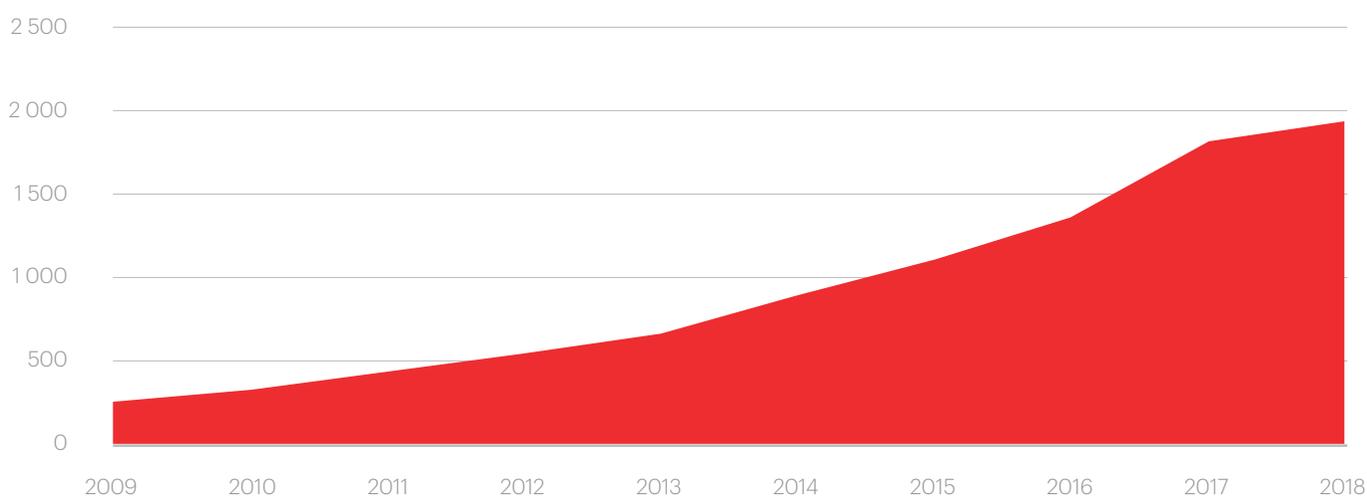


Les fonds consentis sont basés sur le crédit. La Chine s'expose ainsi à la critique qu'elle pousse les pays pauvres à s'endetter. Un exemple souvent cité est celui de la reprise par la Chine d'un port stratégique au Sri Lanka, parce que ce pays ne pouvait pas rembourser ses dettes. Certains critiquent la BRI en faisant valoir que plusieurs projets sont victimes de corruption, que l'on ne tient guère compte de la dégradation de l'environnement et que la population et les entreprises locales ne sont pas suffisamment associées et n'en tirent pas profit. Un rapport du Center for Strategic and International Studies signale en 2018 que, parmi les projets financés par la Chine, non moins de 89 % des travaux sont adjugés à des entreprises chinoises, 7,6 % à des entreprises locales et seulement 3,4 % à des entreprises extérieures.

En avril 2019, le président Xi a tenu compte de ces critiques. Il a souligné que les projets qui sont approuvés dans le cadre de la BRI, doivent être d'une « qualité supérieure », être « plus écologiques » et qu'il y a une « tolérance zéro » pour la corruption. Les entreprises publiques ont été sommées de renforcer les contrôles et de mieux surveiller leurs unités et leur personnel d'outre-mer. La Chine fait également des efforts au niveau du piège de la dette. Une enquête internationale révèle que la situation du Sri Lanka est un cas isolé. Le Rhodium Group a constaté que la Chine essaie plus souvent d'accorder des sursis de paiement (11 cas), des re-financements, des prolongations du délai de paiement ou l'arrêt du financement supplémentaire (chaque fois 4 cas), voire la remise de la dette (16 cas).

### MONTANT CUMULÉ DES IDE SORTANTS, 2009 - 2018 (EN MILLIARDS D'USD)

SOURCE : CNUCED



Avec ces nouvelles orientations, la Chine essaie d'intéresser aussi les pays occidentaux à l'initiative. L'Italie a dit qu'elle voulait participer à la BRI et d'autres pays européens, dont la Belgique, ont une « third-party market cooperation » avec la Chine. Cela signifie que l'on peut collaborer à des projets, sans que ceux-ci ne relèvent officiellement de la BRI.

Le 12 mai 2019, le premier « Silk Road Train » est arrivé à Anvers. Il était parti 16 jours plus tôt de la ville portuaire chinoise de Tangshan, à plus de 11.000 kilomètres. Selon Luc Arnouts, qui est à la tête des Réseaux internationaux auprès de l'Antwerp Port Authority, ce train confère à Anvers une place centrale sur la carte de la BRI.

Comme pour les investissements directs étrangers entrants, les IDE sortants sont fortement dominés par un remarquable top 3 : S.A.R. Hong Kong, les Îles Caïman et les Îles Vierges britanniques. À eux trois, ils représentent trois quarts de l'ensemble des investissements étrangers en Chine. Suivent alors les États-Unis, Singapour, l'Australie, le Royaume-Uni, la Russie, l'Allemagne et le Canada.

## **INVESTISSEMENTS CHINOIS EN BELGIQUE**

D'après le Baromètre de l'Attractivité belge, une étude annuelle menée par Ernst & Young, 9 et 16 projets chinois ont été lancés en Belgique, respectivement en 2017 et en 2018. Ainsi la Chine occupait successivement la 8<sup>e</sup> et la 6<sup>e</sup> place en ce qui concerne les investissements étrangers en Belgique. Quant à la création d'emplois, la Chine affiche un score encore meilleur du fait qu'elle avait créé, selon le Baromètre, 624 emplois en 2017 et l'année suivante 1 323 emplois.

Au total, des investisseurs chinois seraient actifs dans quelque 70 entreprises. Plusieurs d'entre elles appartiennent à des secteurs stratégiques. Citons, par exemple, l'acquisition de la division belge du groupe d'assurances de la Delta Lloyd Bank par le groupe d'assurances Anbang en 2014, ainsi que les investissements que le Lingang Group a faits dans un centre logistique du Port de Bruges-Zeebruges. Récemment, ont également été annoncés les investissements d'Alibaba à Liège et de Thunder Power à Gosselies (site Caterpillar).

## 2.4 ÉVALUATION DU RISQUE

### 2.4.1 ÉVALUATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO

Credendo - Export Credit Agency (ex-Ducroire), l'assureur-crédit public belge a pour mission de promouvoir les relations commerciales internationales. Credendo protège les entreprises, les banques et les compagnies d'assurance contre les risques de crédit et les risques politiques, et facilite le financement des transactions qui y sont associées.

Credendo procède pour ce faire à une analyse-crédit spécialisée et à une évaluation des risques des marchés-cibles et des entreprises. Cette évaluation comprend une analyse des risques politiques, à court, à moyen et à long termes, de la probabilité de conflits externes, du risque d'expropriation et d'arbitraire politique, de la santé financière et de

la diversification de l'économie du pays. En outre, Credendo évalue les risques commerciaux et tient compte de la qualité du cadre juridique et institutionnel des pays visés.

#### Opérations d'exportation

Les risques politiques auxquels sont exposés les investisseurs en Chine sont faibles, aussi bien à court terme (1 sur une échelle de 1 à 7), qu'à moyen et à long termes (2 sur une échelle de 1 à 7). Par risques politiques, on entend tous les événements constituant un cas de force majeure pour l'assuré ou pour le débiteur, comme les guerres, les révolutions, les catastrophes naturelles, les pénuries de devises et les mesures gouvernementales ar-

### ÉVALUATION DU RISQUE SELON LE GROUPE CREDENDO

SOURCE : WWW.CREDENDO.COM (SITUATION EN DATE DU 03/09/2019)

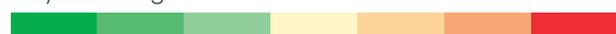
#### Transactions commerciales

##### Évaluation des risques politiques et assimilé (1 à 7)

Court terme



Moyen et long termes



Affaires (spéciales) au comptant



Classification de prime de l'OCDE

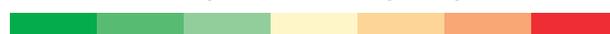


##### Évaluation du risque commercial systémique (A à C)



#### Investissements à l'étranger

##### Évaluation du risque de violence politique (1 à 7)



##### Évaluation du risque d'expropriation



##### Évaluation du risque d'inconvertibilité en devise et de restriction de transfert



bitraires. Pour les cas spécifiques, sur la base des risques politiques sur transactions de crédit, le pays obtient une cote de 1 sur une échelle de 1 à 7.

Le risque commercial est coté C, ce qui désigne un risque important. Il s'agit du risque de carence du débiteur privé, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit notamment dans l'incapacité d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas uniquement déterminé par la situation personnelle du débiteur, mais également par des facteurs macro-économiques systémiques qui influencent la capacité de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

### **Investissements directs**

Credendo assure les investissements directs en Chine contre les risques de guerre, le risque d'expropriation et de mesures gouvernementales arbitraires, ainsi que le risque de transfert lié au paiement de dividendes ou au rapatriement du capital. Ces risques peuvent être assurés séparément, mais aussi selon toutes les combinaisons possibles. Chaque demande est traitée au cas par cas sur base d'une analyse détaillée.

Le risque de violences politiques comprend aussi bien le risque d'un conflit externe que le risque de violence politique interne. La violence politique intérieure inclut, à son tour, le cas extrême de la guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. À cet égard, la Chine affiche une cote moyenne, évaluée à 3 sur une échelle de 1 à 7.

Le risque d'expropriation et de mesures gouvernementales arbitraires ne concerne pas seulement les risques d'expropriation et de non-respect des engagements contractés par le gouvernement,

mais comprend aussi les risques liés au (mauvais) fonctionnement de l'appareil judiciaire et le risque potentiel de changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. Sur ce point, la Chine se voit attribuer une cote de 5 sur une échelle de 1 à 7.

Le risque de transfert est le risque qui découle d'un événement ou d'une décision d'un gouvernement étranger qui empêche le transfert du montant du crédit payé par le débiteur. Avec une cote de 2 sur 7, le pays se classe dans la catégorie des pays à risques limités.

Le site [www.credendo.com](http://www.credendo.com) offre de plus amples informations à ce sujet.

## 2.4.2 AUTRES INDICATEURS DE RISQUE

Nombreuses sont les institutions qui font des estimations des risques entraînés par des activités commerciales dans un pays. Nous donnons ci-dessous seulement une sélection des plus connues :

- D'après le « Global Competitiveness Index 4.0 » du World Economic Forum - WEF (*Forum économique mondial - FEM*), la Chine occupe la 28<sup>e</sup> place sur un total de 140 pays. Elle fait ainsi mieux que les autres pays BRICS. Dans chacune des 12 sous-catégories, la Chine se trouve dans la première moitié et en matière de « Taille du marché »; aucun pays ne fait mieux. Ainsi, la Chine marque plus de points que la moyenne des pays à revenus élevés. Elle est devenue le leader dans certains domaines, telle l'intelligence artificielle. En matière de TIC (26<sup>e</sup>) et d'infrastructure (29<sup>e</sup>), la Chine affiche également un score élevé. Dans les 12 sous-catégories, la Chine peut, d'après le WEF, faire le plus de progrès dans celle du marché de l'emploi (69<sup>e</sup>) et surtout dans les tarifs fiscaux ainsi qu'au niveau des institutions.
- Selon l'indicateur « Ease of Doing Business 2019 » de la Banque mondiale, qui étudie les façons simples d'entretenir des relations commerciales, la Chine occupe la 46<sup>e</sup> place sur un total de 190 pays. Cela signifie que le pays a fait un gigantesque bond en avant à partir de la 78<sup>e</sup> place qu'il occupait l'année précédente. Le pays figurait d'ailleurs parmi les 10 principaux réformateurs. Il avait concrétisé au moins sept grandes réformes facilitant, entre autres, la mise en route d'une entreprise, l'enregistrement d'une propriété, la protection des investisseurs minoritaires, le paiement des impôts et le commerce extérieur.
- D'après la Banque mondiale, la Chine se classe 28<sup>e</sup> parmi les pays où il est facile de démarrer son entreprise, n'imposant que 4 démarches administratives nécessaires qui ne requièrent que 8,6 jours. Quant à l'obligation de respecter les contrats, la Chine occupe une excellente 6<sup>e</sup> place. Les plus grands défis se situent au niveau des permis de construire (121<sup>e</sup> place) et les impôts (114<sup>e</sup> place).
- D'après l'OCDE, le risque « pays » est de 2 sur une échelle de 1 à 7, soit un risque limité. Le risque pays de la classification de prime de l'OCDE prend en compte le risque de transfert et de convertibilité (c. à d. le risque qu'une autorité impose un contrôle des capitaux ou du taux de change, de sorte qu'une entité ne peut convertir la monnaie locale en une monnaie étrangère et/ou ne peut transférer des fonds à des créanciers qui sont établis en dehors du pays) et les cas de force majeure (par ex. une guerre, une expropriation, des révolutions, des agitations civiles, des inondations, des séismes).

# 3

## ANALYSE SECTORIELLE





## 3.1 LES LIFE SCIENCES EN CHINE

Pendant les dernières décennies, la Chine a réalisé d'immenses progrès au niveau des soins de santé. Comme pour la plupart des points politiques, les grands axes des life sciences ont été tracés dans des plans quinquennaux. Dans le cadre du 12<sup>e</sup> plan quinquennal, la Chine a élargi la couverture de son assurance de base en la rendant presque universelle. En 2000, moins d'un tiers de la population chinoise avait accès aux assurances maladie, alors que cet accès est maintenant proche des 100 %. Entre 2008 et 2014, les autorités chinoises ont également dépensé 1,3 billion d'USD pour réduire la part des dépenses personnelles que les citoyens doivent faire pour les soins de santé. Cette part se

situait à 40 % en 2008 et elle est estimée à 29,3 % en 2015.

Le treizième plan quinquennal (à consulter ici) réserve un chapitre pour une Chine en meilleure santé. Ce plan poursuit le chemin engagé, prévoyant une réforme des soins de santé, l'organisation d'une assurance pour l'ensemble de la population, la lutte contre les maladies, une attention particulière portée à la santé des nouveau-nés et des mères, l'innovation dans les services médicaux, le soutien de la santé publique chinoise, un plan pour que tous fassent de l'exercice ainsi qu'une action visant la sécurité alimentaire et pharmaceutique.

	2015	2020	2025
<b>Santé</b>			
Espérance de vie (années)	76,34	77,3	79
Mortalité infantile (%)	8,1	7,5	5
Taux de mortalité en dessous de cinq ans (%)	10,7	9,5	6
Mortalité maternelle (/ 100 000)	20,1	18	12
Alignement qualitatif à la norme de morphologie (%)	89,6	90,6	92,2
<b>Environnement sanitaire</b>			
Nombre de jours offrant une qualité supérieure de l'air dans les grandes villes (%)	76,7	>80	-
Respect de la norme pour une eau de surface plus propre (%)	66	>70	-
<b>Soins de santé et assurance maladie</b>			
Décès prématurés à la suite de graves maladies chroniques (%)	19,1	17,2	12,0
Médecins (assistants) / 1 000 habitants	2,2	2,5	3,0
Dépenses de santé personnelles / nationales (%)	29,3	28	25
<b>Mode de vie sain</b>			
Compétences sanitaires des habitants (%)	10	20	30
Nombre d'habitants pratiquant régulièrement un sport (en milliards)	3,6	4,35	5,3
<b>Industrie de la santé</b>			
Montant total des soins de santé (en billions de yuans)	-	>8	16

SOURCE : HEALTHY CHINA 2030

Les réalisations effectuées sous les plans quinquennaux n'empêchent pas que le pays ait à relever d'immenses défis. Avec son énorme population, la Chine a le plus grand nombre de patients potentiels du monde et, au fur et à mesure du vieillissement de la population, les soins de santé et la recherche médicale deviendront de plus en plus prioritaires. D'après les Nations unies, la population chinoise vieillit plus vite que celle de tout autre pays, ce qui entraîne une augmentation du nombre de maladies graves et chroniques.

### **HEALTHY CHINA 2030 & MADE IN CHINA 2025**

Telle est la raison pour laquelle la Chine a lancé, en octobre 2016, le plan « Healthy China 2030 ». Pour la première fois dans l'histoire de la République populaire, on a déployé un plan stratégique à long terme en matière de santé. « Healthy China » comprend 29 chapitres qui peuvent, à leur tour, être classés en cinq piliers. Ceux-ci mettent l'accent sur la santé, une vie saine, les services de santé et l'assurance maladie, un environnement sain et la nécessité d'une industrie de la santé d'envergure.

Avec son plan « Healthy China 2030 », la Chine tient en outre compte des « Sustainable Development Goals » des Nations unies. Dans ce contexte, le pays insiste particulièrement sur l'objectif 3 : « Veillez à ce que les gens de tout âge aient une vie saine et améliorent leur bien-être », ainsi que sur l'objectif 6 : « Veillez à ce que tout le monde ait accès à l'eau et à des équipements sanitaires ».

Pour réaliser ces objectifs ambitieux, « Healthy China 2030 » a défini plusieurs objectifs concrets. La moyenne de l'espérance de vie, par exemple, devrait augmenter de près de 3 ans entre 2015 et 2030, tandis que la mortalité infantile devrait

connaître une baisse radicale et que l'envergure de l'industrie sanitaire devrait, rien qu'entre 2020 et 2030, doubler pour atteindre près de 2 500 milliards d'USD.

Bon nombre des investissements nécessaires à la réalisation de ces objectifs peuvent s'inscrire dans le cadre de la stratégie de « Made in China 2025 ». Comme déjà évoqué dans la présente étude, un des dix piliers est le secteur de la médecine biologique et des ressources médicales. Vers 2020, la biotechnologie devrait s'élever à quelque 4 % du PIB chinois. Le mot-clé pour ces deux secteurs est l'innovation.

Pour le secteur pharmaceutique, « Made in China 2025 » propose plusieurs objectifs quantifiables. Un de ces objectifs est d'industrialiser, pour 2025, une vingtaine, voire une trentaine, de nouveaux médicaments innovants et d'obtenir de la part des autorités européennes et américaines l'approbation de 5, voire de 10, médicaments innovants. La création d'une variante générique de plus de 90 % de médicaments cruciaux dont le brevet est expiré, fait également partie des objectifs.

En matière des ressources médicales, les ambitions sont aussi importantes. « Made in China 2025 » envisage explicitement que la moitié des appareils médicaux dans les hôpitaux chinois soit d'origine chinoise pour 2020. Vers 2025, ce chiffre doit même atteindre les 70 %. Quant à l'origine des composants de ces appareils, les ambitions visent 60 % pour 2020 et 80 % pour 2025.

## L'ÉMERGENCE DE L'EXPERTISE CHINOISE

L'année dernière, les autorités chinoises ont dépensé plus de 100 milliards d'USD pour les soins de santé. Les investissements dans les life sciences ont, eux aussi, connu une croissance exponentielle. D'après la South China Morning Post, ceux-ci plafonnaient en 2013 à 0,8 milliard d'USD. En 2018, ils culminaient déjà à 20,6 milliards d'USD.

Selon ChinaBio, des fonds d'investissement actifs dans le secteur des life sciences ont même levé en 2018 quelque 43 milliards d'USD, tandis que 17 milliards d'USD ont été investis dans des entreprises chinoises qui s'occupent des life sciences, ce qui représente une augmentation de 36 % par rapport à l'année précédente. Rien qu'à la bourse chinoise, on a levé 7 milliards d'USD lors d'introductions en bourse (IPO), soit une augmentation de 40 %.

Beaucoup de ces investissements sont destinés à des parcs de recherche et de développement spécialement dédiés aux sciences du vivant. Selon le South China Morning Post, il y avait en octobre 2018 déjà 2.019 parcs scientifiques. Non moins de 111 de ceux-ci étaient liés aux life sciences, tandis que 108 se consacraient à d'autres sciences. Ce déploiement de parcs dédiés aux life sciences n'est pas encore terminé, car le 13<sup>e</sup> plan quinquennal parlait de 10 à 20 parcs supplémentaires qui mettront l'accent sur ce secteur.

Pour recruter du personnel scientifique du plus haut niveau pour ces parcs, qui sont principalement situés aux alentours de Guangzhou, le gouvernement chinois a rédigé en 2008 le « Thousand Talents Plan ». Ainsi, les autorités encourageaient les scientifiques chinois travaillant à l'étranger, à retourner dans leur patrie. En dix ans, le plan a attiré 7 000 personnes, dont 1 400 spécifiquement convaincues par le « Life sciences committee for biotech ». Des chercheurs étrangers peuvent également accéder au système chinois, sans devoir surmonter d'importants obstacles administratifs.

Grâce à la politique menée lors des plans quinquennaux précédents et à « Made in China 2025 », la Chine a fait beaucoup de progrès dans plusieurs niches de pointe. L'OCDE signale que le pays est en concurrence avec les États-Unis en matière de « bio-intelligence ». Rien que l'année passée, le pays a investi 9 milliards d'USD en intelligence artificielle et en biotechnologie, en vue de l'exploitation de données biologiques. La Chine a, par exemple, constitué une banque de gènes, et elle travaille à des médicaments basés sur des manipulations génétiques. La Chine a, en outre, fait beaucoup de progrès dans la numérisation de la médecine.

## DES OPPORTUNITÉS POUR DES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

À long terme, les ambitions chinoises auront inévitablement pour conséquence une plus importante concurrence pour les entreprises d'autres pays, dont la Belgique. En même temps, la Chine déploie différentes actions administratives pour mieux attirer des entreprises du secteur des life sciences et répondre aux besoins.

Un premier élément réside dans l'amélioration de l'environnement de la propriété intellectuelle en Chine. Le Bureau chinois de la propriété intellectuelle (SIPO) a reçu des moyens supplémentaires

## INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES CHINOISES DU SECTEUR DES LIFE SCIENCES, 2013 - 2018 (EN MILLIARDS D'USD)

SOURCE : SOUTH CHINA MORNING POST

2013	2014	2015	2016	2017	2018
0,8	1,7	1,8	7,8	12,7	20,6

pour faire face au nombre croissant de demandes de brevets, et il a mis en place un processus d'appréciation accéléré. Ce n'est pas un luxe superflu, car le nombre de demandes d'octrois en biotechnologie a explosé ces dernières années. En 2010, il y avait moins de 20 000 demandes ; en 2017, on en dénombrait déjà plus de 50 000.

Récemment encore, l'approbation de médicaments innovants étrangers demandait en moyenne 5 à 7 ans en Chine. En 2017, la « China Food and Drug Administration » (CFDA) a introduit une série de réformes permettant d'accélérer l'autorisation de certains médicaments. Dans ce contexte, des solutions innovantes pour des maladies rares et, pour lesquelles il n'y avait pas de méthodes de traitement satisfaisantes, faisaient l'objet de recherches. Certaines entreprises étrangères, qui avaient déjà obtenu une approbation de la part des autorités européennes ou américaines, pouvaient ainsi introduire leur produit sur le marché chinois dans les douze mois. Ce n'est donc pas un hasard si la Chine a approuvé depuis 2017 un nombre record de médicaments innovants étrangers.

En 2018, on a franchi un autre pas en transformant la CFDA en « National Medical Products Administration » (NMPA), qui s'intègre à la « State Administration for Market Regulation ». On prévoit que cette simplification administrative augmentera l'efficacité et la cohérence de la régulation des médicaments et des ressources médicales en Chine. Elle réduit en outre le risque de corruption, un vice que la Chine combat de plus en plus durement. Un ancien grand patron de la CFDA a été en 2007 reconnu coupable de corruption et condamné à mort l'année suivante.

Si la Chine vise une structure plus simple et univoque, elle travaille aussi à une meilleure harmonisation avec les normes internationales. Ainsi, la NMPA s'est affiliée à l'ICH (International Council

for Harmonisation of Technical Requirements for Pharmaceuticals for Human Use). Elle a également annoncé que des données d'études cliniques effectuées en dehors de la Chine, puissent être validées pour un enregistrement réglementaire, ce qui accélérera significativement le parcours des nouveaux médicaments entre le laboratoire et la clinique.

Comme le CAS, un élément de l'American Chemical Society, l'a signalé dans une analyse, la Chine, en assouplissant ces processus d'enregistrement réglementaire et en les rendant plus conformes aux procédures internationales en vigueur, rend l'accès au marché chinois non seulement plus simple pour les investisseurs étrangers, mais aussi plus facile pour les entreprises chinoises sur le marché international pour leurs innovations.

Les produits pharmaceutiques et les ressources médicales innovants sont en outre non seulement reconnus plus vite, mais dès leur accès au marché, ils sont également remboursés de plus en plus souvent. Entre 2001 et 2016, la liste nationale des médicaments remboursés intégralement ou en partie, n'a été partiellement mise à jour qu'à trois reprises par les autorités qui y ont ajouté des médicaments innovants. En 2017, ainsi qu'en 2018, le pays fit un mouvement de rattrapage par une mise à jour approfondie et l'application d'un nouveau mécanisme de négociation des prix.

## 3.2 LES CLEANTECHS EN CHINE

### INTRODUCTION

La croissance économique et l'industrialisation constituaient les premières priorités de la politique chinoise depuis des décennies, longtemps au détriment de l'environnement, ce qui a également entraîné une dégradation de la qualité de la vie, due notamment à la pollution de l'eau et de l'air. Pour relever ces défis, la Chine est aujourd'hui l'un des plus importants marchés de technologies propres au monde.

En effet, depuis la COP21 à Paris (2015), débouchant sur l'accord de Paris sur le climat, la lutte contre le changement climatique s'est imposée comme un impératif incontournable et le Président Xi Jinping s'est dit prêt à relever ce « défi planétaire ». C'est ainsi que la deuxième économie mondiale, et le plus grand pollueur de la planète, a ratifié l'accord de Paris sur le climat en 2016. Dans cette optique, la Chine s'est engagée à atteindre le pic de ses émissions de CO<sub>2</sub> d'ici 2030 au plus tard.

Selon un rapport de l'Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA), aujourd'hui, la Chine est de loin la nation la plus importante en termes de développement d'énergies renouvelables et de technologies propres, renforcée par la décision des États-Unis de quitter l'accord de Paris sur le climat. Aujourd'hui, les investissements dans le domaine surpassent ceux des États-Unis et de l'Europe, un leadership climatique et technologique qui lui permettra également de rompre avec son image de mauvais élève en matière de climat.

La Chine peut désormais se targuer d'être le producteur et le consommateur de technologies vertes le plus important. L'Empire du Milieu est ainsi devenu le leader mondial des véhicules électriques, du développement de batteries (grâce à l'obtention de nouvelles sources d'approvisionnement en matières premières comme le cobalt et le lithium) et d'énergie solaire (le pays assure 60 %

de la production mondiale de cellules photovoltaïques).

En effet, dans son treizième plan quinquennal (PAQ, 2016-2020), le gouvernement chinois a instauré des politiques visant à accélérer le déploiement de nouvelles technologies environnementales dans divers domaines : l'épuration des eaux, la décontamination des sols, le recyclage des déchets, la pollution atmosphérique, etc. Ce choix politique devrait porter le marché chinois des cleantechs à 2.500 milliards d'USD d'ici 2020. Des opportunités de marché dans un large éventail de secteurs de technologies vertes devraient inévitablement se présenter pour les entreprises belges offrant des solutions de pointe dans le secteur.

Selon l'*International Energy Agency*, à l'avenir, la Chine devrait aussi continuer à mener la danse dans le domaine des énergies renouvelables. La Chine est non seulement le premier investisseur en énergies renouvelables sur son territoire mais également à l'étranger. En effet, d'un point de vue international, la Belt and Road Initiative (BRI) a servi de catalyseur aux investissements chinois en énergies renouvelables à l'étranger. L'initiative a ainsi permis à la Chine de devenir le premier exportateur mondial de biens et services environnementaux, devant les États-Unis.

Au vu du soutien du gouvernement chinois au secteur des cleantechs, cette tendance devrait se poursuivre et le 14<sup>e</sup> plan d'action quinquennal (2021 - 2025) devrait s'engager sur la même voie afin de contribuer à relever le défi écologique causé par l'expansion rapide de l'économie chinoise. La National Development and Reform Commission (NDRC) a élaboré un projet de politique environnementale qui permettra à la Chine de revoir à la hausse ses objectifs en matière d'énergies renouvelables (passant de 20 % à 35 % d'ici 2030).

## OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES BELGES

Pour le gouvernement chinois, les choses sont claires. Le secteur des cleantechs contribuera à répondre aux besoins environnementaux urgents du pays. C'est pourquoi, grâce à la mise en place de politiques et de réglementations propices aux investissements, les opportunités dans ce secteur sont très attrayantes pour les entreprises étrangères.

Selon le 13<sup>e</sup> PAQ, « *l'écologie est à la fois une condition nécessaire pour assurer un développement durable et un moyen important par lequel les personnes peuvent travailler pour vivre mieux. L'ambition chinoise est de construire une société respectueuse de l'environnement et respectueuse des ressources, et de créer un nouveau modèle de modernisation dans lequel l'humanité se développera en harmonie avec la nature* ».

Deux objectifs majeurs ont également été définis dans le 13<sup>e</sup> PAQ :

- *Obtenir des résultats significatifs en matière de développement axé sur l'innovation.* La science et la technologie devraient ainsi devenir plus profondément ancrées dans l'économie.
- *Améliorer la qualité de l'environnement et des écosystèmes.* Les modes de production et modes de vie chinois deviendront plus écologiques, et les émissions de CO<sub>2</sub> diminueront fortement.

Les principaux points du plan quinquennal sont les suivants :

- Mener une révolution énergétique visant à augmenter le rendement énergétique et à s'éloigner des énergies fossiles (en réduisant notamment la place du carbone dans la consommation énergétique) ;
- Lutter contre la pollution de l'air, de l'eau et du sol ;
- Apporter du soutien à l'économie circulaire focalisée sur la réutilisation des ressources et le recyclage.

Cette détermination chinoise à rapidement assainir son environnement, créera des opportunités sans précédent pour les entreprises actives dans les cleantechs. La Chine, qui adopte des nouvelles technologies propres plus vite qu'elle ne les développe, pourra ainsi compter sur l'innovation technologique belge pour assainir son environnement.

La Chine s'engage dans son PAQ à « bâtir un système énergétique moderne » et à « poursuivre la révolution énergétique, en transformant les modes de production énergétique, en diversifiant les sources d'approvisionnement énergétique et en augmentant le rendement énergétique ». L'éco-construction, mise prioritairement en avant dans le 13<sup>e</sup> PAQ, et un des nombreux piliers du secteur des cleantechs, sera ici étudiée ci-après.

## ÉCO-CONSTRUCTION

L'adoption de technologies et de solutions de construction écologiques de pointe est un des objectifs de la Chine en matière de développement durable et de protection de l'environnement. Les entreprises belges disposant de l'expertise requise pourront saisir des opportunités intéressantes dans la chaîne logistique complète allant des phases de planification et de conception jusqu'à la construction et à l'exploitation.

En effet, dans son 13<sup>e</sup> Plan d'action quinquennal (2016-2020), le ministère chinois du Logement et du Développement urbain et rural a ainsi fixé des objectifs clairs afin d'améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et de développer davantage la construction durable :

- L'efficacité énergétique de nouveaux bâtiments construits dans les zones urbaines doit être améliorée de 20 % par rapport à l'année 2015
- La part de nouveaux bâtiments durables construits dans les zones urbaines sera portée à 50 %
- À l'échelle nationale, la superficie des nouveaux bâtiments durables devrait atteindre 2 milliards de mètres carrés
- La rénovation de bâtiments publics existants à des fins d'efficacité énergétique couvrant au total 100 millions de mètres carrés doit être finalisée
- La rénovation de bâtiments résidentiels existants à des fins d'efficacité énergétique couvrant plus de 500 millions de mètres carrés doit être entamée.

Toujours selon le treizième PAQ, la population urbaine en Chine devrait atteindre 60 % d'ici 2020 et même 65 % d'ici 2025, soit un total de plus d'un milliard de personnes. Héberger un nombre aussi important de nouveaux résidents nécessitera des investissements urbains massifs tout en veillant à leur durabilité. En

effet, selon la société d'ingénierie Arcadis, la valeur totale du parc immobilier chinois était de 64 milliards d'USD en 2015 et elle devrait doubler pour atteindre 130 milliards d'USD d'ici 2025.

Dans le secteur du bâtiment, les normes en matière de construction sont édictées par le Green Building Evaluation and Labeling (GBEL) et le Leadership in Energy and Environmental Design (LEED). Ces certifications écologiques entraînent d'importants changements dans le secteur du bâtiment chinois et créent de nombreuses opportunités pour des entreprises innovantes actives dans les activités suivantes :

- Exploitation de mines urbaines (consistant à récupérer des matières utiles à partir de déchets urbains) ;
- Transformation de déchets en matériaux de construction ;
- Utilisation de biomatériaux ;
- Utilisation de technologies d'économie d'énergie.

Ces certifications écologiques concernent tous les types de bâtiments civils, y compris les bâtiments résidentiels, les immeubles de bureaux, les centres commerciaux, les immeubles hôteliers, etc. L'évaluation est basée sur les sept indicateurs suivants :

- 1.** La conservation des terres et de l'environnement extérieur ;
- 2.** La conservation de l'énergie et l'utilisation de l'énergie ;
- 3.** L'économie d'eau et l'utilisation des ressources en eau ;
- 4.** L'économie de matières premières et l'utilisation des matières premières ;
- 5.** La qualité de l'environnement intérieur ;
- 6.** La gestion des travaux de construction ;
- 7.** La gestion des opérations.

La Chine porte également un grand intérêt au développement et à la répartition territoriale des Nearly Zero Energy Buildings (NZEB), dont le rendement énergétique est élevé. Plus de dix provinces, parmi lesquelles Pékin, Hebei, Shandong, Fujian, Qinghai, Hunan, Jiangsu, Liaoning, la Mongolie intérieure, Heilongjiang et le Sichuan, ont dressé un plan d'action afin d'accélérer leur mise en place. Les gouvernements locaux accordent même des incitants financiers aux projets NZEB. La municipalité de Pékin, par exemple, offre une subvention pouvant aller de 600 RMB à 1000 RMB au mètre carré pour tout projet de ce type. Ces politiques ciblées expliquent l'expansion rapide du marché des NZEBs. La Chine devient ainsi un terrain d'essai pour des produits innovants, et les fournisseurs belges de produits durables pourront contribuer à construire des bâtiments à haute performance énergétique grâce à leurs solutions technologiques innovantes.

## **SMART CITIES, AU SERVICE DE L'ÉCO-CONSTRUCTION**

Face à la croissance spectaculaire de sa population urbaine, la Chine est confrontée à une multitude de défis. Une solution durable qui gagne du terrain en Chine est l'adoption des technologies liées aux villes intelligentes (« smart cities »). L'intégration d'objets connectés ainsi que des réseaux de télécommunications et des plateformes de traitement des informations collectées qui leur sont associés dans le paysage urbain, permettraient en effet de s'attaquer aux problèmes que pose la croissance fulgurante des centres urbains chinois. Les villes intelligentes exploitent donc l'Internet des objets afin de faire un usage plus durable des infrastructures urbaines.

La Chine se place au premier rang de la région APAC (Asie-Pacifique) en termes d'initiatives liées aux villes intelligentes et présente les plus fortes perspectives de croissance. Le déploiement du big data, la pierre angulaire des « smart cities », fait également partie intégrante de la stratégie nationale de transition énergétique définie dans le 13<sup>e</sup> plan d'action quinquennal. Le gouvernement chinois souhaite ainsi « exploiter pleinement les technologies de l'information modernes et le big data pour développer un certain nombre de villes intelligentes d'un style novateur, en mettant l'accent sur le développement d'infrastructures intelligentes, de services publics pratiques et d'une gouvernance sociale améliorée ».

L'impact des politiques chinoises devrait donc marquer le début d'un âge d'or pour les villes intelligentes en Chine. Selon le centre d'innovation urbain MaRS, plus de 100 villes chinoises disposent d'un budget allant de 21 à 200 millions d'USD à allouer aux programmes de villes intelligentes.

## 3.3 L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE ET AÉROSPATIALE EN CHINE

### 1. L'AÉRONAUTIQUE

#### UNE NOUVELLE INFRASTRUCTURE EST NÉCESSAIRE

L'industrie aéronautique et aérospatiale en Chine est, dans le monde, la deuxième en importance. Ce secteur en plein développement peut donc offrir pas mal d'opportunités à des entreprises belges. Pour 2020, le secteur devrait réaliser un chiffre d'affaires de 150 milliards d'USD.

D'après la Civil Aviation Administration of China (CAAC), le transport de passagers a connu une augmentation de 11 %, alors qu'il y avait une croissance de 5,7 % des vols cargo dans les aéroports chinois, soit 610 millions de vols qui devraient augmenter jusqu'à 720 millions en 2020. À en croire les plus récentes projections de l'International Air Transport Association (IATA), le nombre de passagers pourrait atteindre 1,6 milliard en 2037.

La Chine est en train d'ouvrir davantage son secteur aéronautique aux investisseurs. Une première liste de projets dans l'aviation civile, dont la valeur d'investissement combinée est évaluée à 14 milliards d'EUR, a été publiée en août 2018. Ces projets concernent différents secteurs de pointe tels que la livraison de drones et la communication de données à travers l'espace, mais aussi des domaines traditionnels comme la construction d'aéroports, la logistique de fret et l'entretien des avions.

Tant que le secteur de l'aviation poursuit sa croissance, la construction de nouveaux aéroports est une priorité importante pour les autorités chinoises. La Chine compte actuellement quelque 235 aéroports, mais beaucoup d'entre eux sont incapables de faire face à l'augmentation du nombre de passagers et de vols. Les autorités chinoises estiment que le pays aura besoin d'environ 451 aéroports pour 2035. D'après la CAAC, il faudra donc construire 216 nouveaux aéroports.

La Chine mettra aussi en œuvre quelques hubs régionaux. Les nouveaux aéroports les plus importants seront construits dans des régions urbaines, comme le Yangtze River Delta, Beijing-Tianjin-Hebei, Chongqing et Chengdu. L'ouverture, en septembre 2019, du nouveau Beijing Daxing International Airport, qui est le plus grand aéroport du monde, et un projet de plus de 12 milliards d'USD, répond déjà dans une certaine mesure à cette augmentation de la demande. En 2025, on y attend environ 72 millions de passagers.

#### DE NOUVEAUX AVIONS SONT NÉCESSAIRES

L'industrie aéronautique chinoise est en pleine expansion. Les 60 compagnies aériennes chinoises exploitent une flotte de plus de 3 500 avions – en dehors des avions-cargo et des avions d'affaires – à partir de 224 aéroports. Le nombre d'avions et de plateformes connaîtra une importante augmentation à court et à moyen termes.

On prévoit que la Chine aura, dans les 20 années à venir, besoin de 7 400 nouveaux avions pour les passagers et le fret. Cela représente environ 19 % de la demande mondiale.

Malgré l'arrivée de quelques petites entreprises privées, la Chine demeure toujours un marché assez fermé aux compagnies aériennes étrangères. Il est difficile d'obtenir des autorisations auprès de la CAAC (Civil Aviation Administration of China) pour opérer sur le territoire chinois.

L'aviation civile est actuellement dominée par 5 entreprises qui représentent 89,5 % de la flotte :

- Air China
- China Southern
- China Eastern
- HNA Group
- Sichuan Airlines Group

Airbus et Boeing se disputent actuellement le marché chinois.

En mars 2019, Airbus a réussi à décrocher une énorme commande de quelque 300 avions auprès de la China Aviation Supplies Holding Company (CAS), une organisation qui achète de nouveaux avions au nom des compagnies aériennes chinoises. Ainsi, Airbus a franchi un énorme pas en Chine. Cette croissance des ventes en Chine, l'entreprise l'a assortie en outre d'un partenariat industriel. À cet effet, elle a installé une chaîne d'assemblage et un centre de parachèvement à Tianjin.

Fin janvier 2019, la flotte d'Airbus auprès des compagnies aériennes chinoises comptait quelque 1 730 avions, dont 1 455 moyen-courriers de la famille A320 et 17 long-courriers du type A350 XWB, le dernier-né de la gamme Airbus.

L'amélioration de la position d'Airbus est une mauvaise nouvelle pour Boeing, qui a longtemps dominé le marché chinois. Boeing souffre non seulement du conflit commercial sino-américain, mais aussi de la crise causée par les crashes de deux de ses appareils 737 Max (Lion Air en octobre 2018 et Ethiopian Airlines en mars 2019). À la suite de ces catastrophes, les livraisons de Boeing à la Chine se sont effondrées. Un coup dur, puisque le pays aurait acheté 1/5<sup>e</sup> de la production des appareils 737 Max. Il faut savoir que Boeing possède lui aussi un centre de parachèvement et de livraison à Zhoushan.

Pour rompre le duopole d'Airbus et de Boeing, la Chine a fait du secteur aéronautique et aérospatial une industrie stratégique. Pour renforcer les ambitions chinoises dans l'industrie aéronautique et pour faire du pays un acteur crédible sur le marché international, elle compte sur le conglomérat Aviation Industry Corporation of China (AVIC), qui fournit toute une série de produits de défense, dont

des chasseurs, des drones, des hélicoptères et des avions de transport. Un autre rôle important est réservé à l'entreprise d'État Commercial Aircraft Corporation of China (Comac), située à Shanghai.

Il y a actuellement plusieurs grands programmes en cours pour la construction d'avions pour des distances courtes (Comac ARJ21), moyennes (Comac C919) et longues (Comac CRJ929). Les volumes de vente de Comac restent cependant modestes par rapport aux investissements et aux efforts consentis. Certains observateurs internationaux ne sont pas sûrs que les avions « Made in China » puissent en 2025 couvrir 10 % du marché intérieur. Actuellement, la motorisation et l'aviation (les aides au pilotage) semblent être les points faibles. Le Comac C919 ferait au plus tôt son apparition en 2021 et ne contiendrait pas plus de 50 % de composants de fabrication locale.

L'IATE signale que, à part la production d'avions pour le transport de personnes, la Chine a encore d'autres programmes en matière d'aviation d'affaires, d'hélicoptères, de moteurs pour avions et de la MRO (maintenance et réparation), ainsi que de la construction et de l'entretien d'aéroports.

## 2. L'AÉROSPATIAL

### D'ÉNORMES AMBITIONS

Les ambitions que la Chine nourrit dans l'espace, sont énormes, et il est clair que le pays occupe aujourd'hui, sur la scène mondiale, une position enviable en matière de navigation spatiale, tant civile que militaire. Trois secteurs prioritaires sortent du lot : les fusées porteuses, les satellites utilitaires et le développement de l'internet depuis l'espace.

Depuis 2018, le secteur aérospatial chinois fait d'importants progrès en matière de recherche, de technologie et d'application de la technologie spatiale. En 2018, la Chine a réalisé 38 missions de lancement, dont 37 avec des lanceurs lourds de la série « Longue marche » pour mettre 104 satellites en orbite autour de la terre. Le 3 janvier 2019, la sonde Chang'e-4 a été posée sur la face cachée de la lune – une première historique. Lors de sa mission, cette sonde emmenait en outre quatre chargements appartenant à des clients étrangers. En 2019, la Chine mettra encore d'autres satellites en orbite autour de la terre, dont le Gaofen-7, de nouveaux modèles de la série Beidou, le O4A Chine-Pakistan et le Tianqin 1.

En ce qui concerne les infrastructures aérospatiales, le Huiyan Space Telescope et le Shijian-13 (le premier satellite chinois pour télécommunication à haut débit) ont été mis en orbite autour de la terre en 2018. Cela facilite une nouvelle phase permettant non seulement à la Chine de faire une étude plus détaillée de l'espace, mais aussi de trouver davantage d'applications pour répondre aux exigences de plus en plus poussées de la navigation aérienne et aérospatiale, du secteur maritime et de la communication ferroviaire, ainsi qu'en matière de prévisions météorologiques, et pour prévenir et combattre les catastrophes naturelles.

La Chine encourage les investissements étrangers dans la navigation spatiale, particulièrement dans des domaines tels que les nouveaux matériaux pour les projets aérospatiaux, la conception et la production de nouveaux satellites commerciaux et la production d'équipements pour les systèmes de communication par satellites.

### ACTEURS-CLÉS

#### China National Space Administration (CNSA)

La CNSA est l'organisation gouvernementale responsable de la gestion des activités aérospatiales à usage civil et de la collaboration spatiale internationale avec d'autres pays.

Après une mise au point qui a duré quelque 20 ans, la CNSA a remporté plusieurs succès ces dernières années. Le pays a, par exemple, produit la fusée « Longue marche » et envoyé vers la lune le petit robot « Jade Bunny ». Elle travaille aussi à une station spatiale dont la construction devrait être terminée pour 2022, et a l'ambition de mettre une sonde en orbite autour de Mars et de poser un robot sur la planète rouge.

<http://www.cnsa.gov.cn/english/index.html>

#### National Space Science Center (NSSC)

Le National Space Science Center de l'Académie chinoise des sciences est responsable de la planification, de la mise au point, du lancement et de l'exploitation de missions satellitaires. Il est également un leader en matière de recherches scientifiques spatiales, notamment dans les domaines de la physique, de l'environnement, de la

télé-détection par micro-ondes et de la technologie spatiale.

<http://english.nssc.cas.cn/>

### **CASC - China Aerospace Science and Technology Corporation**

La Chine Aerospace Science & Technology Corporation (CASC) est une entreprise d'État qui gère les activités de développement aérospatial en Chine. Elle réunit la plupart des centres de recherche, de conception et de production du pays, qui s'occupent de la navigation spatiale. La CASC travaille sous les auspices de la SASTIND (State Administration of Science, Technology and Industry for National Defence).

Ce conglomérat emploie actuellement plus de 150.000 personnes. L'entreprise, dont le siège est à Pékin, comprend huit académies et un groupe d'entreprises cotées en bourse. En 2018, il figurait à la 343e place dans le classement « Fortune Global 500 ». Ainsi, la CASC occupe la quatrième place au monde parmi les entreprises aéronautiques et aérospatiales, après Boeing, Airbus et Lockheed Martin.

Depuis 1970, la CASC a fait plus de 300 lancements et envoyé plus de 500 vaisseaux spatiaux dans l'espace. La famille des fusées « Longue marche », mise au point par la WCASC, assure presque toutes les missions de lancement de la Chine.

<http://english.spacechina.com/n16421/index.html>

### **China Aerospace Science and Industry Corporation (CASIC)**

Centrée sur des activités militaires, la CASIC constitue un groupe d'entreprises géré par l'État chinois. Une partie des activités est liée à la production d'installations de lancement et de composants pour satellites. La CASIC est le fabricant chinois de fusées le plus important.

La CASIC déploie ses activités dans quatre secteurs : la navigation spatiale axée sur la défense (fusées, produits de technologie spatiale, ...), la navigation spatiale commerciale (fusées, ...), le secteur industriel de l'internet (« Industrial Intelligent Cloud System », ...) et l'industrie 4.0.

<http://www.casic.com/>

# 4

## RÉUSSITES RÉCENTES







## DIRTY MONITOR

La société belge Dirty Monitor est un studio créatif et enthousiaste, pionnier dans le domaine de la conception et de la réalisation de contenu pour le mapping vidéo et les productions audiovisuelles. Utilisant les nouvelles technologies pour ses prestations artistiques lors d'événements culturels et corporate internationaux, Dirty Monitor est l'un des studios d'art digital les plus importants au monde.

Depuis sa création à Charleroi au début des années 2000, la société a réussi à s'imposer comme une référence dans le monde du mapping vidéo 3D, du VJing, et de l'art numérique. Au fil des années, la société a acquis une réputation internationale grâce à sa collaboration fructueuse avec des réalisateurs et des metteurs en scène de renom, des agences, des marques et d'autres grands noms de l'industrie événementielle. Représentations live, installations, lancements de produits, inaugurations, soirées, expositions immersives et interactives, etc. n'ont plus de secrets pour elle....

Dirty Monitor a produit les animations visuelles et la musique des cérémonies du nouvel an 2015 et 2016 à Dubaï sur la tour Burj Khalifa, la plus haute tour du monde. La société a également réalisé la Cérémonie d'Ouverture de l'Exposition internationale d'Astana de 2017 au Kazakhstan, en présence notamment du Président russe Vladimir Poutine et du Président chinois Xi Jinping. Concernant son activité dans le monde muséal, Dirty Monitor produit des installations interactives, notamment pour la Schtroumpf Experience, une exposition en l'honneur des 60 ans des Schtroumpfs qui tournera dans le monde entier. Mais la société ne s'arrête pas là : elle réalise aussi des expériences immersives itinérantes, telles l'Exposition Monet à Turin et l'Exposition Alice in Wonderland à Séoul.

L'équipe se compose d'une trentaine de professionnels et d'artistes multidisciplinaires, tous issus de différents domaines, de l'architecture à la conception graphique, de l'histoire de l'art à l'électromécanique. La société poursuit son expansion et affiche un chiffre d'affaires en forte croissance, dont 65 % réalisé à l'international. Concernant l'implantation géographique de ses projets, Dirty Monitor est principalement active en Europe, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique du Nord.

Très active en Chine, la société y a réalisé ses premiers projets dès 2012, avec l'inauguration de la boutique Patek Philippe de Shanghai. Suite à cela, elle a été sélectionnée par CCTV, le réseau de télévision national chinois, pour la réalisation de la cérémonie d'ouverture du Festival International du Film de Pékin en 2013 : elle a projeté un vidéo mapping sur le célèbre Temple de Ciel, au cœur de la capitale chinoise. Dirty Monitor a également participé à des spectacles à grande échelle produits à Harbin et à Ningbo. Récemment, lors du Festival des Lumières de Macao, la société a conçu et projeté un show mapping sur la façade de l'iconique Église Saint-Paul. Son Exposition Van Gogh - The Immersive Experience - est en ce moment diffusée au Musée National de Chine, l'un des plus grands musées du monde, sur la place Tian'anmen.

La société continue son développement en Chine, concevant divers projets à S.A.R. Hong Kong, Shenzhen, Xi'an, Hainan, Shanghai et Chengdu.



## ORFIT INDUSTRIES

Orfit Industries est une entreprise familiale de taille moyenne, active depuis 1991 sur le marché des dispositifs médicaux. Elle est engagée dans le traitement des cancers ainsi que dans la rééducation physique des patients souffrant d'une lésion aux membres.

Orfit développe et produit des polymères de haute qualité, utilisés comme matériau thermoplastique visant l'immobilisation individuelle de patients cancéreux sous radiothérapie, ou de matériau d'attelle en pathologie de la main.

Orfit compte 90 collaborateurs en Belgique et 15 à l'étranger, et des implantations aux USA et à S.A.R. Hong Kong. Son chiffre d'affaires de 25 millions d'EUR est réalisé pour 98 % à l'exportation, grâce aux ventes qui se font dans 103 pays.

« Born global », Orfit fait en sorte que ses produits médicaux, par l'intermédiaires de distributeurs, de clients private label et de ventes directes, soient disponibles pour le plus grand nombre de patients dans le monde. Une formation par les professionnels médicaux sur place et une approche individuelle « patient-centered » offrent un résultat clinique optimal lors de l'implémentation de ses matériaux polymères innovants.

Orfit réalise 15 % de son chiffre d'affaires total grâce à ses activités en Asie. La Chine est un marché de croissance important, le troisième au monde pour les dispositifs médicaux. Le gouvernement chinois réforme sa politique de santé dans le cadre du « Healthy China 2030 Plan » et définit le développement de l'industrie médicale comme une mission principale.

D'autre part, la deuxième cause de décès en Chine est le cancer, et la lutte contre cette maladie est menée à travers l'augmentation des centres de radiothérapie pour satisfaire aux normes internationales. La contention du patient par les systèmes d'immobilisation d'Orfit offre une plus grande précision du traitement et un meilleur confort du malade lors de l'irradiation.

Pour permettre l'accès des produits Orfit au plus grand nombre de patients en Chine, Orfit vient de lancer une joint-venture avec Kangda Intercontinental Medical Equipment, située à Ningbo, au sud de Shanghai. C'est dans le Meishan, International Health Industry Park que l'assemblage et l'emballage des produits Orfit auront lieu. Orfit Industries fournit des produits semi-finis à partir de son usine de Wijnegem. Ceux-ci seront traités et finalisés à Ningbo selon des normes internationales strictes, sous la forme de masques d'immobilisation thermoplastiques, puis distribués vers des centres de radiothérapie à travers toute la Chine.



PIERRE MARCOLINI  
BRUSSELS

## MAISON PIERRE MARCOLINI

Pierre Marcolini, fondateur de la Maison éponyme, cultive depuis plus de vingt ans un savoir-faire artisanal maîtrisé de la fève à la tablette. Chaque année, il parcourt les quatre coins du monde pour dénicher les cacaos les plus rares afin de créer des chocolats grands crus.

Pierre Marcolini est un des rares chocolatiers à maîtriser l'ensemble du processus de fabrication de ses produits : des approvisionnements à l'assemblage final, en passant par le tri des fèves, les affinages, la préparation des ganaches, le tempérage...

Afin de pérenniser les filières et permettre aux producteurs de vivre décemment, il offre toujours aux fermiers un prix supérieur à celui du cours boursier. De plus, en 2019 la Maison a signé un chartre éco-éthique avec les planteurs stipulant les 3 points suivants :

- La Maison et les planteurs excluent le travail infantile tel que défini par l'Unicef et l'Ilo.
- Les planteurs avec lesquels la Maison collabore n'utilisent pas de glyphosate dans leurs plantations.
- La Maison Pierre Marcolini ne sélectionne pas de fèves issues des cacaoyers hyper productifs tel que le CCN-51 car celles-ci n'ont pas de saveurs et afin d'éviter une catastrophe écologique à long terme.

Pierre Marcolini a fondé la société en 1995 et celle-ci est aujourd'hui présente dans 9 pays au travers de 45 boutiques. 250 experts sont dédiés à la vente des chocolats et 60 artisans exercent leur savoir-faire à l'atelier.

La Maison Pierre Marcolini s'est implantée en Chine avec une première boutique flagship à Shanghai en octobre 2016, il y a donc 3 ans exactement. C'était une première étape importante afin de mieux comprendre le potentiel du marché chinois puisque le segment des chocolats de luxe et du fine food en général est encore très nouveau. Depuis, la Maison a ouvert de nouvelles boutiques et en compte désormais 5 entre Shanghai, Nanjing et Hangzhou. Au-delà du retail offline, la marque s'est développée online via un Mini Programme sur la plateforme WeChat afin de proposer les collections de chocolats, macarons, gourmandises partout en Chine. Enfin, Pierre Marcolini Chine compte parmi ses clients fidèles un segment corporate, notamment représenté par d'autres maisons de luxe à qui la marque propose des cadeaux sur mesure pour leurs publics VIPs.

La société emploie en Chine une trentaine de salariés.

La Maison Pierre Marcolini va accélérer son expansion à travers l'ouverture de nouvelles boutiques dans des villes Tiers 1 de Chine, notamment Beijing, Chengdu, Shenzhen, Guangzhou. Et continuera de proposer des collections pensées pour le marché chinois, à l'occasion des festivals locaux majeurs : Chinese New Year, Mid Autumn Festival, Chinese Valentine's Day.

La marque que les Chinois surnomment, le Hermès du Chocolat, entend devenir, comme dans le reste du monde, l'ambassadeur d'un chocolat naturel et engagé, « bean to bar » dans un marché de plus en plus sensible aux problématiques sociétales et environnementales.

# 5

## SOURCES



## NOS PARTENAIRES

- **Service public fédéral des Affaires étrangères**  
<https://diplomatie.belgium.be/fr>
- **Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers**  
[www.awex.be](http://www.awex.be)
- **hub.brussels**  
[www.hub.brussels](http://www.hub.brussels)
- **Flanders Investment and Trade**  
<https://www.flandersinvestmentandtrade.com/invest/fr>

## SOURCES GOUVERNEMENTALES CHINOISES

- **Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA)**  
[www.fr.cidca.gov.cn](http://www.fr.cidca.gov.cn)
- **Civil Aviation Administration Council (CAAC)**  
[www.caac.gov.cn](http://www.caac.gov.cn)
- **Agence chinoise de promotion et d'investissement (CIPA)**  
[www.fdi.gov.cn](http://www.fdi.gov.cn)
- **Bureau national des statistiques de Chine (NBS)**  
[www.stats.gov.cn](http://www.stats.gov.cn)
- **Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC)**  
[www.en.ndrc.gov.cn](http://www.en.ndrc.gov.cn)
- **Ministère des Affaires Étrangères de la République populaire de Chine**  
<https://www.fmprc.gov.cn/fra/>
- **Banque populaire de Chine**  
[www.pbc.gov.cn](http://www.pbc.gov.cn)
- **State Administration of Foreign Exchange (SAFE)**  
[www.safe.gov.cn](http://www.safe.gov.cn)
- **Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine**  
[english.www.gov.cn](http://english.www.gov.cn)
- **Ministère du Commerce de la République populaire de Chine**  
[english.mofcom.gov.cn](http://english.mofcom.gov.cn)

## AUTRES SOURCES

- **ABN Amro - Visie op China 2019 – Stimulus compenseert risico's handelsconflict**  
[insights.abnamro.nl/2018/12/visie-op-china-2019-stimulus-compenseert-risicos-handelsconflict](https://insights.abnamro.nl/2018/12/visie-op-china-2019-stimulus-compenseert-risicos-handelsconflict)
- **AMCHAM Shanghai – « Innovation in China, “Made in China 2025” and Implications for Healthcare MNCs »**  
[www.amcham-shanghai.org/sites/default/files/2018-08/GPS\\_Healthcare\\_Quarterly\\_Jul2018.pdf](http://www.amcham-shanghai.org/sites/default/files/2018-08/GPS_Healthcare_Quarterly_Jul2018.pdf)
- **Arcadis – « Global Built Asset Performance Index & Global Built Asset Wealth Index »**  
[www.arcadis.com/en/global/our-perspectives/global-built-asset-performance-index-2016](http://www.arcadis.com/en/global/our-perspectives/global-built-asset-performance-index-2016)
- **Aviation Industry Corporation of China (AVIC)**  
[enm.avic.com](http://enm.avic.com)
- **The Balance, Kimberly Amadeo – « Dollar to Yuan Conversion and History »**  
[www.thebalance.com/dollar-to-yuan-conversion-and-history-3306089](http://www.thebalance.com/dollar-to-yuan-conversion-and-history-3306089)
- **CAS, Caroline Ma – « 3 reasons biotech is booming in China »**  
[www.cas.org/blog/3-reasons-biotech-booming-china-how-can-you-capitalize-growth](http://www.cas.org/blog/3-reasons-biotech-booming-china-how-can-you-capitalize-growth)
- **China Aerospace Blog, Jean Deville – « A Portrait of the Chinese Airline Industry in 2019 »**  
[www.china-aerospace.blog/2019/02/11/the-chinese-airline-industry-in-2019-part-1-a-historical-perspective](http://www.china-aerospace.blog/2019/02/11/the-chinese-airline-industry-in-2019-part-1-a-historical-perspective)  
[www.china-aerospace.blog/2019/03/26/the-chinese-airline-industry-in-2019-part-2-airline-ecosystem-mapping](http://www.china-aerospace.blog/2019/03/26/the-chinese-airline-industry-in-2019-part-2-airline-ecosystem-mapping)
- **The Australian National University, Kunwang Li and Wei Jiang – « China's 40 Years of Reform and Development: 1978–2018 – Chapter 28 China's foreign trade: Reform, performance and contribution to economic growth »**  
[www.press-files.anu.edu.au/downloads/press/n4267/html/ch28.xhtml?referer=&page=40](http://www.press-files.anu.edu.au/downloads/press/n4267/html/ch28.xhtml?referer=&page=40)
- **China Briefing, Dorcas Wong and Alexander Chipman Koty – « The US-China Trade War: A Timeline »**  
[www.china-briefing.com/news/the-us-china-trade-war-a-timeline](http://www.china-briefing.com/news/the-us-china-trade-war-a-timeline)

- **China Briefing, Alexander Chipman Koty – « Why Should We Care About China’s GDP Growth? »**  
[www.china-briefing.com/news/china-gdp-growth-making-sense-data-available](http://www.china-briefing.com/news/china-gdp-growth-making-sense-data-available)
- **Centre national des énergies renouvelables de Chine (CNREC)**  
[www.cnrec.org.cn/english](http://www.cnrec.org.cn/english)
- **China.org.cn – « L’aérospatiale de Chine s’ouvre aux investisseurs étrangers »**  
[french.china.org.cn/china/txt/2019-02/21/content\\_74489385.htm](http://french.china.org.cn/china/txt/2019-02/21/content_74489385.htm)
- **China.org.cn – « La Chine ouvre davantage son aviation aux investissements privés »**  
[french.china.org.cn/business/txt/2018-09/11/content\\_63376316.htm](http://french.china.org.cn/business/txt/2018-09/11/content_63376316.htm)
- **China-US Focus, Colin Moreshead – « The Future of China’s Aerospace Industry »**  
[www.chinausfocus.com/finance-economy/the-future-of-chinas-aerospace-industry](http://www.chinausfocus.com/finance-economy/the-future-of-chinas-aerospace-industry)
- **Cleantecnica, Kurt Lowder - « China Proposes 75% Increase To 2030 Renewable Energy Target »**  
[www.cleantecnica.com/2018/09/27/china-proposes-75-increase-to-2030-renewable-energy-target](http://www.cleantecnica.com/2018/09/27/china-proposes-75-increase-to-2030-renewable-energy-target)
- **Clifford Chance, TERENCE FOO – « China’s New Foreign Investment Law – What Does This Mean for Foreign Investors in China? »**  
[www.cliffordchance.com/briefings/2019/03/china\\_s\\_new\\_foreigninvestmentlawwhatdoe.html](http://www.cliffordchance.com/briefings/2019/03/china_s_new_foreigninvestmentlawwhatdoe.html)
- **CNN Business, Laura He – « China’s economic growth slumps to lowest in 27 years as the trade war hits »**  
[www.edition.cnn.com/2019/07/15/economy/china-gdp-growth/index.html](http://www.edition.cnn.com/2019/07/15/economy/china-gdp-growth/index.html)
- **Credendo – China**  
[www.credendo.com/country-risk/china](http://www.credendo.com/country-risk/china)
- **Deloitte, David Xie ; Xiaofeng Li – « Gain the edge in a fast-moving market: Launching innovative biopharma in China »**  
[www2.deloitte.com/us/en/insights/industry/life-sciences/innovative-biopharma-china-introduction.html](http://www2.deloitte.com/us/en/insights/industry/life-sciences/innovative-biopharma-china-introduction.html)
- **Deloitte, Clean Energy Industry Report 2017**  
<https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/cn/Documents/technology-media-telecommunications/deloitte-cn-tmt-clean-tech-industry-report-2017-en-180110.pdf>
- **Economist Intelligence Unit**  
[www.eiu.com](http://www.eiu.com)
- **Ernst & Young – « Baromètre de l’Attractivité belge 2019 »**  
[https://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/ey-attractiveness-survey-belgium-2019-fr/\\$FILE/ey-attractiveness-survey-belgium-2019-fr.pdf](https://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/ey-attractiveness-survey-belgium-2019-fr/$FILE/ey-attractiveness-survey-belgium-2019-fr.pdf)
- **Euractiv, Frédéric Simon – « China seen as ‘absolute winner’ of clean energy transition »**  
[www.euractiv.com/section/energy/news/china-seen-as-absolute-winner-of-clean-energy-transition/](http://www.euractiv.com/section/energy/news/china-seen-as-absolute-winner-of-clean-energy-transition/)
- **Federal Reserve, Brett Berger ; Robert F. Martin - « The Growth of Chinese Exports: An Examination of the Detailed Trade Data »**  
[www.federalreserve.gov/pubs/ifdp/2011/1033/ifdp1033.pdf](http://www.federalreserve.gov/pubs/ifdp/2011/1033/ifdp1033.pdf)
- **Financial Times, Don Weinland - « China looks to its consumers to help economy weather trade war »**  
[www.ft.com/content/34746fc2-a792-11e9-b6ee-3cdf3174eb89](http://www.ft.com/content/34746fc2-a792-11e9-b6ee-3cdf3174eb89)
- **Financial Times, Don Weinland ; Sherry Fei Ju – « China targets stimulus to navigate slowest growth in 30 years »**  
[www.ft.com/content/24c09576-60b4-11e9-b285-3acd5d43599e](http://www.ft.com/content/24c09576-60b4-11e9-b285-3acd5d43599e)
- **Global Commission on the Geopolitics of Energy Transformation**  
[www.geopoliticsofrenewables.org](http://www.geopoliticsofrenewables.org)
- **Gryphon Scientific & Rhodium Group - China’s Biotechnology Development**  
[www.uscc.gov/sites/default/files/Research/US-China%20Biotech%20Report.pdf](http://www.uscc.gov/sites/default/files/Research/US-China%20Biotech%20Report.pdf)
- **ICBC - RMB Loan Prime Rate**  
[www.icbc.com.cn/ICBC/EN/FinancialInformation/RMBDepositLoanRate/RMBLoanPrimeRate](http://www.icbc.com.cn/ICBC/EN/FinancialInformation/RMBDepositLoanRate/RMBLoanPrimeRate)
- **Institut d’économie de l’énergie et d’analyse financière (IEEFA)**  
[www.ieefa.org](http://www.ieefa.org)
- **Fonds monétaire international – « China’s Economic Outlook in Six Charts »**  
[www.imf.org/en/News/Articles/2018/07/25/na072618-chinas-economic-outlook-in-six-charts](http://www.imf.org/en/News/Articles/2018/07/25/na072618-chinas-economic-outlook-in-six-charts)
- **Fonds monétaire international – « China’s Evolving Exchange Rate Regime »**  
[www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2019/03/07/Chinas-Evolving-Exchange-Rate-Regime-46649](http://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2019/03/07/Chinas-Evolving-Exchange-Rate-Regime-46649)

- **Fonds monétaire international, Michael McMahon ; Alfred Schipke ; Xiang Li – « China’s Monetary Policy Communication: Frameworks, Impact, and Recommendation »**  
www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2018/11/17/Chinas-Monetary-Policy-Communication-Frameworks-Impact-and-Recommendations-46375
- **Fonds monétaire international- Datasets**  
www.imf.org/external/datamapper/datasets
- **Fonds monétaire international – « People’s Republic OF China: 2018 Article IV Consultation »**  
www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/07/25/Peoples-Republic-of-China-2018-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-Staff-46121
- **Fonds monétaire international - « People’s Republic of China : 2019 Article IV Consultation »**  
www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2019/08/08/Peoples-Republic-of-China-2019-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-Staff-48576
- **Centre du Commerce International – Trade Map**  
https://www.trademap.org/tradestat/index.aspx
- **MaRS Market Insights – « Entering China’s Emerging Cleantech Markets »**  
www.marsdd.com/wp-content/uploads/2017/06/Entering-China%E2%80%99s-Emerging-Cleantech-Markets\_An-opportunity-for-Ontario-startups\_June2017.pdf
- **MedCityNews, Kevin Truong – « China life science investment reaches record high in 2018 »**  
www.medcitynews.com/2019/01/china-life-science-investment-reaches-record-high-in-2018
- **National Center for Biotechnology Information, Xiaochen Ma et al. – « Realigning the incentive system for China’s primary healthcare providers »**  
www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6598721
- **The New York Times, Keith Bradsher – « China’s Economic Growth Hits 27-Year Low as Trade War Stings »**  
www.nytimes.com/2019/07/14/business/china-economy-growth-gdp-trade-war.html
- **OECD Library, Myriam Linster ; Chan Yang – « China’s Progress Towards Green Growth »**  
www.oecd-ilibrary.org/docserver/76401a8c-en.pdf?expires=1554215003&id=id&accname=guest&checksum=ED9748493ABF897228F5D73AB3755634
- **Opportunités Technos, Étienne Henri – « Aviation : quand la Chine éclipsera l’Occident »**  
www.opportunités-technos.com/aviation-quand-la-chine-eclipsera-loccident
- **PwC China – « Chinese Cleantech Market Opportunities »**  
https://www.pwccn.com/en/energy-utilities-mining/chinese-cleantech-market-opportunities-2017.pdf
- **Reuters, Beijing Monitoring Desk ; Stella Qiu ; Kevin Yao – « PBOC chief says current interest rate level is appropriate: Caixin »**  
www.reuters.com/article/us-china-economy-rates/pboc-chief-says-current-interest-rate-level-is-appropriate-caixin-idUSKCN1UI0YK
- **Seller Nexus – « Why is it Cheaper to Manufacture in China »**  
www.sellernexus.com/manufacturing-cost-china
- **Sourcify, Phillip Moorman – « The Top 10 Products Manufactured In China in 2018 »**  
www.sourcify.com/the-top-10-products-manufactured-in-china-in-2018
- **South China Morning Post - Betting big on biotech**  
multimedia.scmp.com/news/china/article/2167415/china-2025-biotech/index.html
- **The International Institute for Industrial Environmental Economics, Tim Forslund – « Cleantech Investments in China, The International Institute for Industrial Environmental Economics »**  
www.pdf.semanticscholar.org/a5c9/04e6aa283478eb5278be315f8416176c4ccd.pdf
- **Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement**  
www.unctad.org/en/Pages/Home.aspx
- **U.S.-China Economic and Security Review Commission, Katherine Koleski – « The 13th Five-Year Plan »**  
www.uscc.gov/sites/default/files/Research/The%2013th%20Five-Year%20Plan\_Final\_2.14.17\_Updated%20%28002%29.pdf
- **World Economic Forum**  
fr.weforum.org/
- **Worldbank – China Trade Indicators**  
wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/CHN/Year/2017

- **World Green Building Council – « World Green Building Trends 2018 »**  
[www.worldgbc.org/sites/default/files/World%20Green%20Building%20Trends%202018%20SMR%20FINAL%2010-11.pdf](http://www.worldgbc.org/sites/default/files/World%20Green%20Building%20Trends%202018%20SMR%20FINAL%2010-11.pdf)
- **OMS – « Healthy China 2030 (from vision to action) »**  
[www.who.int/healthpromotion/conferences/9gchp/healthy-china/en/](http://www.who.int/healthpromotion/conferences/9gchp/healthy-china/en/)
- **OMC – Chine — Certaines mesures concernant le transfert de technologie**  
[https://www.wto.org/french/tratop\\_f/dispu\\_f/cases\\_f/DS549\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/DS549_f.htm)
- **OMC – Tariff profiles – China**  
[www.wto.org/english/res\\_e/statis\\_e/daily\\_update\\_e/tariff\\_profiles/CN\\_e.pdf](http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/daily_update_e/tariff_profiles/CN_e.pdf)
- **OMC – Trade profiles - China**  
[stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFView.aspx?Language=E&Country=CN](http://stat.wto.org/CountryProfile/WSDBCountryPFView.aspx?Language=E&Country=CN)
- **XE**  
[www.xe.com](http://www.xe.com)



Agence pour le  
Commerce extérieur

### AGENCE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Rue Montoyer 3  
1000 Bruxelles  
Tél.: +32 2 206 35 11  
[www.abh-ace.be](http://www.abh-ace.be)



KINGDOM OF BELGIUM  
Federal Public Service  
Foreign Affairs,  
Foreign Trade and  
Development Cooperation

### SPF AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMERCE EXTÉRIEUR ET COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Rue des Petits Carmes 15  
1000 Bruxelles  
Tél.: +32 2 501 81 11  
[diplomatie.belgium.be](http://diplomatie.belgium.be)



Wallonia.be  
EXPORT  
INVESTMENT

### AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Place Saintelette, 2  
1080 Bruxelles  
Tél.: +32 2 421 82 11  
[www.awex.be](http://www.awex.be)



hub  
.brussels  
our business is to help yours

### BRUXELLES INVEST & EXPORT BY HUB.BRUSSELS

Chaussée de Charleroi 112  
1060 Bruxelles  
Tél.: +32 2 800 40 00  
[invest-export.brussels](http://invest-export.brussels)



FLANDERS  
INVESTMENT  
& TRADE

Flanders  
State of the Art

### FLANDERS INVESTMENT & TRADE

Boulevard Roi Albert II 37  
1030 Bruxelles  
Tél.: +32 2 504 87 11  
[www.flandersinvestmentandtrade.com](http://www.flandersinvestmentandtrade.com)

Date de publication: octobre 2019

**ÉDITEUR RESPONSABLE** Fabienne L'Hoost

**AUTEURS** Wouter Decoster, Lorenzo Van Elsen, Patrick Gillard & Katrien Van Looke

**GRAPHISME ET RÉALISATION** Bold & pepper

ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE L'AGENCE POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR : [www.abh-ace.be](http://www.abh-ace.be)

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER CERTIFIÉ FSC

Reproduction autorisée moyennant mention de la source

Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce extérieur, ni ses partenaires (Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export hosted by hub.brussels et Flanders Investment & Trade) ne peuvent être tenus responsables d'erreurs, d'omissions et de déclarations mensongères. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.